

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

**LA DOUBLE IDENTITÉ NATIONALE RUSSE ENVERS L'ISLAM
ET SES INCIDENCES SUR LA POLITIQUE INTERNATIONALE
DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

**MÉMOIRE PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE**

**PAR
CATHERINE COURCHESNE**

MAI 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

**Je remercie mon directeur, Monsieur Jacques Lévesque,
pour son soutien et son savoir.**

**Je remercie ma famille,
pour leur confiance et leur patience.**

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS	vi
CARTES	vii
RÉSUMÉ	x
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
LE CONCEPT D'IDENTITÉ NATIONALE, L'IDENTITÉ NATIONALE RUSSE ET LES ORIGINES DES RELATIONS RUSSO-ISLAMIQUES	5
1.1 LE CONCEPT D'IDENTITÉ NATIONALE D'UN POINT DE VUE THÉORIQUE	6
1.1.1 Les origines du concept et sa définition	6
1.1.2 La construction de l'identité nationale : <i>par qui, comment et pourquoi?</i>	8
1.1.3 L'identité nationale et ses implications : le concept d'altérité, les intérêts nationaux et la sécurité	11
1.2 L'IDENTITÉ NATIONALE RUSSE MISE EN CONTEXTE	13
1.2.1 La crise identitaire de la Russie des années 1990 et la religion	13
1.2.2 Le rôle de l' « Autre » dans la (re)construction de l'identité nationale russe : l'islam	17

1.3 LES ORIGINES HISTORIQUES DE LA DOUBLE IDENTITÉ RUSSE À L'ÉGARD DE L'ISLAM	23
1.3.1 De la Russie kiévienne au dernier tsar	23
1.3.2 L'islam en URSS	26
1.3.3 Eltsine, le Tatarstan et la Tchétchénie	37
Conclusion du chapitre I	41
CHAPITRE II	
LES ÉLITES POLITIQUES ET INTELLECTUELLES RUSSES À L'ÉGARD DE L'ISLAM	43
2.1 LES COURANTS NATIONALISTES RUSSES CONTEMPORAINS ET LEUR VISION DE L'ISLAM	44
2.1.1 Nationalisme chrétien	44
2.1.2 Nationalisme communiste	46
2.1.3 Nationalisme géopolitique	48
2.1.4 L'Ultranationalisme	51
2.1.5 Nationalisme réformiste	53
2.1.6 Vladimir Poutine	54
2.2 LES DOCTRINES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE RUSSE ET LEUR VISION DE L'ISLAM	56
2.2.1 L'Euro-Atlantisme	56
2.2.2 L'Eurasianisme	59
2.2.3 Multipolarisme	61
2.2.4 Pragmatisme	63
Conclusion du chapitre II	66

CHAPITRE III

L'IMPACT DE LA DOUBLE IDENTITÉ RUSSE À L'ÉGARD DE L'ISLAM
DANS LA CONSTITUTION DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE ET DU
STATUT INTERNATIONAL DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE 69

3.1 LA FÉDÉRATION DE RUSSIE, LE MONDE MUSULMAN ET LES
INTÉRÊTS NATIONAUX RUSSES 70

3.1.1 L'Asie centrale et l'Afghanistan 70

3.1.2 L'Azerbaïdjan, la Turquie et l'Iran 76

3.1.3 L'Arabie Saoudite, la Jordanie, la Syrie, la Libye, l'Égypte, les Émirats arabes
unis et la Malaisie 81

3.2 LE DOUBLE STATUT INTERNATIONAL DE LA RUSSIE ET L'ISLAM 86

3.2.1 Un État incontournable dans la lutte contre le terrorisme international 86

3.2.2 Un État multinational et multiconfessionnel, médiateur des mondes chrétien et
musulman 92

Conclusion du chapitre III 97

CONCLUSION 100

BIBLIOGRAPHIE 105

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

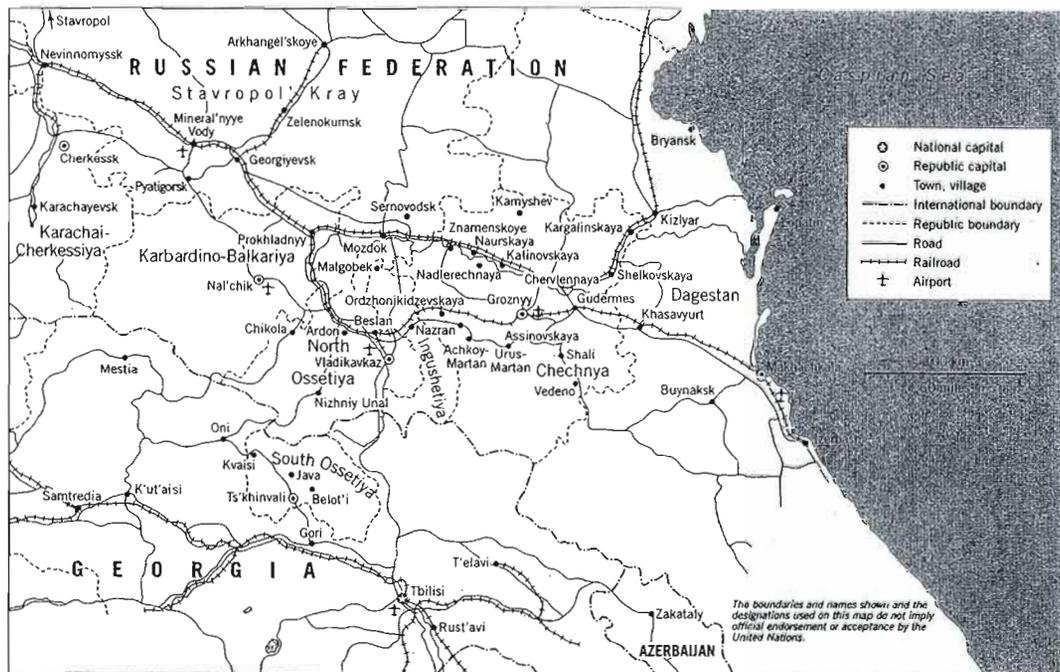
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
CEEa	Communauté des États Eurasiatiques
CEI	Communauté des États Indépendants
CEPES	Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité
FSB	Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie
KGB	Comité pour la sécurité de l'État soviétique
MDCR	Mouvement démocratique chrétien de Russie
NEI	Nouveaux États indépendants
OCI	Organisation de la Conférence islamique
OCS	Organisation de Coopération de Shanghai
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
OTSC	Organisation du Traité de sécurité collective
PCFR	Parti communiste de la Fédération de Russie
PDLR	Parti démocratique libéral de Russie
PRI	Parti de la Renaissance islamique
UNR	Parti de l'Unité nationale russe
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques

CARTES

Les républiques musulmanes de la Fédération de Russie



Les républiques musulmanes du Caucase du Nord



Les républiques du Tatarstan et du Bachkortostan



RÉSUMÉ

Ce mémoire s'intéresse aux incidences de la double identité nationale russe à l'égard de l'islam dans la politique internationale de la Fédération de Russie. En effet, la littérature portant sur l'islam en Russie se divise en deux grandes tendances : la première présente une Russie intégrationniste et islamophile, tandis que l'autre présente une Russie tsariste, soviétique et fédérative répressive et islamophobe. À partir de ce constat, nous avons posé les trois questions suivantes : comment la Russie réitère-t-elle cette dualité identitaire, par qui et pourquoi? Ces trois questionnements initiaux nous ont menés à formuler notre problématique qui est celle du rapport entre les deux identités nationales russes envers l'islam dans leur liaison avec les intérêts nationaux de la Fédération de Russie et dans leur influence sur la formulation de la politique internationale de l'administration Poutine. Nous posons comme première hypothèse que la double identité nationale de la Russie à l'égard de l'islam se trouve en amont et en aval de certains intérêts nationaux russes. Nous posons comme seconde hypothèse que cette dualité identitaire influence l'élaboration de la politique internationale de la Fédération de Russie.

Pour mener à bien notre recherche, nous avons défini le concept clef de notre analyse, soit celui de l'identité nationale selon le mouvement critique de la théorie constructiviste des Relations internationales, nous avons fait un survol des origines historiques de l'ambiguïté des relations russo-musulmanes et nous avons examiné les courants nationalistes et les doctrines de politique étrangère les plus influents dans la Russie post-soviétique. Nous avons ensuite parcouru les relations établies entre la Russie et différents pays du monde musulman en portant notre attention sur les intérêts nationaux russes qui y sont défendus. Pour terminer, nous avons étudié deux statuts proclamés par la Russie sur la scène internationale démontrant tant ses traits islamophiles qu'islamophobes.

Grâce à l'ensemble de notre parcours, nous affirmons, avec un degré de précaution, que la double identité nationale de la Russie à l'égard de l'islam se trouve en amont et en aval de certains intérêts nationaux russes comme la préservation de l'intégrité du territoire, le renforcement de la sécurité, l'intégration dans l'économie mondiale, l'accroissement de l'engagement russe dans les différents dossiers internationaux, la définition de son statut international et le respect de celui-ci. La dualité identitaire influence donc l'élaboration de la politique internationale de la Fédération de Russie et ses relations avec le reste du monde.

Russie / Islam / Identité nationale / Intérêts nationaux / Statut international

INTRODUCTION

Ce mémoire s'intéresse à la question de la construction de la double identité nationale russe à l'égard de l'islam et des implications de ce facteur identitaire dans la politique internationale de la Fédération de Russie. Nous portons notre attention sur les relations entre la Russie et l'islam, premièrement parce que sur une population de 143 millions d'habitants, la Russie compte environ 20 millions¹ de musulmans qui constituent la majorité ethnique dans 7 des 19 républiques du pays. Cette statistique fait de la Russie le pays européen le plus densément peuplé de musulmans si l'on excepte la Turquie². En plus de cette importance démographique, l'interminable conflit sévissant en Tchétchénie et le contexte mondial actuel de guerre contre le terrorisme international basé sur l'extrémisme islamique, rendent nécessaire l'étude de la place et de l'influence de l'islam en Russie tant au niveau de sa politique domestique qu'au niveau de sa politique internationale. Quel est le rapport de la Russie à l'islam? La Russie de Vladimir Poutine est-elle islamophile ou islamophobe? Sa politique internationale est-elle pro ou anti-musulmane?

La littérature portant sur l'islam en Russie se divise en deux grandes tendances : la première présente une Russie intégrationniste et islamophile. Dans cette perspective, la cohabitation entre l'islam et la Russie est inclusive et pacifique. L'islam est décrit comme étant l'une des quatre religions traditionnelles de la Russie avec le christianisme orthodoxe, le bouddhisme et le judaïsme, et a conséquemment

¹ Chancelant entre 7 à 40 millions selon les sources consultées, le nombre exact de musulmans est inconnu, en raison de l'absence d'une question sur l'appartenance religieuse lors du Recensement de 2002.

² À titre de comparaison, notons que la France compte environ 4 millions de musulmans. Toutefois, comme Vladimir Poutine aime le spécifier, les musulmans russes sont, au contraire des musulmans français, une des nations autochtones de la Fédération de Russie.

une place indéniable dans la société russe contemporaine. Selon Shireen Hunter³, cette attitude intégrationniste à l'égard de l'islam découlerait du règne de Catherine II au XVIII^e siècle. Cette dernière, grâce à une politique de tolérance, aurait montré les premiers signes d'ouverture à coexister pacifiquement et à coopérer avec les musulmans de la Russie et avec ceux des pays avoisinants.

La deuxième tendance offre un portrait moins harmonieux des relations entre la Russie et l'islam : elle présente une Russie tsariste, soviétique et fédérative dans laquelle les musulmans ont été et sont toujours victimes d'oppression et de discrimination. L'islam est cet « Autre » voire cet « Ennemi » contre lequel la Russie doit combattre. Toujours selon Shireen Hunter, cette identité répressive aurait en partie pour origine l'invasion du territoire russe par les Mongols au XIII^e siècle, lesquels se sont islamisés au début du XIV^e siècle lors de la conversion du Khan Özbek (1312-1343). Suivant cette idée, l'apparition de l'islam serait reliée à la conquête mongole et à la période du joug Tatar, période considérée comme la plus grande calamité de l'Histoire de la Russie, parce qu'elle aurait creusé un fossé entre la Russie et le reste de l'Europe. L'identification de l'islam au joug mongol aurait donc engendré dans l'imaginaire des Russes une vision négative des musulmans et des islamistes qui ont dès lors été considérés comme des agresseurs vis-à-vis desquels les Russes doivent protéger leur identité culturelle et l'intégrité de leur territoire.

Comment la Russie réitère-t-elle cette dualité identitaire, par qui et pourquoi? Ces trois questionnements initiaux nous ont menés à formuler la problématique suivante, c'est-à-dire celle *du rapport entre les deux identités nationales russes envers l'islam dans leur liaison avec les intérêts nationaux de la Fédération de Russie et dans leur influence sur la formulation de la politique internationale de l'administration Poutine*. Nous posons comme première hypothèse que *la double*

³ Shireen Hunter est directrice du programme islamique au Centre d'études stratégiques et internationales.

identité nationale de la Russie à l'égard de l'islam se trouve en amont et en aval de certains intérêts nationaux russes comme la préservation de l'intégrité du territoire, le renforcement de la sécurité, l'intégration dans l'économie mondiale, l'accroissement de l'engagement russe dans les différents dossiers internationaux, la définition de son statut international et le respect de celui-ci. Nous posons comme seconde hypothèse que cette dualité identitaire influence l'élaboration de la politique internationale de la Fédération de Russie.

Afin de répondre adéquatement aux exigences de la problématique et des hypothèses formulées, nous avons parcouru une revue de littérature étoffée traitant des politiques identitaire, religieuse et internationale de la Russie, et nous avons utilisé une technique d'analyse amalgamant analyses de sources (théoriques et journalistiques), de discours et de textes officiels. Pour arriver à rédiger un mémoire soutenu par des sources valables, nous avons remis en question les conclusions de recherches antérieures et nous avons consulté des auteurs venant d'écoles de pensées et de pays différents. Par ce procédé, nous avons pris connaissance de divers angles d'analyses et de divers points de vue, ce qui nous a permis par la suite de discerner avec efficacité les biais naturels des auteurs retenus.

Nous avons divisé ce mémoire en trois chapitres. Dans le premier chapitre, nous nous sommes attardés sur le concept d'identité nationale tel qu'entendu par notre cadre d'analyse, c'est-à-dire le mouvement critique de la théorie constructiviste des Relations internationales, et nous en avons expliqué les origines et les implications. Nous avons ensuite mis l'identité nationale russe dans le contexte de crise identitaire de la Russie des années 1990 et nous avons analysé le rôle du facteur religieux dans la reconstitution de l'idée nationale russe. Nous avons étudié dans un troisième temps le rôle de l'« Autre » - l'islam - dans la (re)construction de l'identité nationale russe, afin de mettre en évidence les éléments qui constituent l'imaginaire sécuritaire de la Russie à son égard. Finalement, nous avons fait un survol des

origines historiques des relations russo-islamiques pour démontrer la constance dans le temps des identités islamophile et islamophobe.

Le deuxième chapitre s'intéresse à deux des principaux agents de constitution et de régulation de la double identité, soit les élites politiques et intellectuelles au sein des plus influents courants idéologiques et doctrines de politique étrangère de la Russie contemporaine. Dans cette optique, nous avons approfondi 6 courants idéologiques, soit le Nationalisme chrétien, le Nationalisme communiste, le Nationalisme géopolitique, l'Ultranationalisme, le Nationalisme réformiste et l'idée nationale de Vladimir Poutine, et 4 doctrines de politique étrangère, c'est-à-dire l'Euro-Atlantisme, l'Eurasianisme, le Multipolarisme et le Pragmatisme. Le décortiquage de ces différents courants et doctrines politiques nous ont permis de comprendre le poids du facteur islamique dans les programmes officiels constitués par les acteurs clefs de la société russe d'aujourd'hui.

Après avoir défini et mis en contexte notre concept principal, et après avoir identifié les origines et les agents des deux identités en question, le dernier chapitre étudie l'impact de la double identité nationale de la Russie à l'égard de l'islam dans la construction de la politique internationale russe. C'est pourquoi, dans un premier temps, nous avons approfondi le rôle du facteur islamique dans les relations de la Russie avec certains pays musulmans (source de tension ou de coopération?), et le lien entre l'islam, les intérêts nationaux et les enjeux de sécurité. Pour terminer, nous avons étudié la dualité du statut international de la Russie à l'égard de l'islam : soit le statut d'État civilisé, expérimenté et incontournable dans la lutte contre le terrorisme international basé sur l'extrémisme islamique, et celui d'État multiethnique et multiconfessionnel, médiateur des mondes chrétien et musulman.

CHAPITRE I

LE CONCEPT D'IDENTITÉ NATIONALE, L'IDENTITÉ NATIONALE RUSSE ET LES ORIGINES DES RELATIONS RUSSO-ISLAMIQUES.

Ce premier chapitre est divisé en trois grandes sections. La première section s'attarde sur le concept d'identité nationale tel qu'entendu par l'approche théorique choisie pour ce mémoire - le constructiviste critique en Relations internationales - et sur ses implications.

La deuxième section dresse un portrait du bouleversement identitaire causé par la chute du régime soviétique et du bouleversement, conséquemment, de plusieurs idées de l'identité russe, en s'intéressant au rôle du facteur religieux en général et du rôle de l'Autre – l'islam - dans la (re)construction de l'identité nationale de la Russie.

Enfin, la dernière section offre un survol des origines historiques de l'ambiguïté des relations russo-musulmanes, allant de l'époque tsariste à l'époque contemporaine.

1.1. LE CONCEPT D'IDENTITÉ NATIONALE D'UN POINT DE VUE THÉORIQUE.

1.1.1 LES ORIGINES DU CONCEPT ET SA DÉFINITION.

C'est au début des années 1990 qu'un premier courant théorique en Relations internationales – le constructivisme – accorde une valeur explicative au concept d'identité nationale jusqu'alors conçu et étudié comme une donnée fixe, naturelle, unitaire, peu encline au changement malgré un contexte historique en évolution perpétuelle (Macleod *et al.*, 2004 : 13). Selon Alex Macleod⁴, le constructivisme se divise en deux approches : le constructivisme dominant et le constructivisme critique⁵. Ces deux approches étudient toutes deux l'identité nationale comme une construction sociale et historique, mais se différencient là où, chez les dominants, l'identité est une variable relativement stable à l'intérieur d'un système d'interactions interétatique, alors que chez les critiques, l'identité est le produit d'un processus de reconstruction continue (Macleod *et al.*, 2004 : 13).

Le cadre théorique de ce mémoire est constitué de l'approche critique du courant constructiviste. Ce choix est justifié par le fait que le constructivisme critique offre davantage d'explications sur les processus sociaux internes qui sont à la base de la construction identitaire. Ainsi, le courant critique prend ses distances avec la conception statique des dominants, en étudiant par exemples le rôle de l'agent et celui des pratiques discursives dans le processus de construction identitaire, et en approfondissant les rapports identité/altérité, identité/intérêts nationaux et identité/sécurité.

⁴ Alex Macleod est professeur au Département de Science politique à l'Université du Québec à Montréal et directeur de recherche au CEPES (Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité).

⁵ Le constructivisme dominant est représenté entre autres par Alexander Wendt et Peter J. Katzenstein; le constructivisme critique, par Jutta Weldes et Bill McSweeney.

L'unité d'analyse privilégiée de ce mémoire est l'État, car selon nombreux constructivistes tel que Jutta Weldes⁶, c'est à l'État que revient la responsabilité de définir sa propre identité, le monde, sa relation avec le monde, ses besoins et ses désirs et ce, en répondant aux questions suivantes : « Qui sommes-nous en tant que collectivité? Que sommes-nous pour les uns et les autres? Où et dans quoi sommes-nous? Que voulons-nous? » (Weldes, 1999 : 10). Alex Macleod et ses collaborateurs viennent enrichir cette explication en décrivant l'identité nationale comme étant...

... l'ensemble des croyances, d'attitudes et d'opinions à l'égard de soi et de l'Autre, partagé par une majorité importante des membres de l'entité nationale en question. Ces croyances, attitudes et opinions comprennent, entre autres, les valeurs, les normes, la culture et la perception des rôles que son État joue dans la politique internationale et du statut que celui-ci prétend occuper parmi les autres États. (Macleod *et al.*, 2004 : 9)

Shireen Hunter abonde dans le même sens en disant que, pour l'État, la définition de son identité nationale détermine ses buts, ses aspirations, la ligne de partage entre ses alliés et ses ennemis, et détermine ses comportements à l'égard des autres nations. Selon elle, ce sont des éléments comme la géographie, l'histoire, l'ethnicité, la religion, l'idéologie et la notion de citoyenneté qui aident à construire une identité nationale (Hunter, 2004 : 284). Certains de ces éléments peuvent acquérir une importance plus ou moins grande selon le contexte historique en question et amènent conséquemment l'identité nationale à changer et à évoluer. De plus, dès qu'une identité est déclarée, l'État doit avoir les capacités de la soutenir et doit recevoir l'approbation de l'ensemble des membres de la communauté internationale.

Ce dernier point nous conduit à traiter plus en profondeur du processus de construction de l'identité nationale selon le point de vue des constructivistes critiques. Nous verrons donc *qui* sont les agents de construction, *comment* fonctionne le

⁶ Jutta Weldes est maître de conférences en Relations internationales à l'Université de Bristol.

processus de construction et nous expliquerons ensuite *pourquoi* il est nécessaire pour un État d'avoir une identité nationale.

1.1.2. LA CONSTRUCTION DE L'IDENTITÉ NATIONALE : *PAR QUI, COMMENT ET POURQUOI?*

Selon Vera Tolz,⁷ une société ne peut fonctionner si ses membres ne sont pas soudés par une culture et une idée communes, toutes deux créées par des élites politiques et intellectuelles, et transmises à travers le système d'éducation (Brudny, Frankel et Hoffman, 2004 : 160-178). Weldes complète cette idée en précisant que la transmission ne se fait non seulement à travers le système éducatif, mais aussi à travers les institutions religieuses et culturelles, les médias et la famille (Weldes, 1999 : 113). En ce qui concerne le terme « élites politiques et intellectuelles », il signifie généralement les groupes d'intérêts politiques, bureaucratiques, économiques, académiques, ethniques et régionaux ayant une plus grande influence que l'opinion publique (Hunter, 2004 : 285). Le contenu et la direction de l'identité nationale est alors le résultat d'un compromis fait entre ces groupes ou le résultat de l'ascension d'un de ces groupes au-dessus des autres. Parmi ces groupes, notons par exemple les agences et ministres gouvernementaux, le complexe militaro-industriel, le secteur de l'importation et le secteur énergétique, les groupes financiers, certains lobbies religieux et ethniques, et les organisations non gouvernementales. S'ajoutent à ces groupes tous les experts, chercheurs et idéologues leur offrant un support intellectuel (Weldes, 1999 : 113).

Ainsi, selon Bill McSweeney⁸, l'identité « est un processus de négociation entre gens et entre groupes d'intérêts » (McSweeney, 1999 : 73). Être Anglais, Québécois ou Russe est le fruit d'un processus politique et d'une pratique sociale et

⁷ Vera Tolz est professeure d'Histoire russe à l'Université de Manchester.

⁸ Bill McSweeney est professeur en Études internationales à l'Université de Dublin.

discursive dont l'appareil idéologique étatique est la première source de diffusion. Weldes explique l'importance de l'appareil gouvernemental dans le processus de (re)construction et de diffusion d'une identité nationale en rappelant que l'État n'est qu'une abstraction dont l'identité dépend des décisions prises par les hommes et les femmes qui le dirigent. C'est donc à travers les discours et les décisions officiels des dirigeants étatiques que s'expriment les idées d'une nation, ses buts internes et externes, le sens de ses buts et les raisons de les accomplir. Dans ce cas, la rhétorique des élites politiques et intellectuelles n'est pas qu'ornementation, mais acte de langage : une fois prononcée, elle engage l'État dans une direction particulière tant sur le plan interne qu'international (Weldes, 1999 : 113). Elle est aussi une forme de communication riche en symboles qui, pour être effective, doit dépeindre des valeurs et des inquiétudes partagées par l'audience visée. Toujours selon Weldes, une rhétorique ignorant le sens commun et les problèmes du jour limite sa propre influence. De plus, si elle échoue à refléter les visions de l'énonciateur sur certains enjeux fondamentaux, elle court le risque de créer de fausses attentes publiques et une incompréhension politique (Weldes, 1999 : 113).

Ainsi, les idées et les valeurs que les élites politiques et intellectuelles véhiculent doivent nécessairement avoir une certaine légitimité en faisant écho « à la culture, aux normes, à l'histoire et à l'environnement politique du groupe qu'elles sont censées représenter » (Macleod *et al.*, 2004 : 24). Selon Weldes, ce processus de légitimation est possible grâce à l'imaginaire sécuritaire (*security imaginary*), qui est un ensemble de significations et de relations sociales bien établies fournissant la réponse à des questions identitaires comme « Qui sommes-nous en tant que collectivité? » et « Que voulons-nous? » (Macleod *et al.*, 2004 : 19). Le mécanisme à travers lequel l'imaginaire sécuritaire et l'identité nationale sont produits est, selon Weldes, celui d'articulation. Le terme « articulation » se réfère au processus à travers lequel un sens est créé et temporairement fixé par l'établissement d'une chaîne de connotations entre différents éléments linguistiques. De cette façon, des termes et des

idées viennent à s'appeler les uns les autres et à être soudés dans des chaînes associatives formant un tout inhérent, identifiable et logique. Conséquemment, la répétition de ces articulations produit des représentations spécifiques du monde (Weldes, 1999 : 98). Certes, il existe des contraintes réelles face à de telles articulations : pour être plausibles, elles doivent s'appuyer sur des faits réels. Ce qui est construit n'est pas les faits, mais leurs interprétations. Le rôle des élites politiques et intellectuelles est alors de légitimer ces interprétations auprès de la population afin de renforcer leur pouvoir, d'unir un peuple derrière une idée, et d'aller chercher le support politique nécessaire à la réalisation d'un but fixé (Weldes, 1999 : 103).

Finalement, l'identité nationale est une variable importante pour comprendre les structures et les changements structurels d'une société et du système international, parce que, selon Erik Ringmar⁹, « it's only as *some-one* that we can want *some-thing*, and it is only once we know who we *are* that we can know what we *want*¹⁰ » (Ringmar, 1996 : 13). C'est aussi parce que chaque État désire être pris au sérieux et être reconnu par les autres pour ce qu'il clame être qu'il agit en fonction de son autodéfinition, qu'il cherche à prouver que les interprétations de ce « Nous » « indeed do fit us. In order to provide such proof we are often forced to act – we must fight in order to convince people regarding the applicability of our self-descriptions. » (Ringmar, 1996 : 13-14). En raison de ce besoin de reconnaissance et de ce besoin d'agir, l'identité nationale d'un État définit la nature de ses relations avec ses pairs.

Après avoir vu les fondements du concept d'identité nationale selon le constructivisme critique, nous verrons les concepts qui y sont reliés, c'est-à-dire ceux d'altérité, d'intérêts nationaux et de sécurité, afin de comprendre l'attrait de cette approche dans l'étude des relations entre la Russie et l'islam.

⁹ Erik Ringmar est maître de conférences en Science politique à *London School of Economics and Political Science*.

¹⁰ L'italique vient de l'auteur.

1.1.3. L'IDENTITÉ NATIONALE ET SES IMPLICATIONS : LE CONCEPT D'ALTÉRITÉ, LES INTÉRÊTS NATIONAUX ET LA SÉCURITÉ.

Selon les constructivistes critiques, la construction d'une identité nationale se fait inévitablement sur un mode d'altérité, c'est-à-dire un mode d'exclusion qui engendre une frontière symbolique entre un « Nous » et un « Eux ». À ce propos, Samuel P. Huntington¹¹ explique que le processus de formation d'une identité nationale nécessite pour un État de déterminer ce qu'il est et n'est pas, contre qui il est ou n'est pas (Huntington, 1996 : 21). L'identité nationale est ainsi établie, selon William Connolly¹², en relation à une série de différences qui sont socialement reconnues. Ces différences sont essentielles à l'existence de l'identité étatique, car « if they did not coexist as differences, it (identity) would not exist in its distinctness and solidity. » (Connolly, 1991 : 64). À des fins politiques précises, les dirigeants d'un État peuvent non seulement marginaliser l'Autre, mais le représenter comme une menace, une entité démoniaque, retardée, inférieure et mauvaise (Weldes, 1999 : 221). La relation alors établie entre le « Nous » et les « Autres » peut prendre un caractère amical, neutre ou hostile. Dans le dernier des cas, l'Autre devient l'Ennemi (Harle, 2000 : 11). L'identité attribuée à l'Autre est transmise de génération en génération à travers un processus de socialisation et peut changer en raison d'un changement dans les intérêts nationaux de l'État en question (Hunter, 2004 : 144).

Pour les constructivistes, l'identité nationale est liée avec les intérêts nationaux qui, selon Weldes, sont le langage d'un État (Weldes, 1999 : 3). C'est à travers ce concept que les dirigeants politiques expliquent et légitiment les buts poursuivis (protection politique, économique, physique et culturelle) en allant chercher le support de la population. De plus, selon les constructivistes critiques, la relation entre les concepts d'identité et d'intérêt est réciproque, c'est-à-dire que les

¹¹ Samuel Phillips Huntington est professeur de Science politique à l'Université Harvard.

¹² William E. Connolly est professeur de Science politique à l'Université Johns Hopkins.

identités peuvent être à la base des intérêts nationaux, tout comme ces derniers peuvent être à la base des identités¹³ (McSweeney, 1999). En d'autres mots, l'identité peut changer s'il y a opportunité de satisfaire de nouveaux intérêts et les intérêts peuvent changer s'il y a opportunité de promouvoir une nouvelle identité (McSweeney, 1999 : 167). Cette réciprocité accroît l'importance d'étudier les liens entre l'identité nationale d'un État et l'un de ses principaux intérêts, c'est-à-dire sa sécurité.

Les constructivistes critiques considèrent les enjeux de sécurité comme des actes politiques et non comme des faits donnés; en d'autres mots, ils sont des constructions sociales forgées par des dirigeants politiques lors de la (re)production d'une identité étatique (Weldes, 1999 : 219). Les problèmes de sécurité d'un État sont liés à son identité, car l'idée de sécurité pose implicitement la question suivante : *pour qui* la situation est-elle un problème? Selon Weldes, la réponse au *pour qui* réside dans l'imaginaire sécuritaire, car si, par exemple, l'identité américaine de l'époque de la guerre froide n'avait pas été celle de chef mondial dans la guerre contre le communisme, les événements d'octobre 1962 à Cuba n'auraient pas été perçus comme une menace à la sécurité nationale (Weldes, 1999 : 220). Ainsi, le problème de sécurité, tout en étant décrit comme venant de l'extérieur, découle en fait du système interne de l'État, de sa place et de son rôle au sein du système international, et de la représentation que les membres de l'État et des autres États se font de celui-ci. En d'autres mots, c'est seulement lorsqu'un État sait *qui* il est qu'il peut définir si l'identité et les actes des Autres lui sont hostiles ou amicaux. Le lien entre identité et sécurité s'explique donc par le fait que les problèmes de sécurité – souvent définis comme des *crises* (selon Weldes) ou des *conjonctures critiques* (selon Marcussen) – sont des situations perçues comme critiques à cause de l'échec total

¹³ Sur ce point, les constructivistes critiques se différencient du postulat d'Alexander Wendt selon lequel les identités sont à la base des intérêts nationaux et que, conséquemment, la relation entre identité et intérêt est linéaire et non réciproque.

d'une politique et/ou provoquées par des événements extérieurs qui favorisent un changement dans les identités nationales¹⁴ (Macleod et Voyer-Léger, 2004 : 75).

Afin de saisir le lien entre les concepts d'identité, d'altérité, d'intérêt et de sécurité, nous approfondirons la crise identitaire survenue en Russie au lendemain de la chute de l'URSS. Dans un deuxième temps, nous étudierons le rôle, la place et les enjeux du facteur religieux, particulièrement de l'islam en tant qu'Autre, dans la reconstruction identitaire de la Russie.

1.2. L'IDENTITÉ NATIONALE RUSSE MISE EN CONTEXTE.

1.2.1. LA CRISE IDENTITAIRE DE LA RUSSIE DES ANNÉES 1990 ET LA RELIGION.

L'effondrement du système soviétique a apporté des changements considérables dans tous les aspects de la vie de la population russe, mais aussi dans la situation géopolitique et le statut international de la Russie. L'implosion de l'URSS a non seulement bouleversé tout individu en âge de raison, mais a bouleversé l'ensemble d'une société en créant une grande confusion identitaire, institutionnelle, sociale et politique (Hunter, 2004 : 127). C'est pourquoi l'ensemble des théoriciens et experts de la politique russe caractérise les années 1990 de *crise identitaire*.

En 1996, le Président Boris Eltsine affirme que la Russie a besoin d'une idée nationale¹⁵ (*natsionalnaya ideia*) et met sur pied une commission formée de philosophes, d'historiens, de linguistes et d'autres experts chargés de la créer. Un an

¹⁴ Notons que les changements apportés peuvent être autant la création d'une nouvelle identité nationale ou un retour à une ou des identités antérieures (Macleod et Voyer-Léger, 2004 : 75).

¹⁵ Le terme *idée nationale* est utilisé ici comme synonyme de celui d'identité nationale.

plus tard, le rapport de la commission n'offre aucun modèle d'identité nationale valable et ne fait que réaffirmer le sentiment d'incertitude identitaire de la Russie, c'est-à-dire l'existence d'une confusion par rapport à ses principes, ses buts, ses organisations, son rôle. En novembre 1999, Vladimir Poutine admet lui aussi l'absence d'un concept de la nation russe et rappelle le besoin de développer une identité nationale basée sur le patriotisme (Hunter, 2004 : 127).

Selon les experts, la confusion identitaire causée par la chute de l'URSS vient en partie de la disparition et la désuétude de plusieurs idées de l'identité russe, dont celles du Grand Frère, de l'*Homo Sovieticus* (ou Homme Soviétique), de grande puissance et d'athéisme. Nous verrons comment le bouleversement de ces idées influence le développement de l'identité nationale de la Russie actuelle et son rapport avec l'islam.

Après la révolution de 1917, le messianisme chrétien de la Russie est remplacé par la doctrine marxiste-léniniste. Moscou devient alors le centre de l'univers au nom de la solidarité prolétarienne (Taheri, 1989 : 67). Sous Staline, ce messianisme est repris sous le concept du Grand Frère (ou du Frère Aîné) en donnant au peuple russe un rôle privilégié et civilisateur au sein de la grande famille soviétique. Les missions que s'attribue la Russie sont, entre autres, de civiliser les populations non-européennes de l'Union soviétique et d'imposer la langue russe comme seule langue de communication. Le chauvinisme russe du Kremlin s'affaiblit sous Khrouchtchev, mais revient en force avec Brejnev. Gorbatchev, quant à lui, tient un jour un discours illustrant le rôle primordial accordé à la Russie: « Qu'est-ce que la Russie? C'est l'Union. Qu'est-ce que l'Union? C'est principalement la Russie. » (Hunter, 2004 : 130). Paradoxalement, il est convaincu de la primauté de l'identité soviétique - celle de l'Homme Soviétique - sur les différentes identités nationales. L'*Homo Sovieticus* est en fait le pur produit de l'idéologie soviétique, car il a su se libérer des vestiges du passé, dont l'ethnie et la religion (Jobert, 1993 : 200). Durant

les années de *glasnost* et de *perestroïka*, l'éveil du nationalisme et du séparatisme au sein des minorités musulmanes soviétiques fait preuve de l'échec du Frère Aîné et de l'*Homo Sovieticus*, un constat qui, en 1967, était déjà fait par Alexandre Bennigsen et Chantal Lemerancier-Quelquejay¹⁶:

... the nationalism of the Muslims of the USSR is certainly stronger now than it was in 1917... The hope of the Russian authorities of achieving a pan-Soviet culture has not been realised. For the present, at least, the assimilation of the Russian Muslims into a standard type of « homo sovieticus » remains a distant ideal; it is certainly not a fact. » (Bennigsen et Lemerancier-Quelquejay, 1967 : 225).

C'est ainsi qu'après la chute de l'URSS et la mort du mythe soviétique, les mouvements séparatistes ont gagné en vigueur et ont fait craindre la désintégration de la Fédération de Russie. Selon l'ensemble des experts, l'événement qui a le plus cristallisé cette crainte est le début de la guerre tchéchène en 1994 et la possibilité d'un effet domino sur les autres républiques à forte population musulmane.

La chute de l'URSS a non seulement bouleversé les deux concepts identitaires étudiés précédemment, mais a aussi engendré une perte de puissance et une perte du sentiment de puissance de la Russie sur la scène régionale et internationale. D'où provient ce sentiment de puissance des Russes? Non seulement des succès militaires rencontrés à l'époque tsariste et soviétique, répondent les spécialistes, mais aussi de leur certitude d'être une civilisation moralement supérieure, soit en tant que gardienne du vrai christianisme, soit en tant que créatrice d'un nouvel ordre mondial (Jobert, 1993 : 197-198). En 1991, ce sentiment de supériorité, qui se traduit jusqu'alors par des politiques messianiques à l'égard de ses voisins, est secoué par la concurrence de pays comme les Etats-Unis et la Turquie pour le contrôle de

¹⁶ Alexandre Bennigson et Chantal Lemerancier-Quelquejay sont professeurs à l'École Pratique des Hautes Études de Paris et ont écrit nombreux articles dans la revue *Cahiers du Monde Russe et Soviétique*.

l'ancienne zone d'influence soviétique. La perte de puissance régionale et internationale de la Russie est difficilement acceptée par un État et une population qui, pendant plus de 3 siècles, ont cru en leur destinée de grande puissance (Hunter, 2004 : 136).

Un autre des piliers de l'identité soviétique – l'athéisme – est bouleversé par la chute du régime, ce qui engendre un renouveau religieux se faisant ressentir dans l'ensemble de la Russie: des églises et mosquées sont (re)construites, de nombreuses publications religieuses voient le jour, et de nouveaux individus se proclament croyants chaque année (Johnson *et al.*, 2005 : 1). Juliet Johnson¹⁷ explique ce phénomène par le fait que...

... the disorder, confusion, and creation of new states with old boundaries after 1991 forced people to rethink who they were and to which groups they belonged. Russian citizens actively sought stability, looking for symbols and identities around which to unite. In this atmosphere, religious belief flourished once again. (Johnson, Stepaniants et Forest, 2005 : 1).

Ce retour à la religion pousse forcément les institutions religieuses à redéfinir leurs rapports avec l'État, et pousse l'État à redéfinir ses rapports avec elles. Sur ce point, bien que la Russie soit officiellement un État laïc, Vladimir Poutine renoue avec le passé chrétien orthodoxe de la Russie tsariste qu'il décrit souvent comme le principal ciment de l'identité nationale russe, et ne se cache pas dans la pratique de sa foi en se présentant publiquement lors des grandes fêtes religieuses (Roudaut *et al.*, 2006 : 149-153). Ainsi, malgré les 4 religions officiellement reconnues par l'État russe – christianisme orthodoxe, islam, judaïsme et bouddhisme – les experts de la question religieuse en Russie soutiennent que « l'Église orthodoxe jouit d'une

¹⁷ Juliet Johnson est professeure de Science politique à l'Université McGill.

préférence politique évidente (Moniak-Azzopardi, 2005 : 94). Marlène Laruelle¹⁸ supporte cette idée en disant que de « nombreux signes, qu'ils soient discrets ou ostentatoires, (...) signalent le rôle spécifique que le pouvoir reconnaît à l'orthodoxie face aux autres religions présentes sur le territoire. » (Laruelle et Peyrouse, 2005 : 94). Françoise Daucé¹⁹ croit quant à elle que Vladimir Poutine porte envers les autres religions un discours politiquement correct afin d'assurer les intérêts de la Russie dans les pays musulmans, bouddhistes et dans ceux de la diaspora juive, tout en continuant à faire de l'orthodoxie un « premier entre ses égaux » (Roudaut *et al.*, 2006). Cette situation, selon Véronique Jobert²⁰, risque d'exacerber les Russes non ethniques et de se transformer en vecteur des courants ultranationalistes (Jobert, 1993 : 53). L'éloge du rôle particulier et privilégié de l'orthodoxie et des Russes ethniques en Russie est donc une tendance risquée dans un pays multiethnique et pluriconfessionnel, car elle discrimine les non-chrétiens en créant un « Nous » et un « Autre ».

En étudiant le cas de l'islam et des musulmans en Russie, nous verrons que cette tendance à la distinction et à l'altérité date du X^e siècle.

1.2.2. LE RÔLE DE L' « AUTRE » DANS LA (RE)CONSTRUCTION DE L'IDENTITÉ NATIONALE RUSSE : L'ISLAM.

En ce qui concerne la Russie, les deux principaux « Autres » qui contribuent à la formation de son identité nationale sont l'islam et l'Occident. Pour les besoins de ce mémoire, nous n'étudierons que le rôle du premier. Nous verrons quatre éléments issus de l'histoire commune russe et islamique qui, réitérés d'années en années par le

¹⁸ Marlène Laruelle est chercheuse associée à l'Observatoire des États post-soviétiques (INALCO).

¹⁹ Françoise Daucé est maître de conférences en Civilisation russe à l'Université de Clermont-Ferrand. Elle a dirigé le Centre franco-russe en Sciences humaines de Moscou de 2000 à 2002.

²⁰ Véronique Jobert est professeure à l'Université Paris IV-Sorbonne et chercheuse associée au Centre de recherches sur les littératures et les civilisations slaves.

système d'éducation, les médias, les fêtes nationales et les discours des politiciens, constituent l'imaginaire sécuritaire de la Russie à l'égard de l'islam.

Le premier élément de l'imaginaire sécuritaire de la Russie influençant ses rapports avec l'islam est la légende du prince Vladimir de Kiev qui explique le choix du christianisme orthodoxe comme religion officielle de la Rus kiévienne et de ses successeurs. Selon la légende, le prince Vladimir de Kiev aurait décidé en 988 de choisir une religion pour la Rus kiévienne et son peuple. Pour y parvenir, il aurait invité des représentants de différentes religions à venir vanter les bienfaits de leur foi. Le prince Vladimir, tenté par l'islam, aurait toutefois arrêté son choix sur le christianisme orthodoxe, parce que, comme l'aurait dit le prince lui-même, l'islam interdit la consommation d'alcool et qu'une telle chose est impensable dans un pays « où la joie... est dans l'alcool » (Taheri, 1989 : 35). Le journaliste Amir Taheri²¹ rajoute que l'idée de la circoncision et les cinq prières quotidiennes déplaisaient au prince (Taheri, 1989 :35). Cependant, les experts de l'histoire de la Russie s'entendent pour dire que le choix pour l'orthodoxie est surtout motivé par des facteurs politiques et stratégiques. En effet, Vladimir obtenait ainsi le support de Byzance dans sa lutte contre ses rivaux régionaux, les Khazars juifs et les Bulgares musulmans, il légitimait son pouvoir en se présentant comme le successeur des traditions impériales et spirituelles de Byzance, et il se distinguait politiquement par rapport à ses voisins juifs, islamiques et chrétiens (Yelemianova, 2002 : 8)²². Il est donc possible de dire que, dès le X^e siècle, l'identité de la Rus kiévienne se construit en partie en opposition à l'islam et à ses voisins musulmans.

²¹ Amir Taheri est journaliste d'origine iranienne et rédacteur du journal français *Politique Internationale*. Il est expert du cabinet *Benador Associates* à New York qui s'intéresse particulièrement aux politiques américaines au Moyen-Orient.

²² Selon Yelemianova, toutes ces distinctions faites entre la Rus kiévienne et ses voisins musulmans restent purement politiques, car aucun changement notable n'a été observé dans les relations quotidiennes et les échanges culturels des populations russes et bulgares (Yelemianova, 2002 : 10).

Le deuxième élément forgeant l’imaginaire sécuritaire russe à l’égard de l’islam est le joug mongol (1237 à 1552). Selon Hunter, l’islamisation de la Horde d’Or²³ au début du XIV^e siècle par le Khan Özbek entraîne l’amalgame des termes *envahisseur mongol* et *islam*. L’islam acquiert conséquemment un caractère hostile et ce, même si les Mongols ont pratiqué une politique de tolérance envers les autres religions de leur Empire. Chez les historiens russes, le joug mongol est souvent identifié comme la plus grande calamité de l’histoire de la Russie, car il aurait empêché son plein développement en la coupant du reste de l’Europe et des progrès apportés par les Lumières (Malfliet et Scharpé, 2003 : 12). Les pires aspects culturels et politiques russes sont d’ailleurs attribués aux lois et fonctionnements tataro-mongols : notons à titre d’exemples, la tyrannie, le despotisme, l’esclavagisme, l’absence de liberté, la concentration du pouvoir et la redistribution économique verticale entre le centre et les périphéries (Yelemianova, 2002 : 25). Certes, il existe des interprétations positives du joug mongol, mais elles sont moins nombreuses et donc moins significatives sur les perceptions de la Russie à l’égard de l’islam (Hunter, 2004 : 4).

Ce qui est certain, c’est que l’introduction de l’islam en tant que résultat de la conquête mongole a développé la préoccupation, chez les dirigeants russes, de protéger les intérêts et l’indépendance de l’État face à la menace islamique. Cette préoccupation a contribué à l’expansion russe dans les terres du Caucase et de l’Asie centrale, une expansion commençant après la victoire d’Ivan le Terrible sur Kazan en 1552²⁴. Selon Michael Khodarkovsky²⁵, cette victoire et celle d’Astrakhan en 1556 sont surtout décrites comme la manifestation de la suprématie politique et idéologique de la Moscovie orthodoxe sur ses voisins tataro-mongols (Geraci et

²³ L’Empire des mongols est divisé en trois hordes : la Horde bleue (Kazakhstan et Sibérie du Sud), la Horde Nogay (Caucase du Nord) et la Horde d’Or (plusieurs principautés russes).

²⁴ Cette victoire est toujours célébrée aujourd’hui en Russie et est source de tension entre Kazan et Moscou. Ceci illustre comment des événements du passé affectent le développement et la nature des relations contemporaines.

²⁵ Michael Khodarkovsky est professeur d’Histoire à l’Université Loyola à Chicago. Ne pas le confondre avec l’oligarque Michael Khodorkovsky.

Khodarkovsky, 2001 : 120). C'est par ailleurs suite à ces victoires et à la chute de Constantinople aux mains des Turcs (1453), que Moscou se proclame III^e Rome et se donne la mission universelle de protéger la « vraie foi », de sauver la civilisation et d'élargir ses frontières vers le Sud et l'Est (Taheri, 1989 : 66-67). Cette période historique réitère et solidifie la vision de l'islam en tant qu'« Autre hostile », et participe à la formation de deux aspects fondamentaux de l'identité nationale russe. Le premier aspect est celui de la Russie en tant que flanc oriental de la défense du christianisme contre l'islam et les nations d'Asie, c'est-à-dire la croyance chez les Russes que l'Europe serait tombée entre les mains des Mongols si la Russie n'avait pas absorbé le choc de l'envahisseur (Jobert, 1993 : 197). Le deuxième aspect est que la Russie est munie d'un rôle civilisateur auprès des peuples musulmans conquis, car considérés comme inférieurs (Hunter, 2004 : 5-6).

Le troisième élément nourrissant la vision négative des Russes à l'égard de l'islam est le Caucase du Nord, c'est-à-dire l'annexion sanglante des terres caucasiennes à l'Empire russe, les deux guerres de Tchétchénie (1994 et 1999), et le terrorisme. Selon Jacob W. Kipp²⁶, de vieilles dichotomies reflètent les tensions entre les Russes et les Tchétchènes: steppe et montagne, cosaque et montagnard, soldat et guerrier, oppresseur et bandit, chrétien et musulman. À l'époque des grandes conquêtes tsaristes durant lesquelles l'armée russe a rencontré la résistance massive des peuples musulmans, les experts s'entendent pour dire que l'islam aurait fourni la base de l'alliance des peuples caucasiens dans leur lutte contre la Russie orthodoxe, sans toutefois être la raison des tensions (Kipp, 2004 : 210). Dans les guerres de Tchétchénie de la fin du XX^e siècle, il semblerait avoir joué un faible rôle lors de la première guerre et gagné en importance à travers les années de violence en raison du support international recherché. Au plan interne, il aurait amplifié l'impact des variables ethniques et claniques (Yelemianova, 2002 : 181). La première guerre

²⁶ Jacob W. Kipp est analyste au bureau des Études militaires étrangères de l'armée américaine au Kansas. Il est l'auteur de nombreux articles sur les enjeux militaires russes.

(1994-1996) aurait eu pour conséquence de radicaliser la résistance tchétchène qui s'est alors tendue vers le wahhabisme²⁷. Les experts expliquent ce phénomène par la présence d'agents fondamentalistes étrangers travaillant à la prolifération idéologique du wahhabisme grâce à un support militaire et financier bien organisé. La radicalisation de l'islam a donné lieu à une incursion en août 1999 de militants islamistes au Daghestan (incursion qui avait pour but d'y établir un État islamique), et à de nombreux attentats terroristes à la bombe perpétrés dans plusieurs villes russes²⁸.

Après ces événements, et malgré les précautions prises par les dirigeants russes de distinguer les extrémistes des autres musulmans, certains politiciens et médias ont utilisé les termes *bandits*, *terroristes internationaux* et *extrémistes islamiques* pour décrire les combattants tchétchènes. Ces termes ont conséquemment été associés à l'islam et ont consolidé son image de menace pour l'identité et la sécurité de la Russie (Yelemianova, 2002 : 192)²⁹. Les spécialistes des relations russo-tchétchènes constatent aujourd'hui que les guerres et les actes terroristes ont développé une conscience collective monoethnique et monoculturelle parmi les Russes ethniques, engendrant ainsi un abîme religieux et ethnique (Stoliarov, 2003 : 255).

²⁷ L'utilisation du terme wahhabisme pour désigner les mouvements fondamentalistes islamiques dans les régions musulmanes de l'ancienne Union soviétique est incorrecte, parce que le wahhabisme est un mouvement religieux et politique reflétant les conditions spécifiques de la société arabe du 18^e siècle. Selon certaines sources, le terme a été introduit par le KGB et repris par les médias à la fin des années 1980 pour décrire les activités islamiques fondamentalistes dans la vallée de Ferghana. Vers la fin des années 1990, le terme a acquis une signification négative et est devenu synonyme d'extrémisme islamique international menaçant l'intégrité territoriale et la sécurité de la Russie. Malgré le fait que son utilisation est inadéquate, ce terme est largement accepté par les politiciens et le public en général et c'est pourquoi il continue d'être utilisé (Yelemianova, 2002 : 186).

²⁸ Notons à titre d'exemples, l'attentat au Centre commercial *Okhotnii Riad* tuant une personne et faisant 41 blessés (31 août 1999), la série d'attaques sur des appartements tuant plus de 200 personnes (septembre 1999), la prise d'otage au Théâtre *Dubrovka* tuant tous les terroristes et 120 otages (23 octobre 2002), la prise d'otage dans une école de Beslan, en Ossétie du Nord faisant 344 morts dont 186 enfants (1^{er} septembre 2004), et de nombreuses explosions dans des stations de métro et des marchés de Moscou.

²⁹ À ce propos, le nouveau Président de la Tchétchénie, Ramzan Kadyrov, a d'ailleurs appelé les médias en mars 2007, à cesser d'identifier le peuple tchétchène aux terroristes : « Certains auteurs pensent qu'ils ont réussi en réalisant un film où les Tchétchènes sont présentés comme des bandits, des informateurs ou des traîtres. Cette altération à dessein de l'image de tout un peuple a un impact négatif sur la situation politique dans le pays », a-t-il estimé. (<http://fr.rian.ru/russia/20070319/62257296.html>)

En plus des guerres et du terrorisme, il existe en Russie la peur d'un islam unifié (Hunter, 2004 : 146). Cette peur, présente à l'époque de l'expansion de l'Empire russe, est ranimée à l'époque de la *perestroïka* lorsque les populations musulmanes russes renouent contact avec les autres peuples musulmans. Plusieurs pays musulmans comme la Turquie et l'Iran entament alors un programme d'expansion culturelle dans les républiques nouvellement indépendantes de l'Asie centrale, du Caucase et même dans certaines républiques de la Fédération de Russie. La peur de l'influence culturelle de la Turquie, par exemple, est discutée par Vladimir Zhirinovsky³⁰ pour qui le « pan-turkism³¹ threatens Russia, for in Russia there are a large number of Turkish-speaking people » (Hunter, 2004 : 146).

En somme, dans l'imaginaire collectif des Russes, il semble que l'islam est souvent représenté comme cet Autre menaçant et hostile duquel la Russie doit se protéger, car les conquêtes, les guerres et les différences culturelles enferment leurs relations dans un rapport d'altérité : le dominant et le dominé, le civilisé et le barbare.

Face à cet Autre menaçant, nous étudierons maintenant les différentes attitudes et politiques adoptées au cours de l'histoire par les dirigeants tsaristes, soviétiques et post-soviétiques afin de comprendre les origines historiques de la double identité russe à l'égard de l'islam.

³⁰ Vladimir Zhirinovsky est le chef du Parti Démocratique Libéral de Russie.

³¹ Le pan-turquisme et l'islam ont une relation ambiguë. Parfois l'islam est vu comme nuisible aux Turcs et parfois comme élément unificateur. Au sein de la Fédération de Russie, il y a des divisions entre les pan-Turcs et les Islamistes. Toutefois, dans l'image de l'Autre, les deux sont étroitement liés (Hunter, 2004 : 148).

1.3. LES ORIGINES HISTORIQUES DE LA DOUBLE IDENTITÉ RUSSE À L'ÉGARD DE L'ISLAM.

1.3.1. DE LA RUSSIE KIÉVIENNE AU DERNIER TSAR.

Avant les visées expansionnistes de la Russie, l'islam n'est qu'un voisin. Toutefois, à partir de la conquête de Kazan en 1552 par Ivan le Terrible, de nombreuses terres musulmanes sont incorporées à l'Empire et brisent alors l'unité ethnoreligieuse russo-orthodoxe de la Russie. En raison du grand nombre des populations musulmanes conquises, une politique d'expulsion totale est peu envisageable. Ainsi, en vue de préserver l'homogénéité religieuse de la Russie, les politiques mises en place par Ivan le Terrible et ses successeurs bercent entre assimilation, répression et tolérance. Comme le note Marie Bennigsen Broxup³², les stratégies fréquemment utilisées sont l'emplacement de colonies russes sur les terres musulmanes, la conversion des musulmans au christianisme orthodoxe, la cooptation des élites musulmanes, la destruction des lieux de culte islamique, la déportation et le génocide des populations (Bennigsen Broxup, 1992 : 4-11).

Les politiques anti-musulmanes sont particulièrement intenses entre le XVII^e et la moitié du XVIII^e siècle, car à cette époque, l'idée de la destinée de l'État russe comme leader chrétien dans la lutte contre le monde islamique est totalement cristallisée (Geraci et Khodarkovsky, 2001 : 127). Durant ces années, une grande partie du clergé musulman est persécutée et de nombreuses mosquées, détruites. Par exemple, entre 1738 et 1745, 418 des 536 mosquées du district de Kazan sont démolies (Crews, 2006 : 38). Selon Hunter, ces politiques d'assimilation et de répression reflètent la vision monoethnique et monoconfessionnelle des dirigeants de

³² Marie Bennigsen Broxup est l'éditrice du périodique *Central Asian Survey* et directrice de la Société des Études de l'Asie centrale à Londres.

l'Empire ; un État-nation russe et orthodoxe au sein duquel les populations ne correspondant pas au profil doivent se soumettre (Hunter, 2004 : 8).

Il faut attendre le règne de Catherine II (1762-1796) pour voir émerger une politique de tolérance religieuse institutionnalisée qui établit officiellement l'égalité des peuples et la liberté religieuse. L'institutionnalisation de l'islam – une religion qui à la base, n'a pas de structure hiérarchique organisée ni autorité formelle³³ – vient du désir de l'État de mieux contrôler le développement de cette confession (Crews, 2006 : 11). Un autre des buts du régime de tolérance est de faire de l'islam un outil au service de l'expansion de l'Empire afin de gouverner ce dernier de façon moins violente, d'y établir une paix civile durable et d'en solidifier les frontières (Crews, 2006 : 32-33). Selon cette logique, de nombreuses mosquées et *madrasas*³⁴ sont construites, et le Conseil Spirituel Islamique³⁵ est créé afin d'administrer les institutions et les sujets musulmans. Les objectifs de la mise en place des différentes structures administratives sont l'intégration, l'instrumentalisation et l'assimilation des musulmans au sein de l'Empire. En revanche, les musulmans capturent le régime en utilisant les différents réseaux administratifs pour faire entendre leurs revendications et régler leurs différends (Crews, 2006 : 10). Les autorités russes n'étant pas toujours à l'écoute des plaignants, certains d'entre eux, déçus, se tournent alors contre les autorités, de sorte que l'institutionnalisation de l'islam n'a pas complètement réussi à enrayer la menace de révoltes et à concevoir une gouvernance exempte de répression (Crews, 2006 : 259).

³³ Les sociétés musulmanes locales nomment leurs propres chefs religieux.

³⁴ Les *madrasas* sont des écoles chargées de l'enseignement religieux et du droit islamique.

³⁵ Ce Conseil (Assemblée ou Muftiyat) est d'abord basé à Oufa (1788) et ensuite déplacé à Orenbourg (1796). Il est encore aujourd'hui la principale forme d'organisation des musulmans de Russie (Hunter, 2004 : 9).

Il serait en effet hasardeux de dire que l'approche libérale de la Grande Catherine à l'égard du développement de l'islam en Russie offre un parcours sans violence, vu les nombreuses campagnes militaires, la suppression des mouvements politiques islamiques, la violation des droits économiques des musulmans et la colonisation intensive de leurs terres par des colons russes (Yelemianova, 2002 : 45). C'est d'ailleurs dans le Caucase du Nord (qui intéresse les Russes pour son accès à la Mer Caspienne) que les violences sont les plus sanglantes. De 1785 à 1791, les troupes impériales combattent contre celles du chef tchéchène Sheikh Mansur Ushurma; et de 1825 à 1859, sous Nicolas I (1825-1855) et Alexandre II (1855-1881), elles combattent celles du chef daghestanais Imam Shamil qui apparaît encore aujourd'hui comme un héros de la résistance tchéchène (Hunter, 2004 : 12). Comparativement aux musulmans du Caucase, ceux d'Asie centrale réagissent assez passivement à l'expansion russe, soi disant parce que les Russes sont moins dangereux et violents que certains voisins asiatiques (Yelemianova, 2002 : 58). Néanmoins, de nombreuses rébellions anti-russes y ont lieu et prennent parfois un caractère religieux, une situation qui consolide l'image d'un islam hostile (Yelemianova, 2002 : 64).

Le processus d'incorporation des différents peuples islamiques dans l'Empire russe a pris près de 4 siècles et a certes eu un impact sur l'évolution politique, sociale et culturelle des Russes et des musulmans. Sans toujours s'attaquer directement à l'islam, le régime tsariste a cherché à l'affaiblir et à le décourager, en raison de son caractère menaçant. Cette inquiétude sécuritaire explique la volonté des dirigeants russes de couper les populations musulmanes de Russie de toute influence extérieure susceptible de déstabiliser le régime (Hunter, 2004 : 16). Toutefois, même si les périodes de tensions entre la Russie et le monde musulman sont nombreuses, l'histoire offre une quantité importante d'exemples de collaboration prouvant que la Russie et l'islam ne sont pas des ennemis irréconciliables : notons par exemples, les relations pacifiques entre le khanat Kasimov et l'État russe, et celles entre les

différentes populations de l'Empire (Yelemianova, 2002 : 34 et 40). De plus, au début du XX^e siècle, de nombreux événements historiques - défaite des Russes contre le Japon (1904-1905), Révolution iranienne (1905-1906), révoltes paysannes, grèves ouvrières, protestations militaires et révolution russe de 1905 - forcent le tsar Nicolas II à la libéralisation politique. Cette libéralisation permettra aux musulmans de l'Empire de prendre officiellement part à la vie politique; une opportunité qui, comme nous l'observerons, prendra fin avec la consolidation du pouvoir bolchevique. (Hunter, 2004 : 17).

1.3.2. L'ISLAM EN URSS.

Dans sa lutte contre le régime tsariste, Lénine comprend qu'il doit gagner la sympathie et le support des musulmans. Afin d'atteindre ce but, il écrit en 1917 la « Déclaration des Droits des populations de Russie », qui promulgue l'égalité et la souveraineté des peuples, et reconnaît leur droit à l'autodétermination incluant le droit à la sécession (Taheri, 1989 : 138-139). Peu de temps après cette déclaration, Lénine et Staline font l'appel suivant :

« Musulmans de Russie! Tatars de la Volga et de la Crimée! Kirghiz et Sartes de Sibérie et du Turkestan! Turcs et Tatars de Transcaucasie! Tchétchènes et peuples montagnards du Caucase! Et vous tous dont les mosquées et les lieux de culte ont été détruits, dont les coutumes ont été foulées aux pieds par les tsars et les oppresseurs de la Russie! Vos croyances, vos coutumes, vos constitutions nationales et culturelles sont désormais libres et sauvegardées. Organisez votre vie nationale librement et sans vous cacher. Vous en avez le droit. Sachez que vos droits, comme ceux de tous les peuples de Russie, sont garantis par la Révolution toute-puissante et ses organes, les soviets des députés ouvriers, soldats et paysans (...). Camarades! Frères! Marchons ensemble vers une paix honnête et démocratique. Sur nos étendards est inscrite la liberté de tous les peuples opprimés... » (Taheri, 1989 : 139).

Ces promesses des bolcheviks persuadent certains musulmans à se joindre à l'Armée rouge afin de combattre contre les forces blanches du tsar Nicolas II au sein

desquelles se retrouvent les musulmans voulant préserver le régime tsariste. D'autres musulmans, sceptiques par rapport aux deux forces antagonistes, profitent quant à eux de l'instabilité politique pour revendiquer la restauration de l'indépendance des peuples musulmans de Russie (Yelemianova, 2002 : 94-95). Les Rouges, comprenant rapidement la force potentielle des indépendantistes, supportent ces derniers et se servent de l'islam et de Shamil comme symboles de résistance contre les forces blanches (Kipp, 2004 : 212). L'émergence de mouvements réformistes en Turquie et en Iran stimule par ailleurs les bolcheviks à étendre leurs idées révolutionnaires dans l'Orient musulman, mais plusieurs facteurs dont la dichotomie entre le communisme et l'islam, les empêcheront de mener à terme leur stratégie d'instrumentalisation de cette religion à des fins politiques (Hunter, 2004 : 316).

Après la prise définitive du pouvoir par les bolcheviks, une politique plus agressive à l'égard des musulmans est adoptée, du fait que leur religion et leur désir d'indépendance vont à l'encontre de l'idéologie athéiste et de la stabilité du régime soviétique (Hunter, 2004 : 25). Bennigsen et Lemercier-Quelquejay abondent dans ce sens en détaillant deux catégories d'arguments évoqués par les Soviets pour légitimer leurs campagnes contre l'islam: la première catégorie s'applique à toutes les religions, tandis que la deuxième est spécifiquement dirigée contre l'islam. Dans la première catégorie d'arguments, notons les suivants : l'islam est l'opium du peuple, il est une idéologie réactionnaire et anti-scientifique donnant une vision falsifiée de la notion de société, il inculte en l'homme un esprit de résignation et d'humilité qui le distraient de l'action révolutionnaire et finalement, il est un instrument dans les mains des exploiters. Dans la deuxième catégorie d'arguments, l'islam est représenté comme une religion primitive, barbare, arriérée, imposée par le feu et le sang, et esclave des régimes impérialistes arabes, perses, afghans, turcs, britanniques et américains (Bennigsen et Lemercier-Quelquejay, 1967 : 175-176).

En plus du regard négatif des autorités bolcheviques à l'égard de l'islam, les musulmans souffriront particulièrement de la politique de fragmentation territoriale, linguistique et culturelle mise sur pied par le commissaire des affaires nationales de l'époque, Joseph Staline, afin de gérer les populations non-russes, d'étouffer leurs aspirations à la sécession et d'empêcher la consolidation de grandes nations islamiques (Taheri, 1989 : 167). Cette stratégie, appliquée intensivement durant le règne stalinien, comprenait la création de dialectes afin d'engendrer un schisme linguistique entre les différentes populations partageant jusqu'alors une langue commune, la création de rivalités et d'animosités superficielles, l'inclusion de minorités ethniques dans des républiques et des régions autonomes et le transfert de populations de leurs régions natales dans d'autres régions de l'URSS³⁶. Plus tard, ces politiques s'avèreront un échec, note Hunter: les autorités réaliseront qu'au lieu d'avoir étouffé l'influence de l'islam, elles ont renforcé son rôle en tant que symbole de protection de l'identité originelle musulmane et ont rendu certaines versions orthodoxes populaires (Hunter, 2004 : 28).

Les campagnes d'éradication de Staline à l'égard de l'islam, tout comme celles de ses successeurs, s'inscrivent dans le contexte de la création de l'Homme soviétique que nous avons déjà décrit brièvement. « À cet effet, écrit Jobert, il fallait avant tout s'attaquer aux deux piliers de l'esprit nationaliste russe à savoir l'Église et la paysannerie » (Jobert, 1993 : 200). Dans ce contexte socio-idéologique, la culture islamique des musulmans doit disparaître. C'est ainsi qu'à la fin des années 1920, l'alphabet cyrillique est enseigné de façon obligatoire aux dépens de l'alphabet arabe afin, comme l'écrit Mustafò Bazarov³⁷, d'empêcher le peuple musulman de lire les grands classiques littéraires et les livres religieux (particulièrement le Coran). La

³⁶ À titre d'exemples de cette stratégie, notons l'inclusion des villes tadjikes de Samarkand et de Boukhara à l'Ouzbékistan, la division du peuple ossète entre la Géorgie et l'Ossétie du Nord et la déportation de Tchétchènes en Asie centrale (Hunter, 2004 : 28).

³⁷ Mustafò Bazarov est maître-assistant à la Faculté d'éthique, d'esthétisme et de religion à l'Université de Samarkand en Ouzbékistan. Il est l'auteur de plusieurs publications sur l'islam en Ouzbékistan.

latinisation s'inscrit donc dans la lutte contre l'islam. De plus, pour s'assurer que l'héritage culturel musulman ne puisse être transmis de génération en génération, des dizaines de milliers de mosquées et de livres sont détruits, et les membres du clergé islamique sont victimes des purges staliniennes (Bazarov, 1998 : 216-218).

L'approche de Staline à l'égard des musulmans s'adoucit toutefois à la veille de la Deuxième Guerre mondiale pour empêcher les musulmans de rejoindre les camps allemands. La crainte est telle que Staline promeut le patriotisme soviétique supranational et appelle aux sentiments religieux de la population pluriconfessionnelle de l'URSS (Yelemianova, 2002 : 121). Cette propagande est accompagnée par une détente des politiques nationales et religieuses : les purges contre l'intelligentsia connaissent une période d'accalmie et certaines activités et pratiques religieuses sont permises à nouveau. Selon Galina M. Yelemianova³⁸, la propagande patriotique du gouvernement stalinien a renforcé la loyauté de la majeure partie des musulmans envers le pouvoir soviétique (Yelemianova, 2002 : 121), alors que Taheri affirme qu'au contraire, de nombreux musulmans ont accueilli les Allemands en libérateurs³⁹ (Taheri, 1989 : 172). Quoi qu'il en soit, les supposés cas de déloyauté envers le régime ont provoqué une sévère réaction du gouvernement soviétique: en février 1944, entre 600 000 et 700 000 musulmans de la région de Tchétchénie-Ingouchie sont accusés de trahison et déportés dans différents goulags. Selon Yelemianova, les déportations de masse ont réduit de plus du tiers la population tchétchène et jouent aujourd'hui un rôle non négligeable dans la nature des relations entre Moscou et les populations du Caucase du Nord (Yelemianova, 2002 : 122).

³⁸ Je n'ai malheureusement pas réussi à trouver d'informations sur cette auteure.

³⁹ Sur ce point, Abdurahman Avtorkhanov précise qu'il est impossible que les Tchétchènes et les Ingouches aient accueilli les Allemands en libérateurs, car « during the Second World War not one single German soldier ever appeared on Chechen-Ingush territory, with the exception of a brief occupation of the frontier locality of Malgobek, where the population was Russian », ce qui met en évidence l'absence de réelle justification des déportations (Bennigsen Broxup, 1992 : 147).

Staline meurt le 5 mars 1953. Son successeur, Nikita Khrouchtchev, est reconnu pour sa politique de déstalinisation de la société. Bien que l'Histoire le décrive comme un réformateur et le précurseur de Gorbatchev, John Anderson⁴⁰ rappelle qu'au plan religieux, le successeur de Staline « was the man who from the late 1950s onwards presided over a renewed and vicious assault on organised religion » (Anderson, 1994 : 6). L'assaut contre la religion s'explique entre autres par le fait que Khrouchtchev perçoit la persistance des rites religieux en URSS comme une tactique manœuvrée par l'Ouest pour affaiblir l'idéologie soviétique et pour empêcher la population de se consacrer entièrement à la construction du communisme (Anderson, 1994 : 11). Afin de combattre la religion, Khrouchtchev accroît alors la soviétisation de toutes les nationalités et intensifie la russification culturelle grâce aux réseaux éducatifs et médiatiques, tout en diminuant le nombre de mosquées et le nombre des membres du clergé. Tous les aspects de la vie religieuse sont alors sujets à une supervision détaillée et contrôlée par le parti et les autorités étatiques : même les enfants dont les parents sont croyants sont pris en charge par l'État (Anderson, 1994 : 59). Toutefois, selon Anderson, la campagne anti-religieuse de Khrouchtchev a réussi à réduire l'influence directe de la religion dans la société, mais n'a pas réussi à détruire la foi en la religion dans chaque individu (Anderson, 1994 : 69).

De plus, malgré la politique hostile des élites envers la religion islamique au niveau domestique, Galia Golan⁴¹ rappelle l'adoucissement de la politique étrangère des Soviétiques à l'égard du monde musulman pour des raisons géopolitiques (accès à des eaux plus tempérées), idéologiques (expansion du socialisme), sécuritaires (se défendre contre les pays du bloc de l'Ouest), économiques et militaires (échanges commerciaux). En effet, Khrouchtchev introduit la notion de neutralité à l'approche

⁴⁰ John Anderson est maître de conférences en Relations internationales à l'Université de St Andrews. Il est l'auteur de plusieurs livres et articles de journaux sur la religion dans l'ancien bloc soviétique.

⁴¹ Galia Golan est professeur et président du département de Science politique à l'Université hébraïque de Jérusalem.

stalinienne des deux camps⁴² jusqu'alors adoptée envers l'ensemble des pays où l'URSS cherche à étendre son influence, en optant plutôt pour une approche dite de coexistence pacifique (Golan, 1990 : 9).

Sans abandonner la compétition avec le capitalisme et sans renier la croyance en l'ultime victoire du socialisme, la stratégie de la coexistence pacifique permet aux relations entre les Soviétiques et les pays musulmans - comme l'Iran, l'Égypte, la Syrie, l'Irak et la Libye - d'évoluer en prenant une tournure plus pragmatique qu'idéologique. C'est ainsi qu'entre 1953 et 1958, plusieurs traités commerciaux sont signés entre l'URSS et l'Iran qui deviendra l'un des plus importants partenaires commerciaux de l'Union soviétique vers la fin des années 1960 (Golan, 1990 : 179). L'Égypte de Nasser et l'URSS de Khrouchtchev ont connu pour leur part un rapprochement à la veille de la crise du canal de Suez en 1956, alors que l'Égypte cherche un pays pouvant l'aider militairement. Après le refus des États-Unis et de la France, l'Égypte s'est tournée vers l'URSS qui s'est empressée d'accepter, parce que cette situation lui offrait l'opportunité d'augmenter sa présence dans la région vis-à-vis de ses clients arabes et de travailler contre les intérêts américains (Golan, 1990 : 47). L'URSS a de plus signé son premier contrat d'armement avec la Syrie en 1954, a établi des relations diplomatiques avec la Libye en 1956 et a développé des rapports plus étroits avec l'Irak en 1958, après la prise du pouvoir par le général Kassem, un anti-occidental (Golan, 1990 : 162). Cependant, les hostilités entre les différents partenaires musulmans de l'URSS, comme les tensions entre la Syrie et l'Irak par exemple, empêchent les Soviétiques de profiter pleinement de leur position au Moyen-Orient et de former un bloc d'États radicaux pouvant travailler contre l'élargissement de l'influence américaine (Golan, 1990 : 150).

⁴² L'approche des deux camps oblige les pays à s'aligner soit au camp occidental et capitaliste, soit au camp soviétique et communiste. L'approche de coexistence pacifique permet quant à elle le non-alignement et la neutralité des pays en question (Golan, 1990 : 9).

Malgré les difficultés éprouvées par les dirigeants soviétiques dans la gestion de leurs relations avec l'ensemble de leurs partenaires musulmans, la stratégie de coexistence pacifique adoptée par Khrouchtchev a aidé l'URSS à augmenter son influence dans le monde arabo-islamique. La volonté de justifier la coopération arabo-soviétique a d'ailleurs poussé de nombreux intellectuels soviétiques et musulmans à trouver des similarités entre le communisme et l'islam. Comme Yaacov Ro'i⁴³ l'explique, c'est ainsi que l'islam, jusqu'alors décrit comme un instrument d'oppression spirituel et d'esclavage des peuples de l'Est, devient un instrument pouvant servir les bourgeois-nationalistes progressistes dans leur lutte contre le système impérialiste et leur quête d'indépendance nationale (Ro'i, 1984 : 149-150). De plus, pour aider le bon développement des dossiers de politique étrangère en lien avec le monde islamique, le gouvernement soviétique engage des musulmans soviétiques pour représenter l'URSS à l'étranger, et présente les républiques soviétiques musulmanes au Moyen-Orient comme des exemples de développement du modèle soviétique (Golan, 1990 : 198). Quoique les succès remportés à cette époque par l'Union soviétique soient davantage le résultat de la déception des pays musulmans envers les politiques occidentales que le résultat d'une réelle concordance avec l'URSS, il n'en reste pas moins que le discours et l'attitude de l'URSS à l'égard de l'islam soient beaucoup plus conciliants qu'auparavant (Hunter, 2004 : 321).

Sous Léonid Brejnev, l'attitude plus conciliante se reflète aussi au niveau domestique, car les campagnes anti-religieuses des années précédentes soulèvent les questions suivantes : les décrets et la répression peuvent-ils réellement éliminer la religion? Ne stimulent-ils pas l'opposition? (Anderson, 1994 : 100-101) Face à de telles questions, Brejnev et son administration décident de promouvoir avec vigueur la philosophie athéiste plutôt que d'attaquer de front la religion. Cependant, même si le discours est moins hostile, l'affaiblissement du pouvoir central au cours de ces

⁴³ Yaacov Ro'i est professeur d'Histoire au Centre des Études russes à l'Université de Tel Aviv.

années permet à la tradition de la répression à l'égard de la non-conformité - donc à l'égard des croyants et de la religion - de perdurer (Anderson, 1994 : 136).

Dans le cas de l'islam, Moscou y prête une attention particulière en raison de sa potentielle force mobilisatrice et déstabilisatrice, et des avancées soviétiques au Moyen-Orient (Anderson, 1994 : 105). L'islam, alors redéfini par les politiciens et intellectuels soviétiques comme étant une religion progressiste non incompatible avec le socialisme, permet à l'URSS d'intensifier ses relations avec certains pays musulmans tant au plan politique, que militaire, économique et culturel (Yelemianova, 2002 : 125). Les membres du Parti communiste justifient ces nouvelles politiques à l'aide du concept du socialisme développé : selon ce concept, l'islam et ses représentants sont des éléments pleinement intégrés au système soviétique et cessent, par conséquent, de constituer une menace⁴⁴ (Yelemianova, 2002 : 130).

C'est dans ce contexte qu'en octobre 1967, le vice-président de la Commission spirituelle d'Asie centrale fait une tournée en Égypte, en Syrie et en Jordanie pour les convaincre de la solidarité soviétique envers la cause arabe et que, dans les années 1970, l'Union soviétique organise de nombreuses conférences sur des thèmes islamiques et envoie des délégués aux conférences tenues dans d'autres pays musulmans. Selon le désir de rapprochement soviétique envers le monde arabo-islamique, de nombreux étudiants musulmans soviétiques sont envoyés dans des institutions islamiques à l'étranger, et des membres d'organisations musulmanes sont officiellement invités dans les républiques soviétiques musulmanes afin de visiter les sites historiques et de participer à des prières dans les mosquées encore fonctionnelles. Selon Golan, cette augmentation des contacts entre les musulmans

⁴⁴ Certes, la collaboration entre le régime soviétique et l'établissement islamique a ses limites en raison du conflit irréconciliable entre l'athéisme et l'islam. De là l'existence en URSS d'un islam officiel collaborant avec le régime soviétique et d'un islam populaire clandestin.

soviétiques et le reste du monde musulman renferme toutefois un risque de contamination négative (Golan, 1990 : 198). Hunter appuie cette idée en disant qu'en effet, les contacts avec le monde musulman ont fait réaliser aux musulmans soviétiques leur position subalterne et ont facilité l'introduction d'idées nouvelles (incluant l'islam politique) dans les régions musulmanes de l'URSS (Hunter, 2004 : 322).

L'invasion soviétique de l'Afghanistan entre 1979 et 1989 vient gêner les acquis politiques de l'URSS dans ses périphéries islamiques. La preuve est qu'en 1980, la Conférence islamique internationale organisée à Tachkent en Ouzbékistan est boycottée par une grande majorité des participants islamiques qui désirent par ce geste offrir leur soutien à leurs compatriotes afghans. Cette guerre, ajoutée à quelques soulèvements violents et à la radicalisation de mouvements islamiques en Asie centrale, change la vision du régime soviétique envers l'islam : d'élément intégré, il est à nouveau un élément étranger et dérangeant (Hunter, 2004 : 33). En fait, indique Taheri, « c'est précisément au moment où le communisme soviétique – cette autre Église – connaît le doute, qu'il est confronté à ce que Moscou appelle « la montée du fondamentalisme islamique » » (Taheri, 1989 : 254). Néanmoins, la guerre afghane n'isole pas complètement Moscou du monde musulman. Le renforcement de ses relations avec la Turquie dans les années 1980 en est une preuve : en 1984, les deux pays ont signé un accord économique assurant l'approvisionnement de la Turquie en gaz et pétrole soviétiques, et l'approvisionnement de l'URSS en produits turcs (Golan, 1990 : 256).

En 1985, l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev ne change pas l'attitude sévère contre l'islam au niveau domestique. En fait, le nouveau gouvernement semble très peu s'intéresser aux questions religieuses et perçoit principalement l'islam comme source de corruption entravant ses réformes (Hunter, 2004 : 38). De plus, la préoccupation occidentale de Gorbatchev et la libéralisation de la société soviétique

sont accompagnées d'un désengagement politique et culturel dans l'Est islamique, et de campagnes anti-religieuses qui endommagent les relations russo-musulmanes (Yelemianova, 2002 : 132). Cependant, vers 1988, les membres les plus libéraux de l'équipe de Gorbatchev convainquent ce dernier de la nécessité de démocratiser toutes les sphères de la société, dont la sphère religieuse, afin d'aller chercher le plus de support possible pour les réformes (Anderson, 1994 : 145). En effet...

...at the heart of Gorbatchev's strategy for reform lay the building of political « supports », of appealing for the backing of various groups within society by offering them something that they wanted. (...) In particular, religious institutions were seen as capable of encouraging their members to be loyal, hard working, peaceful and sober citizens, something that would be further facilitated by expanding their rights. (Anderson, 1994 : 141)

Le résultat de cette nouvelle mentalité est l'adoption de la loi de 1990 garantissant la liberté de conscience et celle de pratiquer une religion. Les nouvelles libertés offertes servent alors à l'expression de revendications ethniques et religieuses qui viendront déstabiliser l'Empire soviétique. Toutefois, malgré la renaissance de l'islam et l'ouverture des musulmans soviétiques au reste du monde islamique, Hunter soutient que l'islam et les républiques à forte population musulmane ne sont pas à l'avant-plan des mouvements séparatistes de la fin du XX^e siècle. Ainsi, même si l'Empire soviétique connaît l'émergence de partis et d'organisations politiques islamiques (comme le Parti de la Renaissance islamique), c'est avant tout Boris Eltsine et la Russie qui engendrent le démembrement de l'URSS (Hunter, 2004 : 39). Yelemianova appui cette idée en affirmant que « despite the predictions of some Western experts, Islam and nationalism were not among the major factors behind the collapse of Communism and the break-up of the USSR. » (Yelemianova, 2002 : 137).

En ce qui a trait aux relations avec l'étranger musulman, la nouvelle politique étrangère de l'URSS, bien connue sous le nom de « nouvelle mentalité » ou

« nouvelle pensée », délaisse la lutte des classes, rend obsolète la tension Est-Ouest et promeut l'établissement de relations cordiales avec le plus d'États possibles. Des pays comme la Jordanie, l'Égypte, la Syrie et l'Irak se retrouvent dans la ligne de mire des nouvelles initiatives pacifiques de Moscou (Golan, 1990 : 265). Avec l'Égypte par exemple, les relations houleuses qu'entretenaient les deux pays suite à l'arrivée au pouvoir d'Anouar el-Sadate, s'améliorent dès la mort de ce dernier : les Soviétiques acceptent de reporter le paiement de la dette égyptienne, les consulats soviétiques d'Alexandrie et de Port Saïd sont de nouveau ouverts, et les relations économiques et diplomatiques reprennent (Golan, 1990 : 268-269). Face à l'interminable et coûteuse guerre en Afghanistan dans laquelle des pays comme l'Arabie saoudite, l'Iran et le Pakistan sont impliqués afin d'aider les Afghans à résister aux Soviétiques, Gorbatchev opte pour le retrait des troupes soviétiques. Le retrait soviétique, exécuté en février 1989, est perçu par l'ensemble de la communauté internationale comme une défaite majeure de l'URSS et comme le symbole de la victoire de l'esprit du djihad et de l'islam sur une puissance non musulmane. Selon Hunter, le tragique dénouement de cette guerre laisse encore des traces dans les rapports entre la Russie, le Pakistan, l'Afghanistan et d'autres pays arabes, et influence aussi l'approche de ces pays à l'égard du conflit en Tchétchénie (Hunter, 2004 : 324). Nous approfondirons ces rapports dans le troisième chapitre de ce mémoire.

Ainsi, comme Golan le note, ce qui émerge dans l'ensemble des rapports entre l'islam et l'URSS, c'est une approche anti-musulmane au niveau domestique et une approche pro-musulmane au niveau de la politique étrangère, en raison des différents intérêts de l'État dans le monde arabo-islamique (Golan, 1990 : 200). Toutefois, à travers l'étude du processus de règlement des tensions des années 1990 entre le gouvernement Eltsine, le Tatarstan et la Tchétchénie, nous constaterons que les identités islamophobe et islamophile sont aussi perceptibles dans le rapport de l'État russe et de ses propres sujets musulmans.

1.3.3. ELTSINE, LE TATARSTAN ET LA TCHÉTCHÉNIE.

Durant les dernières années d'existence de l'Union soviétique, la Fédération de Russie est prise avec de multiples demandes régionales d'autodétermination. Afin d'affaiblir le support populaire de Gorbatchev, Boris Eltsine donne son appui à ces revendications. En 1990, après la déclaration de souveraineté de la République de Russie et la prise du pouvoir par Eltsine, ce dernier fait de nombreuses concessions aux groupes ethniques de Russie afin de gagner leur support contre les communistes. C'est ainsi que, durant un discours à Kazan dans la république du Tatarstan, Eltsine appelle les dirigeants régionaux à « prendre autant de souveraineté qu'ils peuvent avaler » (Waller *et al.*, 1998 : 122). L'appel est entendu et nombreuses régions demandent un degré d'autonomie qui surprend alors le premier président de la Fédération de Russie. Dans les républiques musulmanes de la Tchétchénie et du Tatarstan par exemples, un certain éveil nationaliste et islamique se fait ressentir, se traduisant davantage par une demande d'autonomie culturelle et administrative que par une réelle demande d'indépendance. Néanmoins, le manque de cohérence du Kremlin dans la gestion de ces deux dossiers envenime les relations entre Moscou et les gouvernements du Tatarstan et de la Tchétchénie à un tel point qu'elles mettent l'intégrité de la Fédération de Russie en jeu. Face à ce risque, Eltsine tente de réaffirmer l'autorité fédérale en adoptant envers le Tatarstan, la voie de la négociation; envers la Tchétchénie, la voie militaire.

En effet, un processus de négociation a permis de régler le litige entre le gouvernement tatar et l'administration elstinienne. Ainsi, de mars 1992 à la fin de 1993, les deux gouvernements en question concluent une série d'accords bilatéraux qui se parachèvent avec le traité de partage du pouvoir de février 1994. Par ce traité, le gouvernement tatar accepte de rester sujet fédéré et reçoit en retour certains droits habituellement réservés au gouvernement fédéral, comme celui d'engager des relations économiques internationales. Selon Hunter, la concession faite par le

gouvernement tatar découle premièrement de la position géographique et démographique du Tatarstan⁴⁵, et deuxièmement, des buts réels du soutien accordé au mouvement nationaliste, c'est-à-dire la consolidation du pouvoir provincial et non l'obtention de l'indépendance (Hunter, 2004 : 224-225). Alexei Zverev⁴⁶ est en accord avec Hunter sur ces derniers points auxquels il ajoute les suivants : l'existence d'une diaspora tatare, les 450 ans d'existence du Tatarstan au sein de la Russie avec des périodes de suppression de l'islam, une mentalité particulièrement de tolérance, de compromis et d'obéissance à l'autorité, et finalement, le pétrole dont l'exportation dépend entièrement du système de pipelines contrôlé par les autorités russes (Waller *et al.*, 1998 : 142).

Il faut noter aussi qu'au sein de la société, les deux principaux groupes ethniques du Tatarstan – les Russes et les Tatars – entretiennent des relations pacifiques : comme l'écrit Valentin Mikhailov⁴⁷, le nombre élevé de mariages interethniques et le support populaire accordé au bilinguisme font preuve de l'absence de réelles tensions (Sakwa, 2005 : 53). Au plan religieux, même si le christianisme orthodoxe est perçu au Tatarstan comme la religion des conquérants russes et est associé aux plus tragiques pages de l'histoire du khanat de Kazan, il n'y a aujourd'hui aucune trace de frictions religieuses. En fait, la république sert généralement d'exemple de coexistence pacifique interreligieux et interethnique en Russie (Khakimov, 1996 : 71). Toutefois, soutient Gordon M. Hahn⁴⁸, le calme relatif d'aujourd'hui ne signifie pas que les tensions sont complètement inexistantes et que

⁴⁵ Malgré sa superficie, son territoire est enclavé par la Fédération de Russie et 40% de sa population est russe.

⁴⁶ Alexei Zverev est chercheur associé à l'Université libre de Bruxelles.

⁴⁷ Valentin Mikhailov est doctorant à l'Université d'État du Service civil à Moscou. De 1994 à 1996, il a été membre de la Douma de la Fédération de Russie et membre du Comité des Affaires fédérales et de politique régionale, et durant les années 1990 à 1994, il a été membre du Soviet suprême de la République du Tatarstan.

⁴⁸ Gordon M. Hahn est chercheur au *Center for Terrorism and Intelligence Studies*, à San Jose. Il est l'auteur de *Russia's revolution from above, 1985-2000* et de nombreux articles reliés à la Russie et à l'URSS.

le réseau islamiste terroriste tchétchène ne prendra jamais davantage d'ampleur sur le territoire tatar. En effet, le processus d'harmonisation des constitutions régionales et de la constitution fédérale, processus lancé par l'administration Poutine, a endommagé le statut acquis par le Tatarstan sous Eltsine et exacerbe aujourd'hui les nationalistes tatars qui pourraient alors tendre vers un nationalisme islamique voire islamiste. L'émergence d'un conflit violent entre la république tatar et l'État russe reste donc envisageable. Un tel conflit serait fatal pour l'intégrité du territoire de la Russie (Hahn, 2007 : 215).

En Tchétchénie, malgré des efforts de négociations, le Kremlin n'a pas su éviter l'intervention militaire. Selon Hunter, les facteurs d'un tel aboutissement sont multiples. Il y a d'abord les antagonismes historiques entre les Russes et les Tchétchènes durant la conquête de la Russie tsariste et le régime soviétique, et l'illégitimité, aux yeux de Moscou, du gouvernement de Doudaev arrivé au pouvoir grâce à un coup d'état militaire. Il y a ensuite la montée du crime et de la corruption, et la peur d'un effet domino du cas tchétchène dans les autres républiques musulmanes de la région (particulièrement au Daghestan) (Hunter, 2004 : 226).

Par rapport à l'islam et à son rôle dans la quête d'indépendance tchétchène, Yelemianova croit que c'est le manque d'une réponse adéquate de Moscou face à la demande principale du mouvement souverainiste tchétchène à la fin des années 1980 - le passage du statut de république autonome à république fédérale - qui a radicalisé l'agenda du mouvement nationaliste et a politisé l'islam (Yelemianova, 2002 : 177-178). Hunter rappelle quant à elle que l'éveil de l'extrémisme islamique dans la région du Caucase du Nord est une conséquence directe de la première guerre tchétchène et non la cause de l'intervention militaire de l'armée russe. James

Hugues⁴⁹ confirme cette idée en rappelant l'article 4 de la constitution de mars 1992 du gouvernement Doudaev, qui stipule la séparation de la religion et de l'État (Hugues, 2007 : 66). De plus, dans une entrevue accordée à un journaliste russe en août 1992, Doudaev affirme bel et bien ses visions séculières pour le régime en Tchétchénie :

Interviewer : What do you think can be the role played by Islam in the future republic of Chechnya? Which of the two models – that of Turkey or Iran – appeals to you?

Dudaev : I dislike both of them (...) If we have an opportunity for the option of independence, independent development, a constitutional secular state will develop.

Interviewer : And what do you want? Do you want the influence of Islam to be limited?

Dudaev : Yes, of course. I would like Chechnya to become a constitutional secular state. We are seeking it, this is our ideal. Religion should play an exclusively important role in the spiritual development of people, in moral and humane attitudes. (Hugues, 2007 : 66).

Malgré tout, les cercles politiques russes et Eltsine ont généralement présenté le conflit comme une lutte contre la création d'une république islamique. Huntington a, pour sa part, présenté la situation en Tchétchénie comme la preuve du conflit des civilisations en exagérant l'appui donné par l'ensemble des musulmans aux séparatistes tchéchènes. Comme Hugues le note, « Huntington's contribution was not insignificant, however, as it provided an important international academic confirmation (...). » (Hugues, 2007 : 68). De telles lectures du conflit et les attentats terroristes qui y sont reliés ont intensifié les sentiments anti-musulmans et la peur de la menace islamique et ont, de plus, donné le support nécessaire au rétablissement d'un gouvernement central fort. C'est ainsi qu'après l'invasion du Daghestan par des militants islamistes en août 1999, 65% de la population russe favorisait la maîtrise des séparatistes tchéchènes par la force ou d'autres moyens: la deuxième guerre de

⁴⁹ James Hugues est maître de conférences en Politique russe à l'Institut de Sciences économiques et politiques à Londres.

Tchéchénie lancée en octobre 1999 par Vladimir Poutine avait donc le vent dans les voiles (Hunter, 2004 : 227).

Pour ce qui est des rapports d'Eltsine avec les pays arabo-islamiques, nous les étudierons dans le chapitre suivant lors de l'approfondissement des doctrines de politique étrangère russes contemporaines.

CONCLUSION DU CHAPITRE 1

En somme, le rapport entre la Russie et l'islam est vieux de plusieurs siècles et c'est pour cette raison que les événements du passé étant susceptibles de constituer et de façonner la mémoire collective et l'imaginaire sécuritaire des Russes d'aujourd'hui sont importants à étudier. L'un des éléments fondamentaux de cet imaginaire collectif est que l'histoire de la Russie et de l'islam est une histoire de conquête et de reconquête dans laquelle l'islam est associé au « calomnieux » joug mongol. De plus, la résistance musulmane rencontrée au cours de l'expansion de l'Empire russe et les guerres de Tchétchénie réitèrent l'idée que les musulmans – surtout ceux du Caucase du Nord – sont des bandits à l'esprit contestataire dont la Russie doit se méfier et se protéger. Dans l'imaginaire sécuritaire des Russes, l'islam est donc cet « Autre » menaçant, voire hostile. C'est pourquoi, en général, l'attitude des différents tsars et gouvernements soviétiques à l'égard de l'islam est caractérisée par un effort d'élimination au niveau domestique, du moins, d'assimilation totale. Cet effort a bien sûr été parsemé de périodes de tolérance relative qui sont surtout survenues lorsque les autorités ont eu besoin du support des musulmans pour lutter contre d'autres puissances impériales ou pour consolider le système politique interne. Ce sont en partie ces périodes de tolérance qui ont permis à l'islam de survivre en Russie. Toutefois, la tendance islamophile est davantage perceptible dans la politique étrangère de l'URSS post-stalinienne. En effet, ce sont les successeurs de Staline qui ont compris l'importance de démontrer tolérance et ouverture envers certains États

musulmans afin, dans le contexte de la guerre froide, de protéger les intérêts de l'URSS contre l'ennemi occidental.

Suite à la chute de l'URSS, de nombreux territoires musulmans sont devenus indépendants, comme les pays d'Asie centrale, mais la place et le rôle de l'islam en Russie sont restés un enjeu crucial. En effet, les rapports tendus entre Moscou, Kazan et Groznyï au début des années 1990, ont fait redécouvrir la force potentiellement déstabilisatrice des peuples musulmans et de l'islam, et ont rappelé le caractère multiethnique et multiconfessionnel de la Fédération de Russie. La résolution pacifique adoptée par Moscou avec le Tatarstan et celle, militaire, avec la Tchétchénie, reflètent à elles seules le rapport ambivalent qu'entretient la Russie avec le monde islamique depuis le tout début de leur cohabitation : tolérance et violence, intégration et répression, confiance et crainte.

Après avoir défini les concepts formant le cadre théorique de ce mémoire, dont celui d'identité nationale et ceux qui y sont reliés, c'est-à-dire l'imaginaire sécuritaire, l'altérité, les intérêts nationaux et la sécurité, nous avons étudié l'importance de la religion et du facteur islamique dans l'élaboration de l'identité nationale de la Russie tsariste, soviétique et post-soviétique. Pour terminer, nous avons démontré les origines historiques de la double attitude des autorités russes envers les musulmans et l'islam, c'est-à-dire une attitude islamophile et islamophobe. Les connaissances acquises dans le cadre de ce premier chapitre nous permettront de comprendre le rôle accordé à l'islam dans les courants idéologiques russes et dans les doctrines de politique étrangère contemporaines qui seront examinés dans le chapitre suivant.

CHAPITRE II

LES ÉLITES POLITIQUES ET INTELLECTUELLES RUSSES À L'ÉGARD DE L'ISLAM.

Ce deuxième chapitre a pour objectif de voir si l'identité intégrationniste et l'identité répressive à l'égard de l'islam sont toujours perceptibles dans la Russie d'aujourd'hui et ce, en étudiant les philosophies et les idéologies officielles des élites politiques et intellectuelles.

Dans cette optique, nous avons approfondi les courants idéologiques et les doctrines étrangères les plus influents au sein de la société russe. Nous avons étudié les 6 courants nationalistes suivants, soit le Nationalisme chrétien, le Nationalisme communiste, le Nationalisme géopolitique, l'Ultranationalisme, le Nationalisme réformiste et l'idée nationale de Vladimir Poutine. L'Euro-Atlantisme, l'Eurasianisme, le Multipolarisme et le Pragmatisme sont pour leur part les doctrines de politique étrangère qui ont été analysées.

Ainsi, les lectures complétées pour ce chapitre ont permis de discerner les différents agents de (re)construction et de réitération de la double identité nationale russe envers le monde islamique.

2.1. LES COURANTS NATIONAUX RUSSES CONTEMPORAINS ET LEUR VISION DE L'ISLAM.

2.1.1. NATIONALISME CHRÉTIEN.

Nous traiterons dans cette section du plus actif des groupes de la mouvance nationaliste chrétienne, c'est-à-dire le Mouvement démocratique chrétien de Russie (MDCR), et de la philosophie du romancier et populaire Alexandre Soljenitsyne⁵⁰. Malgré l'importance accordée à la religion, l'élément central de ces deux mouvances est l'ethnicité russe. Ces nationalismes sont donc de type oriental, car basés sur l'ethnie.

Wayne Allensworth décrit le Mouvement démocratique chrétien de Russie comme étant un courant nationaliste influent, mais faible idéologiquement en raison des nombreuses contradictions philosophiques qu'il comporte, et aussi en raison des idées divergentes de ses deux fondateurs Victor Aksiuchits et Gleb Yakunin (Allensworth, 1998 : 105-106). Nous parlerons ici de la vision de Aksiuchits, car la littérature sur le sujet porte peu d'attention sur les idées de Yakunin. Ainsi, d'après l'analyse de Shireen Hunter, pour Aksiuchits, la religion orthodoxe est appelée à jouer un rôle vital dans la renaissance de la Nation russe. En fait, l'orthodoxie doit être le climat moral de la Russie, car elle est garante d'un plus grand humanitarisme et d'une plus grande tolérance. Les sujets de la Nation russe sont les Russes ethniques et ces derniers ont pour mission de réorganiser l'État russe auquel tous les autres groupes culturels, linguistiques et religieux doivent adhérer. Selon le leader, ce mandat est possible à réaliser sans violence, car la religion orthodoxe n'a jamais

⁵⁰ Ce ne sont pas tous les experts qui incluent la philosophie d'Alexandre Soljenitsyne dans la mouvance nationaliste chrétienne. Certains refusent de le faire parce que Soljenitsyne présente une vision du développement de la Russie ne donnant pas une mission impérialiste à la religion orthodoxe. Toutefois, nous nous basons ici sur la catégorisation faite par Shireen Hunter et Judith Devlin qui soutiennent que la philosophie de Soljenitsyne donne une place significative à la religion orthodoxe et que par conséquent, il est nécessaire de l'inclure dans la mouvance nationaliste chrétienne.

constitué une menace à la liberté religieuse et que, de plus, l'expansion historique de la Russie n'a jamais détruit aucune culture. Certes, les experts sur la question contredisent avec virulence cette interprétation pacifique, rappelant par exemple le cas de la population Circassienne⁵¹. En somme, la littérature portant sur la philosophie du MDCR renvoie une certaine idée de tolérance du mouvement envers les autres cultures et les autres religions. Cependant, cette tolérance est viable à condition que les autres religions acceptent leur statut subalterne. Suivant cette logique, les musulmans de Russie sont acceptés par le MDCR seulement s'ils acceptent de vivre sous l'égide d'une civilisation orthodoxe.

Pour sa part, Soljenitsyne explique les crises de la Russie et du monde moderne par la rébellion de l'Homme envers Dieu. Au contraire de Nietzsche qui voit dans la mort ontologique de Dieu une source d'espérance pour l'Homme, Soljenitsyne y voit plutôt la cause de tous les malheurs, car elle donne à l'Homme l'impression qu'il est le maître du monde et fait de l'environnement physique la source de tous les problèmes en éliminant la dimension spirituelle de la vie humaine. Pour remédier à ces fausses croyances, le peuple russe doit retourner à un mode de vie faisant une place prépondérante à la dimension spirituelle. Comme l'écrit Wayne Allensworth, la renaissance nationale de la Russie de Soljenitsyne débute par un retour aux valeurs orthodoxes, c'est-à-dire la confession, la repentance et la réconciliation (Allensworth, 1998 : 79-80). Selon la vision de Soljenitsyne, la religion chrétienne orthodoxe et la création d'une société russe plus homogène aux plans ethnique et culturel sont les deux outils que la Russie doit développer et garder si elle veut trouver sa propre voie (Hunter, 2004 : 177).

En donnant une telle importance à l'homogénéité ethnique et religieuse, la philosophie de Soljenitsyne porte en son sein des éléments discriminatoires à l'égard

⁵¹ Suite à la conquête russe, la population Circassienne s'est vue dispersée géographiquement et a perdu, conséquemment, son unité ethnique et identitaire. (Hunter, 2004 : 179)

des musulmans de Russie et de l'islam. Ce caractère anti-musulman de Soljenitsyne est palpable dans son livre paru en 1990 intitulé *Comment nous reconstruirons la Russie* dans lequel il prône le détachement des républiques musulmanes (Hunter, 2004 : 178). Selon Judith Devlin⁵², la position de Soljenitsyne à l'égard des minorités ethniques découle de son admiration pour Alexandre III qui, par sa politique de russification, a dépourvu les minorités ethniques de l'Empire russe de tout droits culturels, religieux et politiques (Devlin, 1999 : 69). De ce fait, pour Soljenitsyne, l'islam est un élément dérangeant dans une Russie post-soviétique fragile qu'il souhaite renforcer en donnant un rôle prédominant au christianisme orthodoxe. Malgré la nette préférence de Soljenitsyne pour la foi orthodoxe et sa réticence envers l'islam, l'auteur du célèbre roman *Une journée d'Ivan Denissovitch* (1962) croit possible la cohabitation pacifique entre les musulmans de Russie et les Russes ethniques. Selon lui, la Russie peut être multiethnique sans toutefois être multiculturelle (Devlin, 1999 : 69), car la nationalité russe est une question de conscience et non pas une question de sang (Hunter, 2004 : 177).

2.1.2. NATIONALISME COMMUNISTE.

Tous les auteurs étudiés sur le nationalisme communiste s'entendent pour dire que le représentant le plus influent de ce courant est Guennady Ziouganov, tête d'affiche du Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR). À la base du nationalisme de Ziouganov se trouve la théorie de la conspiration anti-russe et la nécessité de redonner le statut de *derzhava* (grande puissance) à la Russie. Le grand conspirateur anti-russe est bien sûr l'Occident contre qui la dimension spirituelle russe – le christianisme orthodoxe et l'islam – doit être utilisée comme instrument défensif. Stephen D. Shenfield⁵³ rapporte qu'en effet, pour Ziouganov, le caractère

⁵² Judith Devlin est maître-assistante en Histoire moderne à l'Université College, à Dublin.

⁵³ Stephen D. Shenfield est chercheur indépendant spécialisé dans les politiques de la Russie post-soviétique.

antimatérialiste et anti-individualiste de l'islam fait de cette religion une alliée particulièrement importante contre la menace culturelle et géopolitique venant de l'Ouest. Il défend son point de vue en disant que la civilisation eurasiennne a vu le jour grâce à l'interpénétration des valeurs traditionnelles islamiques et chrétiennes de Russie et que par conséquent, ces deux cultures doivent s'allier contre la menace commune occidentale.

Lors de sa campagne présidentielle de 1996, Ziouganov a même accusé l'Ouest de faire une campagne anti-islamique et anti-orthodoxe en envoyant des terroristes en Tchétchénie. Il a, de plus, rassuré les musulmans de Russie en condamnant les actes répressifs commis à l'égard de l'islam par le régime soviétique et en leur garantissant l'inexistence de tels actes sous l'égide d'un futur gouvernement communiste : « If Zyuganov wins, all patriots – communists and non-party people, Orthodox Christians and Moslems, entrepreneurs and workers – will be able to come to agreement with one another. » (Shenfield, 2001 : 52). Malgré cette attitude intégrationniste envers les musulmans et l'islam, les experts s'entendent pour dire que le Parti Communiste de la Fédération de Russie est beaucoup plus russocentriste. En effet, tout en disant qu'aucune population ne sera victime de discrimination, Ziouganov assure une place et une position prééminentes aux Russes ethniques et soutient que l'orthodoxie est appelée à jouer un rôle différent des autres religions au sein de l'État russe. Ainsi, Ziouganov semble conscient de l'importance de gagner la faveur des musulmans pour unifier et renforcer la Russie, tout en glorifiant le rôle des Russes ethniques et de la religion orthodoxe. Stephen D. Shenfield affirme que cette vision inégale du statut de l'orthodoxie et de l'islam se concrétise aussi au sein de la théorie de la lutte des classes qui, n'étant pas totalement disparue du programme du Parti communiste post-soviétique, a été récupérée à un niveau géopolitique (l'Atlantisme contre l'Eurasisme) et à un niveau socioéconomique, interracial, interethnique et interconfessionnel (le Nord contre le Sud) (Shenfield, 2001 : 52).

À la lecture de ce survol du courant nationaliste communiste, il semble donc que, tout comme les nationalistes chrétiens, le nationalisme de Ziouganov est basé sur l'ethnie et non pas sur des principes légaux, éthiques et religieux (Hunter, 2004 : 180-182). Mais au contraire de Soljenitsyne, Ziouganov ne rejette pas totalement l'islam en tant qu'entité ethnoconfessionnelle distincte (en espérant par exemple le détachement des républiques musulmanes de la Russie), mais tente plutôt de s'en faire un allié stratégique.

2.1.3. NATIONALISME GÉOPOLITIQUE.

Les principaux représentants de ce type de nationalisme sont Vladimir Zhirinovsky et Aleksandr Dugin. Aux commandes de son Parti démocratique libéral de Russie (PDLR) - dépeint comme étant ni libéral ni démocratique par l'ensemble des spécialistes - Zhirinovsky décrit la Russie comme un pays humilié dont les réalisations ont été dénigrées et la population appauvrie (Allensworth, 1998 : 194). La stratégie prônée par Zhirinovsky pour redonner à la Russie la gloire et le respect qu'elle mérite est une stratégie géopolitique consistant à l'expansion du territoire russe jusqu'à l'Océan Indien. Une telle expansion permettrait entre autres d'éliminer définitivement la menace islamique. Par le fait même, la Russie rendrait un énorme service à l'ensemble du monde et combattrait son humiliation en humiliant d'autres populations: « Why should we inflict suffering upon ourselves? Let's make others suffer. » (Allensworth, 1998 : 197). Atteindre l'Océan Indien permettrait à la Russie de côtoyer ses alliés stratégiques comme l'Inde et l'Irak et permettrait aux Russes d'être plus sereins, plus calmes (Allensworth, 1998 : 197). Selon Shireen Hunter, pour Zhirinovsky, l'islam est source de guerres, et les communautés et les pays musulmans existent seulement « to provide raw materials, markets, cheap labor, and places of leisure for Russians » (Hunter, 2004 : 183).

En fait, comme le note Thomas Parland⁵⁴, Zhirinovskiy divise le monde en sphères d'influence que se partagent l'Amérique du Nord, l'Europe, la Russie et le bloc Chine/Japon et ce, selon le principe Nord-Sud : « the northern countries should dominate their southern neighbours and counterparts. » (Parland, 2005 : 147). Grâce à sa campagne vers le Sud et aux nouveaux territoires conquis, la Russie revitaliserait son armée, s'assurerait un bassin de travailleurs à bon marché, s'approprierait de nouvelles ressources naturelles, stimulerait son économie, assurerait la sécurité dans le monde et par conséquent, retrouverait son statut de grande puissance. Bien sûr, la Turquie, l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan résisteraient à un tel assaut, mais Zhirinovskiy assure la victoire russe grâce à la stratégie militaire du *blitzkrieg* (Allensworth, 1998 : 198). Bref, comme le dit James H. Billington, le PDLR veut que les voisins islamiques de la Russie apprennent à la respecter (Billington, 2004 : 70-71). Dans cette quête de respect, Shenfield affirme que Zhirinovskiy assigne un rôle particulier à l'orthodoxie russe et supporte une campagne de l'église orthodoxe contre les religions et les sectes étrangères (Shenfield, 2001 : 90)⁵⁵.

Même si le nationalisme d'Aleksandr Dugin est dans la même catégorie que celui de Vladimir Zhirinovskiy, son rapport à l'islam est fort différent. Au contraire de Zhirinovskiy qui cherche à éliminer certains pays musulmans, Dugin cherche à se rapprocher de l'islam et à l'intégrer à ses projets. Selon lui, la menace islamique est une notion inventée par l'Occident pour que des rivalités se créent continuellement entre les acteurs ayant un potentiel d'alliance contre lui. L'islam est en fait une force anti-mondialiste devant s'allier avec la Russie pour former une alliance impériale eurasiennne contre les civilisations insulaires ou Atlantistes. La théorie, à la base de la

⁵⁴ Thomas Parland (1939-2004) a complété son doctorat en Science politique en 1993 à l'Université d'Helsinki. Il a travaillé pour le Ministère des Affaires étrangères de Finlande en tant qu'analyste des relations russo-finlandaises. Il est spécialisé dans le nationalisme russe. Il est décédé en juin 2004.

⁵⁵ Notons que malgré ce projet d'expansion comportant une connotation anti-islamique, Zhirinovskiy perçoit l'Irak comme un allié stratégique de la Russie (Allensworth, 1998 : 197). Depuis la chute de l'URSS, il a fait de nombreux voyages en sol irakien et considérait même le défunt Saddam Hussein comme son meilleur ami (http://world.pravda.ru/world/2003/5/15/39/10003_Zhirik.html).

philosophie de Dugin et de son mouvement Eurasia, est l'idée que le monde se divise en deux civilisations antagonistes, c'est-à-dire les civilisations continentales ou eurasiennes (Russie, Iran, Inde, Chine, Moyen-Orient, Afrique du Nord) et les civilisations insulaires ou atlantiques (Etats-Unis, Angleterre). L'empire eurasienniste est constitué de civilisations respectueuses, intégrales et spirituelles, tandis que l'empire atlantique comprend des civilisations cherchant à dominer le reste du monde sous la forme de la mondialisation et du matérialisme. La binarité du monde se retrouve aussi au sein même de l'islam. Selon Dugin, il existe un islam eurasienniste ou socialiste qui est profond, contemplatif, multipolaire, antitotalitaire, traditionnel et mystique, et un islam atlantique ou des Lumières, qui ignore la partie divine de l'homme, qui rejette la contemplation et la multipolarité et qui cherche à imposer ses pratiques à travers le monde.

Malgré l'apparente ouverture faite envers l'islam, Shireen Hunter soutient que le Mouvement Eurasia de Dugin est un mouvement russocentrique et impérialiste désirant pour la Russie un islam tranquille au service des intérêts russes. Sa vision binaire du monde et de l'islam n'est en fait que des justifications idéologiques de l'expansion de l'influence russe sur les scènes régionale et internationale (Hunter, 2004 : 186). Toutefois, comme Thomas Parland l'explique, le contexte politique actuel entre le pouvoir central et les forces tchéchènes rend utopique le projet de Dugin visant à taire la confrontation entre l'islam et l'orthodoxie et à fusionner l'Eurasie orthodoxe et les pays musulmans (Parland, 2005 : 129). Vera Tolz poursuit cette idée en disant que, même si Dugin cherche à réunir sous la bannière du mouvement Eurasia des forces ayant des valeurs et des intérêts divergents grâce à la lutte contre l'ennemi commun, il y a encore nombreux obstacles à la création d'une identité capable d'unir tous les citoyens de la Fédération de Russie. Ces obstacles incluent la faiblesse de l'État, la polarisation économique de la société, la xénophobie de plus en plus présente envers les populations du Caucase du Nord, les sentiments anti-islamiques parmi les Russes ethniques, l'autoritarisme des élites régionales, et

finalement, la question identitaire non résolue de l'orientation russe européenne ou eurasiennne (Brudny, Frankel et Hoffman, 2004 : 178).

2.1.4. L'ULTRANATIONALISME.

Le courant ultranationaliste regroupe des nationalismes extrémistes comme le mouvement profasciste *Pamiat* (mémoire), l'Unité nationale russe (UNR) et le Parti du Pouvoir national russe. Tous ces groupes ethnocentristes de droite sont préoccupés à sauver la Russie de la domination étrangère, c'est-à-dire les non Russes en général et les Juifs en particulier (Parland, 2005 : 77). *Pamiat* a vu le jour en 1987 et est rapidement devenu le point de ralliement des patriotes nationalistes de l'extrême droite. Idéologiquement, *Pamiat* croit en un système monarchiste orthodoxe, représente le chauvinisme russe par excellence et prône un anti-sémitisme morbide. Une série de crises internes a divisé *Pamiat* en diverses organisations fascistes dont l'une d'elles est l'Unité Nationale Russe (UNR), créée en 1990 par Aleksandr Barkashov. Pour Stephen D. Shenfield, l'UNR est un mouvement nationaliste ethnocentriste, extrémiste, raciste, armé et entraîné pour le combat. Son slogan est « une nation, un peuple, un État » et appelle à éliminer les populations « parasites » comme les Juifs et les gitans. Selon l'UNR, une ségrégation ethnique et une épuration raciale sont nécessaires pour faire de la Russie un Empire puissant et menaçant (Parland, 2005 : 88). Selon Shireen Hunter, l'UNR ne se prononce pas sur les musulmans et l'islam, mais leur idéologie suppose une attitude raciste envers tout individu n'étant pas d'origine ethnique russe (Hunter, 2004 : 188). Au contraire d'Hunter, Shenfield défend que le programme de l'UNR se prononce non seulement contre l'Ouest et les Juifs, mais aussi contre l'Est et son problème de surpopulation :

...the East relieves its overpopulation by sending migrants to conquer Russian land (RNU Website). Here then we have a double polarity : Russians/Jews and Russians/Asiatics. In practical terms, the threat from the East was most immediately

embodied in the Chinese and the Muslim peoples of the Caucasus and Central Asia. (Shenfield, 2001 : 122)

D'autres groupes racistes ont vu le jour en Russie à partir de 1990. L'un d'entre eux est le Parti du pouvoir national russe dont l'une des idées principales est que le droit de vote et le pouvoir en Russie doivent être attribués seulement aux Russes natifs. Hunter explique qu'à la base d'une telle prudence se trouve la conviction suivante : les citoyens russes venant par exemple du Caucase ou encore d'Asie centrale peuvent promouvoir les intérêts d'un autre pays aux dépens des intérêts de la Russie. Ainsi, par le fait que les musulmans de Russie partagent des liens culturels, religieux et ethniques avec d'autres pays, ils constituent une minorité ethnique envers laquelle il est impossible d'avoir totalement confiance. Conséquemment, elle ne peut jouer un rôle significatif dans la vie politique de la Russie et occuper des postes décisionnels d'importance. Par leur idéologie, les mouvements nationalistes encouragent un chauvinisme extrémiste et plusieurs d'entre eux sont les auteurs d'attaques raciales sur l'ensemble du territoire russe.

En effet, de plus en plus de meurtres et d'actes violents sont commis à l'égard des *Tchiornye* (Noirs, Turcs, Caucasiens, populations d'Asie centrale). Galina Kozhevnikova, directrice de l'ONG russe *Sova* spécialisée dans l'étude des violences xénophobes, relate d'ailleurs qu'en 2006 « la Russie a connu 308 attaques à caractère racial. Sur ce nombre, 39 ont été fatales et 28 se sont déroulées à Moscou ». Pour sa part, Sergueï Mirnov, président du Conseil de la Fédération (chambre haute du parlement russe) reconnaît que « le nombre des agressions contre des étrangers a triplé en Russie en 2006 après avoir augmenté de 84% entre 2000 et 2005. » (Nouvelles d'Arménie, 2006 : racisme, article 1). En avril 2006 par exemple, le ministre culturel de Kabardino-Balkarie - une république caucasienne de la Fédération de Russie à forte population musulmane - est attaqué par un groupe de skinheads lui criant : « La Russie aux Russes! ». (The Moscow Times, 2006 :

racisme). Le 4 novembre 2006, lors de la Journée de l'Unité du peuple russe, un millier de nationalistes russes ont manifesté non loin du parc Gorki à Moscou pour protester contre l'immigration illégale. La députée Irina Saveleva du Parti nationaliste de gauche *Rodina* (La Patrie) exprime une des idées motrices de la manifestation : « Nous devons nous débarrasser des immigrés illégaux. Ils occupent nos emplois. La drogue et le terrorisme arrivent par eux! » (Nouvelles d'Arménie, 2006 : racisme, article 2).

En somme, le programme des ultranationalistes est hostile envers la minorité musulmane, car comme Shireen Hunter affirme, « if the renaissance of the Russian nation depends on genetic purification, the Muslims will be victimized. » (Hunter, 2004 : 188).

2.1.5. NATIONALISME RÉFORMISTE.

À la base de ce courant représenté entre autres par le général Aleksandr Lebed⁵⁶ se trouve la nécessité de rendre à la Russie sa puissance, son indépendance et sa prospérité en harmonisant les réalités historico-culturelles de la Russie avec les besoins de la modernisation politique et économique. Selon Lebed, pour que la Russie atteigne le statut auquel elle est destinée, des politiques pragmatiques, patriotiques et protectionnistes s'avouent nécessaires en plus de redonner un rôle central aux Forces Armées. Le projet de la reconstruction de la Russie est avant tout alloué aux Russes ethniques, mais cet ethnocentrisme est modéré par l'idée que tous les citoyens russes, de souche ou non, peuvent y participer. Sur le plan religieux, Lebed soutient que la Russie est un pays de religion orthodoxe, mais il reconnaît aussi le judaïsme, l'islam et le bouddhisme. Cette tolérance religieuse découle du fait que Lebed ne perçoit pas les minorités religieuses comme étant des menaces aux

⁵⁶ Aleksandr Lebed est décédé le 28 avril 2002 suite à un accident d'hélicoptère en Sibérie.

intérêts nationaux russes, particulièrement son intégrité territoriale. Il a donc une attitude ni chaude ni froide envers l'islam et a critiqué la politique du gouvernement russe en Tchétchénie.

2.1.6 VLADIMIR POUTINE.

Pour Shireen Hunter, l'identité nationale russe développée par l'administration Poutine combine des valeurs universelles et des valeurs traditionnelles russes comme le christianisme orthodoxe et le patriotisme (sentiment de fierté pour son propre pays, pour ses accomplissements et son histoire) qui ne sont pas significatifs pour les Russes non ethniques, particulièrement les musulmans (Hunter, 2004 : 195).

Par rapport à ces derniers, Vera Tolz soutient qu'au début de son règne, Poutine a d'ailleurs fait de nombreuses déclarations publiques anti-islamiques. Il suffit de se rappeler sa proclamation du mars 2000 au *Times* londonien comme quoi si les extrémistes tchéchènes ne sont pas arrêtés, il y aura islamisation de la Russie (Brudny, Frankel et Hoffman, 2004 : 173). Toutefois, selon Andrei Minatchev et Jacques Lévesque⁵⁷, Poutine prend soin aujourd'hui de faire la distinction entre les islamistes extrémistes et les musulmans : « Ce serait une erreur de mettre le signe d'égalité entre les musulmans dans leur ensemble et les fanatiques religieux. » (Minatchev et Lévesque, 2004 : 65). Lors d'une entrevue accordée au journal malaisien *New Straits Times* en juillet 2003, le chef du Kremlin affirmait même que la Russie faisait partie, dans une certaine mesure, du monde musulman (Lévesque, 2006 : 64).

⁵⁷ Andrei Minatchev est candidat au doctorat en Science politique à l'Université du Québec à Montréal. Jacques Lévesque est professeur au Département de Science politique de l'Université du Québec à Montréal et directeur de recherches au CEPES.

Nonobstant les discours désormais intégrationnistes envers l'islam – l'islam est une des religions traditionnelles de la Russie et a conséquemment une place indéniable dans la société russe - l'État semble avoir de la difficulté à tenir ses promesses de soutien au développement des communautés musulmanes et tend davantage à contrôler les institutions musulmanes, à interdire les activités des élites musulmanes plus indépendantes et à rester coi devant les besoins socio-économiques des régions musulmanes⁵⁸. De plus, selon l'ensemble des spécialistes, les politiques électorales, juridiques et fédératives mises en branle par l'administration Poutine risquent d'exacerber les communautés musulmanes. Des lois comme la *Loi sur la liberté de conscience et sur les associations religieuses* (1997), la *Loi sur les partis politiques* (2001) et la *Loi pour combattre les activités extrémistes* (2002) restreignent les activités des organisations religieuses et politiques musulmanes pour plusieurs raisons : en leur interdisant un statut d'organisme officiel, en les empêchant de fonder un parti politique sur une base ethnique et religieuse, en les soumettant à de sévères conditions pour devenir un parti politique, et en permettant au gouvernement de bannir toutes les organisations politiques suspectées d'activités extrémistes. Par ailleurs, en raison de la suprématie présidentielle, de la domination de la scène politique par le parti de Poutine *Edinaïa Rossia* (Russie Unie) et des divisions internes au sein même des élites musulmanes alimentées par le Kremlin, aucun parti représentant l'ensemble des peuples musulmans de Russie n'a pu émerger jusqu'à ce jour (Laruelle et Peyrouse, 2005 : 171). Certes, Poutine encourage une coopération stratégique avec les États musulmans, mais selon Hunter, il ne voit pas d'affinité spirituelle particulière entre l'islam et le christianisme orthodoxe. En fait, son pragmatisme fait de lui un Président reconnaissant l'importance de montrer de l'appréciation aux musulmans et à l'islam, mais sans plus (Hunter, 2004 : 197).

⁵⁸ Les musulmans de Russie sont parmi les segments de la population russe les moins avantagés au plan social et au plan économique.

Le défi pour l'administration Poutine est, selon plusieurs analystes, celui de véhiculer une idée nationale basée sur des principes légaux (nationalisme de type civique), et non pas sur des référents ethniques (type oriental) et religieux (type sudiste). Ce défi s'avoue important pour la Russie qui comporte en son vaste territoire un nombre important de minorités ethniques.

Ainsi, suite à de longs débats toujours en cours aujourd'hui, la nouvelle identité nationale russe qui émerge graduellement tend vers l'ethnocentrisme et le monoculturalisme. La Russie est donc encore loin d'être un pays où la notion de multiculturalisme est intégrée non seulement dans les discours, mais dans les politiques et dans la vie quotidienne. La prédominance de la culture russophone et la supériorité numérique des Russes ethniques défient en partie les concepts de multiethnicité, de multiculturalisme et de polythéisme. Il sera intéressant de voir dans les années à venir si l'affirmation de la culture et de l'identité russes ne sera pas faite aux dépens des autres groupes ethniques et culturels de la Russie, particulièrement des musulmans. Qu'en est-il maintenant de la vision de l'islam au sein des différentes doctrines de la politique étrangère de la Russie post-soviétique, c'est-à-dire l'Euro-Atlantisme, l'Eurasianisme, le Multipolarisme et le Pragmatisme?

2.2. LES DOCTRINES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE RUSSE ET LEUR VISION DE L'ISLAM.

2.2.1. L'EURO-ATLANTISME.

Immédiatement après l'effondrement de l'URSS, un débat au sein des élites politiques s'articule autour des priorités diplomatiques de la Russie post-soviétique et de ses relations avec le reste du monde. Jusqu'en 1996 environ, c'est le pôle

occidentaliste qui domine le débat sur l'identité et les intérêts nationaux russes⁵⁹. La doctrine Euro-Atlantiste représentée par le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Andreï Kozyrev, est un reflet de cette domination. Selon les Euro-atlantistes, la Russie doit aligner sa politique étrangère avec l'Ouest et plus particulièrement avec les Etats-Unis, parce que, comme le répétait souvent le Président Eltsine, « Russia and the US have common interests » (Fawn, 2003: 13). Convaincus que la Russie est un pays fondamentalement européen ayant perdu son chemin au cours de l'Histoire, les Euro-Atlantistes croient qu'il est naturel dans ce cas que la Russie ressente le besoin de retourner vers l'Occident et d'abandonner toute prétention messianique. Leur vision du monde est que la transformation de la Russie en un pays « normal », c'est-à-dire prospère, libéral et démocratique, remplacera la confrontation Est-Ouest par une confrontation Nord-Sud.

Conformément à cette nouvelle division du monde, le Nord (riche et civilisé) se voit menacé par le Sud (pauvre et barbare) d'où jaillissent des problèmes de migration, de terrorisme et d'islamisme extrémiste. Aux dires de Ilya Prizel⁶⁰, la lecture que font les Euro-Atlantistes de l'occupation mongole dévoile bien leur désir d'être rattaché à l'Ouest : « The Tatar domination of Russia did not result in a cultural symbiosis with the East as some Eurasianists would have it, but was instead a foreign occupation that scarred Russia's psyche for centuries. » (Prizel, 1998 : 241). L'expansion russe vers l'Est et vers le Sud n'a en fait jamais reflété la préoccupation de la Russie à l'égard de ses racines asiatiques, mais bien plutôt le désir d'outrepasser son complexe d'infériorité envers les puissances européennes (Prizel, 1998 : 241).

Durant les premières années d'existence de la Russie, la politique étrangère à l'égard des États d'Asie centrale est d'ailleurs influencée par cette peur de la

⁵⁹ Plusieurs experts disent que le déclin du pôle occidentaliste a commencé au printemps 1992.

⁶⁰ Ilya Prizel est professeur de Science politique et d'Histoire à l'Université de Pittsburgh. Il est éditeur du journal trimestriel *East European Politics and Society*.

propagation des problèmes issus du Sud (problèmes réels ou exagérés⁶¹) au sein des populations musulmanes de la Fédération autant que par des intérêts économiques et politiques (Hunter, 2004 : 237). Pour lutter contre ces menaces, dont l'islam, l'Euro-Atlantisme fait de l'Ouest l'allié naturel de la Russie. La menace islamique sert même d'argument à Boris Eltsine qui, durant les meilleures années du réchauffement des relations russo-américaines, propose un partenariat russo-occidental dont l'extrême finalité est de créer un système de défense nordique collectif contre les agresseurs potentiels du Sud. Cette alliance nordique n'a jamais vu le jour pour plusieurs raisons. L'une d'entre elles est le refroidissement des relations russo-américaines, refroidissement causé par des décisions politiques de l'Occident ayant déçu les élites moscovites. Notons à titre d'exemples l'expansion de l'OTAN, la réaction occidentale face à la première guerre en Tchétchénie ou encore les dénouements diplomatiques et militaires en Bosnie et au Kosovo. Toutefois, l'idée d'une alliance entre les Etats-Unis et la Russie contre la menace islamique est revenue à l'agenda en 2001, après les attentats terroristes de New York. Selon Shireen Hunter, les Euro-Atlantistes perçoivent donc la Russie comme étant le chef de file d'un système de défense contre la menace islamique, au même titre que la Russie tsariste a sauvé l'Occident des incursions musulmanes (Hunter, 2004 : 291). Par conséquent, la Russie doit rester présente en Asie centrale et au Caucase afin de s'assurer du bon développement de ces régions. Tout en abandonnant le caractère messianique traditionnel de la Russie, les Euro-Atlantistes croient qu'elle doit être un agent de civilisation dans des régions qui ont un potentiel déstabilisateur pour la sécurité internationale.

⁶¹ La guerre civile au Tadjikistan et la chute du régime de Najibullah à Kaboul en 1992 intensifient la peur d'un extrémisme islamique se propageant jusqu'en Russie. Le débat ne porte pas sur la réalité de ces faits, mais sur la manipulation de la peur par les élites russes pour étouffer les mouvements de démocratisation prenant forme dans cette région en y maintenant une présence militaire (Hunter, 2004 : 329).

2.2.2. L'EURASIANISME.

Dès 1992, le concept de politique étrangère des Euro-Atlantistes est la cible de virulentes critiques par l'ensemble de l'élite politique, dont les tenants de la doctrine eurasianiste. En effet, aux yeux des Eurasianistes (entre autres, Vladimir Zhirinovsky, les communistes de Ziouganov et Aleksandr Soljenitsyne), l'Euro-Atlantisme souffre d'idéalisme et de naïveté. Néanmoins, la principale critique est que la doctrine prônée par Kozyrez fait une mauvaise lecture des priorités géopolitiques et des intérêts nationaux de la Russie : *primo*, la menace du Sud et la menace islamique est exagérée; *secundo*, l'obsession occidentale est inadéquate. Dans ce cas, vouloir à tout prix rejoindre l'Ouest sans tenir compte des réalités sociales, économiques, politiques et culturelles de la Russie est une erreur politique fâcheuse devant être rectifiée par l'amélioration et par le développement, entre autres, des relations avec la Chine, l'Inde et certains États du Moyen-Orient. Quoi qu'il en soit, les spécialistes de la Russie rappellent que les Eurasianistes ne sont pas anti-occidentaux, mais qu'ils considèrent la dimension spirituelle orientale de la Russie supérieure à la culture matérialiste occidentale. Selon Prizel, la pensée qui se trouve à la base de l'Eurasianisme est que la Russie « is a distinct civilization whose survival depends on preserving a way of life that is different from, if not contrary to, the civilizations of the West. » (Prizel, 1998 : 256). Les relations avec l'Occident ne doivent donc pas être la priorité du gouvernement russe qui, au contraire, doit porter toute son attention sur les Nouveaux États indépendants (NEI) situés dans l'ancienne zone territoriale soviétique. Pour sa part, Billington soutient que la majorité des Russes comprennent l'Eurasianisme comme l'expression de l'humiliation suscitée par l'effondrement de l'URSS et les réformes libérales, et non pas comme une réelle doctrine de politique étrangère (Billington, 2004 : 73).

Par rapport au monde islamique, les auteurs s'entendent pour dire que l'École Eurasianiste développe des idées contradictoires et ne réussit pas à déterminer si le

Sud musulman est un ami ou un ennemi de la Russie : « the issue the Eurasianists have found the most divisive and difficult to resolve is the appropriate response to the rise of Islamic fundamentalism... » (Prizel, 1998 : 261). En effet, d'un côté, l'École Eurasianiste reconnaît certaines menaces venant du monde islamique incluant l'expansion d'un islam extrémiste pouvant envenimer les relations déjà tendues du pouvoir central russe avec ses républiques musulmanes. Selon cette idée, la Russie serait en fait menacée par la Turquie (reliée à l'Occident) et l'Iran (relié au fondamentalisme musulman) qui s'efforcent tous deux d'établir leur propre hégémonie politique et économique dans le Caucase, en Asie centrale et orientale. Conséquemment, la Russie doit lutter contre le monde islamique et contre le monde occidental (Prizel, 1998 : 259).

Or, un autre pan de l'Eurasianisme encourage au contraire les bonnes relations avec le monde musulman, selon l'idée que pour contrer un ennemi potentiel, le développement de liens d'amitié et de confiance avec lui est nécessaire. Comme Gordon M. Hahn l'écrit, certains Eurasianistes prônent même la création d'une grande alliance russo-musulmane afin de lutter contre l'occidentalisation du monde : « Confessionally, it recommends a « holy alliance » between the Christian Orthodox and Islamic (...) civilizations against the secular American or « Atlantist » globalizing juggernaut. » (Hahn, 2007 : 232). Toutefois, Shireen Hunter affirme qu'une telle alliance ne peut voir le jour en raison de la mauvaise dynamique entre la population musulmane de Russie avec l'élite politique moscovite et à la présence américaine dans un nombre élevé de pays musulmans (Hunter, 2004 : 298). D'autres Eurasianistes, tout comme Zhirinovskiy, croient que la menace islamique peut se résorber seulement si la Russie occupe et annexe les territoires de la Turquie, de l'Iran et de l'Afghanistan (Prizel, 1998 : 262).

Ainsi, après avoir critiqué l'Euro-Atlantisme d'idéalisme exacerbé, Prizel, Hunter et Billington s'entendent pour dire que l'Eurasianisme en est aussi victime.

Pour cette raison, les élites politiques russes ne s'y intéressent jamais totalement et n'en retiennent que quelques éléments. Notons à titre d'exemples de l'influence eurasienne au sein du Kremlin, le délaissement de l'occidentalisme radical de Kozyrev et le retour en force du proche étranger comme priorité de la politique internationale de la Russie.

2.2.3. MULTIPOLARISME.

En 1996, Kozyrev est destitué de son poste de ministre des Affaires étrangères et remplacé par Evgueni Primakov, représentant de la doctrine du Multipolarisme⁶² ou, comme le nomme Ludmilla Selezneva⁶³, d'une politique « d'alternatives » (Fawn, 2003 : 15). À la base de cette doctrine se trouve l'idée du « contrebalancement » (*balancing*), qui peut être définie comme la tendance naturelle des acteurs internationaux de neutraliser l'influence de la puissance dominante et de réduire son habilité à agir de façon unilatérale dans les grands dossiers internationaux et ce, grâce à un comportement collectif d'alliance. Dans le cas de la Russie de Primakov, l'État dominant à contrebalancer est certes les États-Unis. Toutefois, comme Thomas Ambrosio le spécifie, cette politique du contrebalancement ne se veut pas menaçante ni antagoniste à tous les intérêts américains, car les tenants de la multipolarité sont conscients de l'importance de promouvoir les relations diplomatiques et économiques avec les États-Unis (Ambrosio, 2005 : 84). Concrètement, l'établissement d'une infrastructure globale multipolaire permettrait non seulement à la Russie de mettre un frein à l'hégémonie économique, politique et culturelle américaine, mais aussi d'augmenter son poids et son influence dans les grands dossiers de la scène internationale, et de créer un environnement international propice au développement de ses activités commerciales. Pour atteindre les objectifs du contrebalancement, la

⁶² Selon Jacques Lévesque, le Multipolarisme est en fait la doctrine du Réalisme classique de politique étrangère. Nous utilisons tout de même le terme « multipolarisme » en raison de son importance quantitative dans les textes portant sur la politique étrangère russe des années 1990.

⁶³ Ludmilla Selezneva est docteure en Histoire de l'Université de Rostov-sur-le-Don.

Russie tisse des liens avec la Chine et avec l'ensemble des États parias (*rogue states*), c'est-à-dire la Corée du Nord, l'Iran, l'Irak, Cuba et la Serbie (Ambrosio, 2005 : 84).

Avec la Chine, des projets militaires, économiques et sécuritaires sont mis de l'avant. Il suffit de penser à l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). Avec les deux pays musulmans – l'Iran et l'Irak – la politique de rapprochement s'avoue beaucoup plus difficile. En effet, après la chute de l'URSS, la peur que l'Iran exporte un fondamentalisme islamique au sein des NEI de l'Asie centrale n'ayant pas trouvé écho dans la réalité, la Russie livre des armes et des réacteurs nucléaires en sol iranien et en échange, l'Iran s'engage à aider la Russie dans le combat contre les mouvements fondamentalistes (Talibans, Tchétchènes). Toutefois, la prudence iranienne à aider Moscou dans la résolution du conflit tadjik (1992 à 1997) ébranle la bonne entente russo-iranienne basée implicitement sur l'intérêt commun de freiner l'influence américaine en Asie centrale. Aujourd'hui, le dossier nucléaire de l'Iran empêche la Russie d'en faire un réel allié, car le risque de s'aliéner l'ensemble de la communauté internationale est trop élevé. Le rôle multipolaire pouvant être joué par l'Iran est donc limité. Toutefois, la présence de l'Iran à l'OCS en tant que membre observateur démontre la volonté des deux pays à poursuivre leur collaboration. Pour ce qui est de l'Irak, Shireen Hunter fait remarquer que cet État aurait été un partenaire intéressant avant, bien sûr, la présence militaire américaine et britannique en sol irakien (Hunter, 2004 : 301).

En ce qui concerne la menace de l'islamisme extrémiste, Primakov affirme que « there is nothing intrinsic within the Islamic religion of Muslim culture that encourages terrorism » (Primakov, 2004 : 30) et prend soin de faire la distinction entre l'islam fondamentaliste et l'islam extrémiste – le premier prônant une éducation religieuse et la mise en pratique rigoureuse des traditions islamiques, le second ayant pour but d'utiliser la force afin d'imposer un modèle de gouvernement islamique. Selon Primakov, la menace que doit craindre la Russie est celle de l'islam extrémiste,

particulièrement le wahhabisme, de là la nécessité d'une collaboration avec la Chine, l'Inde et les États d'Asie centrale au sein de l'Organisation de Coopération de Shanghai. L'idée derrière une telle coopération est certes de contrebalancer l'hégémonie américaine, mais aussi d'empêcher la montée de mouvements religieux extrémistes qui rendraient réelle la thèse du « choc des civilisations » de Samuel P. Huntington. Pour Primakov, une ségrégation du monde par la religion et la culture serait fatale pour la Russie qui verrait son intégrité territoriale remise en question par des tensions entre chrétiens et musulmans (Primakov, 2004 : 20-21). Malgré cette inquiétude envers l'islamisme extrémiste, le Multipolarisme ne peut être qualifié d'anti-islamique en raison de ses tentatives de rapprochement avec certains États musulmans et de l'analyse modérée de l'islam fait par son principal représentant.

Subséquemment aux attentats terroristes du 11 septembre 2001, la promotion de la grande stratégie russe visant à construire un monde multipolaire s'atténue. À la grande surprise de l'ensemble de la communauté internationale, Vladimir Poutine est le premier chef d'État à exprimer ses sympathies et son support à l'égard de la population et du gouvernement américains. D'État cherchant à contrebalancer l'hégémon, voilà que la Russie s'allie aux États-Unis dans la guerre au terrorisme international. Pour nombreux analystes, cet épisode signale la fin du Multipolarisme officiel et le début du Pragmatisme⁶⁴.

2.2.4. PRAGMATISME.

Au moment où Vladimir Poutine devient Premier ministre à l'automne 1999, la Russie est peu encline à tenir tête aux Américains dans le grand jeu de la politique internationale. L'expérience du Kosovo, durant laquelle l'Ouest a agi sans tenir

⁶⁴ Toutefois, même s'il est possible de différencier le Multipolarisme du Pragmatisme, la politique préconisée par Poutine s'inspire énormément de celle qui a été introduite par Primakov dans les années 1990. La distinction entre les deux termes est donc discutable.

compte de l'avis et de la volonté du Kremlin, constitue une preuve de la difficulté des Russes à changer l'ordre mondial pour rendre ce dernier plus favorable à leur égard. En réaction à cette perte de puissance, plusieurs conseillers en politique étrangère encouragent les dirigeants russes à se concentrer sur les affaires intérieures, particulièrement sur le relèvement de l'économie que la crise financière asiatique a durement touchée. Malgré cette situation défavorable, Poutine a su faire de la politique étrangère « sa chose, l'expression la plus achevée de son pouvoir. » (Gomart, 2003 : 793). Les experts qualifient la doctrine de politique étrangère alors adoptée par Poutine et par son ministre des affaires étrangères Igor Ivanov (1998-2004) de « pragmatique », c'est-à-dire non guidée par une idéologie particulière ni par des sympathies ou des antipathies historiques (Hunter, 2004 : 305). Dans la pratique, Poutine joue ses cartes là où il le peut, quand il le peut et ne cherche en aucun cas à engager de confrontation sérieuse avec les Etats-Unis et ce, même si l'élite russe est déçue du désengagement unilatéral des Américains du traité ABM⁶⁵, de l'élargissement de l'OTAN aux trois Républiques baltes et de la présence américaine en Asie centrale. Comme le dit Gomart, « le président russe a pris acte de l'hégémonie américaine et tente d'en tirer le meilleur parti » (Gomart 2003 : 801). Il faut attendre 2007 pour que Poutine se permette de faire quelques critiques virulentes envers les politiques de Washington. Ses propos publics contre les actions unilatérales américaines ont été particulièrement remarqués lors d'une conférence internationale sur la sécurité à Munich, le 10 février, et lors de l'anniversaire de la victoire sur l'Allemagne nazie, le 9 mai (Lévesque et Piskunova, 2007 : 66).

L'engagement russe dans la guerre au terrorisme international, dont l'élément central est la lutte envers les mouvements fondamentalistes islamiques, pousse l'administration Poutine à se positionner à l'égard du monde musulman. Aux lendemains des attentats spectaculaires de New York, certains analystes font une

⁶⁵ Ce traité, signé en 1974 par MM. Nixon et Brejnev interdisait la mise en place de systèmes antimissiles balistiques.

lecture pessimiste des futures relations entre la Russie et l'islam. En effet, les élites russes décrivant la guerre au terrorisme comme la guerre entre le monde civilisé (auquel la Russie appartient) et le monde barbare (l'islamisme extrémiste), un refroidissement dans les relations russo-musulmanes est tout à fait plausible (Ambrosio, 2003 : 131). Selon Vera Tolz, la possibilité d'un tel refroidissement est accentuée en raison du portrait plutôt négatif de l'islam entretenu par Poutine depuis son ascension au pouvoir (Brudny, Frandel et Hoffman, 2004 : 173). Tout comme Tolz, Agnieszka Moniak-Azzopardi soutient que les attentats du 11 septembre 2001, la situation en Afghanistan, la guerre en Tchétchénie et la dernière vague d'attentats à Moscou et à Beslan, nourrissent une orientation inquiétante au sein du Kremlin qui est « d'amalgamer l'islam officiel au terrorisme. » (Moniak-Azzopardi, 2005 : 108).

Pour sa part, Viatcheslav Avioutskii expose quelques gestes pro-islamiques de Vladimir Poutine et rappelle que, malgré la fermeté extrême du discours de Poutine à l'égard des Tchétchènes (rappelons-nous sa fameuse promesse de « buter les terroristes jusque dans les chiottes ») et de l'islamisme international, l'ancien chef du FSB fait preuve « d'un grand pragmatisme à l'égard des musulmans, en Russie comme à l'extérieur » (Avioutskii, 2005 : 79). Notons premièrement la nomination au printemps 2004 d'un musulman d'origine tatare, Rachid Nourgaliev, au poste de ministre de l'Intérieur. Deuxièmement, la présence de la Russie au congrès de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) tenu en octobre 2003 à Putradjaya en Malaisie, durant lequel Vladimir Poutine fait un plaidoyer pour un partenariat entre la Russie et le monde musulman. Finalement, le rapprochement fait par la Russie envers la Turquie, l'Iran, la Malaisie et l'Arabie saoudite⁶⁶. Pour Avioutskii, ces derniers développements résument la donne promusulmane initiée par le Président Poutine qui rompt avec la politique d'endiguement de l'islam conduit par ses prédécesseurs. En prenant toujours soin de dissocier l'islam « traditionnel » de

⁶⁶ Nous élaborerons davantage sur les relations entre la Russie et certains pays musulmans et sur les initiatives pro-islamiques de Poutine dans le chapitre III.

l'islamisme et en rappelant dès que possible l'aide russe apportée à de nombreux pays musulmans en quête d'indépendance nationale et d'industrialisation, « le maître du Kremlin souhaite rapprocher son pays du monde musulman tant par nécessité que par conviction idéologique. » (Avioutskaa, 2005 : 82).

En somme, il semble que, malgré l'obsession sécuritaire de la Russie envers l'extrémisme islamique, l'élite politique russe s'assure que ses engagements anti-terroristes ne nuisent pas à ses relations avec l'ensemble des États musulmans (Hunter, 2004 : 340).

CONCLUSION DU CHAPITRE II

Au regard de ce deuxième chapitre, nous pouvons affirmer, avec un degré de précaution, que la Russie a une double identité à l'égard de l'islam. Que ce soit au sein des courants idéologiques ou des doctrines de politique étrangère, l'attitude envers l'islam oscille entre rejet/répression et reconnaissance/intégration. En fait, selon Alexei Malashenko⁶⁷ (Waller, Coppieters et Malashenko, 1998 : 189), il est possible de retenir quatre tendances principales⁶⁸. La première tendance regroupe les philosophies, doctrines et politiques qui ignorent tout simplement l'islam en tant que système ethnoconfessionnel. Le nationalisme chrétien d'Aleksandr Soljenitsyne, le nationalisme géopolitique de Vladimir Zhirinovsky et les groupes ultranationalistes (profacistes) entrent dans cette catégorie. Alors que Soljenitsyne conseille le détachement des républiques musulmanes (Hunter, 2004 : 178), Zhirinovsky vise l'expansion du territoire russe jusqu'à l'Océan Indien afin d'éliminer définitivement la menace islamique (Allensworth, 1998 : 197-198). Les groupes ultranationalistes

⁶⁷ Alexei Malashenko est à la tête de la Section des Études islamiques de l'Institut des Études orientales de l'Académie russe des Sciences à Moscou. Il est associé au Centre Carnegie de Moscou.

⁶⁸ Nous classons les deux premières tendances d'Alexei Malashenko dans l'identité répressive et les deux dernières, dans l'identité intégrationniste.

quant à eux prônent une épuration ethnique qui se veut hostile envers les communautés juives, gitanes et musulmanes (Shenfield, 2001 : 122).

La deuxième tendance rassemble pour sa part les élites qui articulent leur idéologie autour de la peur d'un islam potentiellement intégrationniste et fondamentaliste, capable non seulement de rallier les États musulmans aux frontières de la Russie, mais capable aussi de mobiliser les musulmans au sein même de la Fédération. L'Euro-Atlantisme en est un exemple. En effet, les adeptes de cette doctrine pro-occidentaliste de l'époque d'Eltsine ont souvent brandi la menace islamique pour faciliter un rapprochement de la Russie avec l'Ouest, et perçoivent la Russie comme le chef de file d'un système de défense contre le fondamentalisme islamique (Hunter, 2004 : 191).

Troisièmement, il y a la tendance faisant de l'islam un allié stratégique dans la lutte contre la puissance de l'Ouest. C'est le cas du communiste Guennady Ziouganov et du nationaliste géopolitique Aleksandr Dugin dont les philosophies se rapprochent de la doctrine Eurasianiste qui, à l'opposé des Euro-Atlantistes, encourage une coalition russo-musulmane (Billington, 2004). On compte aussi parmi cette école les tenants du Multipolarisme qui perçoivent certains États musulmans comme de potentiels alliés dans l'établissement d'une infrastructure globale multipolaire permettant de contrebalancer l'hégémonie américaine (Ambrosio, 2005 : 89-93).

Finalement, la quatrième et dernière tendance reconnaît l'islam en tant que religion traditionnelle de la Russie, et ne le considère pas comme un danger pour les intérêts nationaux russes. Le réformiste libéral Aleksandr Lebed partage cette vision (Hunter, 2004 : 190-191).

Certes, ces quatre tendances peuvent s'entrecroiser les unes les autres au sein d'un même mode de pensée, parti politique, voire individu. Il semble d'ailleurs en être le cas avec le Parti *Edinaïa Rossia* de Vladimir Poutine. En effet, sur le plan interne, tout en rappelant constamment dans ses discours officiels que l'islam est une des religions traditionnelles de la Russie, le chef du Kremlin participe à la création d'une idée nationale russe qui amalgame des symboles s'avérant significatifs pour les Russes ethniques et les Chrétiens orthodoxes, mais discriminatoires pour les Russes non ethniques, particulièrement les musulmans (Hunter, 2004 : 195).

Sur le plan externe, la doctrine de politique étrangère de l'administration Poutine est qualifiée de « pragmatique » et a pour finalité d'établir des relations pacifiques avec le plus d'États possibles. À l'égard du monde islamique, cette politique étrangère tous azimuts basée sur l'équilibre entre les objectifs et les possibilités de les atteindre, a pour conséquence de mettre en place des rapports anti et pro-musulmans. Cette situation explique le développement et le soutien par Moscou de politiques laissant entrevoir des couleurs et des traits tant islamophobes qu'islamophiles; des couleurs et des traits plus ou moins éclatants selon les circonstances et l'évolution des relations internationales. Est-il alors possible d'affirmer que l'identité répressive et l'identité intégrationniste sont toutes deux réitérées par l'élite au pouvoir en fonction de leur utilité dans la protection et la promotion des intérêts nationaux russes et du statut international de la Russie? Si tel est le cas, quels sont les intérêts nationaux russes se trouvant en amont et en aval de ces deux identités? Nous tenterons, dans le troisième et dernier chapitre de ce mémoire, de répondre à ces questions.

CHAPITRE III

L'IMPACT DE LA DOUBLE IDENTITÉ RUSSE À L'ÉGARD DE L'ISLAM DANS LA CONSTITUTION DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE ET DU STATUT INTERNATIONAL DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE.

Dans ce dernier chapitre, nous explorerons l'impact de la double identité russe à l'égard de l'islam dans la constitution de la politique et des statuts internationaux de la Fédération de Russie, et de son rapport avec certains intérêts nationaux russes comme la préservation de l'intégrité du territoire, le renforcement de la sécurité, l'intégration dans l'économie mondiale et l'accroissement de l'engagement russe dans les différents dossiers internationaux.

Nous verrons dans un premier temps les relations établies entre la Russie de Vladimir Poutine et différents pays du monde arabo-musulman, afin de voir quels sont les intérêts nationaux russes qui y sont défendus. C'est ainsi que nous étudierons les rapports récents développés par la Russie avec les pays d'Asie centrale - le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, la Kirghizie, le Tadjikistan -, et l'Afghanistan. Nous examinerons ensuite les rapports de la Russie avec le seul pays musulman de la Transcaucasie - l'Azerbaïdjan - et avec deux voisins méridionaux de cette région, l'Iran et la Turquie. Nous terminerons cette première section par l'étude des relations de la Russie avec certains pays du Moyen-Orient comme l'Arabie saoudite, l'Égypte, la Jordanie, la Syrie, la Libye, les Émirats arabes unis, et avec un pays d'Asie du Sud-Est, la Malaisie. Nous verrons quels sont les divers domaines de coopération et de tensions, ainsi que le rôle du facteur islamique dans la constitution de leurs politiques communes.

Dans la dernière section, nous étudierons le double statut international défendu par la Russie, c'est-à-dire celui de membre indispensable dans la lutte contre le terrorisme international basé sur l'extrémisme islamique (wahhabisme), et celui d'État multinational et multiconfessionnel, médiateur entre les mondes islamique et chrétien. Nous verrons tout d'abord les sources de légitimation de ces différents statuts pour ensuite se concentrer sur leurs conséquences (positives et négatives) dans la politique internationale de la Fédération de Russie.

3.1. LA FÉDÉRATION DE RUSSIE, LE MONDE MUSULMAN ET LES INTÉRÊTS NATIONAUX RUSSES.

3.1.1. L'ASIE CENTRALE ET L'AFGHANISTAN.

Dans les premières années d'existence de la Fédération de Russie, le facteur islamique, particulièrement la peur de l'extrémisme islamique et son potentiel déstabilisateur, a joué un rôle clef dans la formation des politiques russes à l'égard des Nouveaux États indépendants de l'Asie centrale.

En 1992, alors que le gouvernement Eltsine est tourné vers l'Ouest, une guerre civile éclate au Tadjikistan (1992-1996)⁶⁹ et le régime du gouvernement russe de Najibullah à Kaboul s'effondre. Les troubles au Tadjikistan et en Afghanistan intensifient alors la peur, chez les dirigeants russes, de la propagation de l'extrémisme islamique partout en Asie centrale et au sein des populations musulmanes de Russie (Hunter, 2004 : 328). Cette menace était-elle réelle ou exagérée? Alors qu'un grand nombre de spécialistes affirment qu'elle était exagérée, Flemming S. Hansen⁷⁰ soutient que la Russie a tout de même joué cette carte avec sincérité. Selon lui, la pression faite par Moscou sur le Président tadjik pour faire progresser les négociations et mettre fin à la guerre civile est une preuve que les dirigeants russes « feared the spill-over effect of events in neighbouring Afghanistan. » (Hansen, 2004 : 58). De plus, le fait que leur présence en Asie centrale

⁶⁹ Les experts affirment que les racines du conflit sont davantage politiques et régionales qu'ethniques et religieuses. Le facteur islamique a joué davantage un rôle dans la guerre civile afghane que dans celle des Tadjiks. C'est la peur de voir l'extrémisme islamique afghan se répandre dans un Tadjikistan à feu et à sang qui ont poussé les Russes à s'investir autant dans ce conflit, car comme le président de la Commission des Affaires étrangères du parlement russe, Evguenii Ambartsumov a déclaré en juillet 1993 : « If Russia leaves Tajikistan... Tajikistan will have been sacrificed to the Islamists. » (Jonson, 2004 : 50).

⁷⁰ Flemming S. Hansen enseigne la politique russe et les Relations internationales à l'Université de Copenhague. Il concentre ses recherches sur la Politique étrangère russe, l'islam en Russie, l'Asie centrale et le Caucase.

représente des coûts matériels et humains (et qu'une telle situation puisse déplaire à un électorat), laisse entendre que l'évaluation de la menace islamique des Talibans n'est pas totalement gratuite (Hansen, 2004 : 59). Néanmoins, les experts s'entendent pour dire que cette peur de la propagation de l'extrémisme islamique a poussé le Kremlin à faire du proche étranger sa priorité et à justifier sa présence militaire dans la région, une présence accueillie parfois tièdement par de nouveaux chefs d'États cherchant à diversifier leur politique étrangère et à sortir de l'ombre russe.

En décembre 1994 débute la première guerre de Tchétchénie. Alors qu'un traité de paix est signé entre Moscou et Groznyï le 31 août 1996, Kaboul tombe entre les mains des Talibans quelques semaines plus tard. Dans le même temps, une montée d'activisme islamique se propage en Ouzbékistan et en Kirghizie avec des groupes comme le Mouvement islamique ouzbek (MIO) et le *Hizb-ut-Tahrir* (Parti de la liberté islamique) (Hunter, 2004 : 335). Ces deux mouvements étant encore actifs aujourd'hui dans l'ensemble de l'Asie centrale, il est important de les définir quelque peu.

Le *Hizb-ut-Tahrir* est un mouvement qui tend à la réislamisation politique et religieuse de la région dans la perspective d'y établir un califat mondial fondé sur la *shari'a* (loi islamique) (Vinatier, 2002 : 224). Mouvement d'abord pacifique, il se radicalise avec les années et appelle maintenant à la guerre sainte et au martyr (Vinatier, 2002 : 229). Les adhérents du *Hizb-ut-Tahrir* proviennent en grande partie de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan, de la Kirghizie et du Kazakhstan. Le Mouvement islamique ouzbek, fondé en 1997, a quant à lui l'objectif de renverser le gouvernement autoritaire d'Islam Karimov en Ouzbékistan. Selon Laurent Vinatier⁷¹, sa formation est le résultat de la répression du pouvoir de Karimov envers la renaissance sociale et politique de l'islam qui a eu cours durant les premières années

⁷¹ Laurent Vinatier est titulaire a travaillé au Bureau du conseiller spécial pour les Affaires d'Europe centrale et orientale du Secrétaire général de l'OTAN.

de l'indépendance ouzbek (Vinatier, 2002 : 229). Les membres fondateurs de ce mouvement, alors contraints à l'exil, ont fait leurs classes dans la guerre civile tadjike et dans les camps talibans afghans. Leur mouvement justifiant l'utilisation de la violence pour arriver à ses fins, des incursions armées sont organisées par des combattants du MOI en 1999, 2000 et 2001 : à partir de l'Afghanistan, ces derniers se sont dirigés vers la Vallée de Ferghana en traversant le Tadjikistan et la Kirghizie. La crainte de la propagation de l'extrémisme islamique et du terrorisme souvent décrite comme « exagérée » par les spécialistes et politiciens russes semblait alors se concrétiser.

En réaction à tous ces événements, Vladimir Poutine fait de l'enjeu du terrorisme et de l'extrémisme islamique les priorités de son agenda politique (Jonson, 2004 : 63). Afin de montrer sa réelle préoccupation pour l'Asie centrale, il y fait de nombreuses visites durant lesquelles il promeut le développement d'une coopération militaire et sécuritaire commune face aux dites menaces. Sa stratégie obtient du succès auprès des dirigeants des pays en question et ce, même si les actes terroristes n'y sont pas nombreux. Des traités bilatéraux sont signés pour mettre en place des troupes frontalières communes, créer une force de déploiement rapide et moderniser les armées grâce à la livraison d'armes russes.

Les attentats du 11 septembre 2001 viennent ébranler la position des Russes en Asie centrale. En effet, devant l'initiative américaine de former une coalition contre le terrorisme international et d'attaquer les régions dominées par les talibans, Vladimir Poutine choisit de faire des compromis aux Etats-Unis. Premièrement, il donne son consentement aux États d'Asie centrale pour l'ouverture de leur espace aérien et l'occupation de leurs bases militaires par les soldats Américains et leurs alliés. Deuxièmement, il affirme que la Russie donnera toutes les informations dont elle dispose sur la localisation et les infrastructures des camps terroristes, ouvrira son espace aérien aux vols des cargos humanitaires allant vers l'Afghanistan, participera

aux opérations de secours et augmentera le support matériel militaire de l'Alliance du Nord.

En donnant son support aux opérations américaines, Vladimir Poutine espérait quelque chose en retour. Selon les experts, le chef du Kremlin souhaitait que les Etats-Unis revoient en sa faveur les dossiers de l'expansion de l'OTAN, de l'adhésion de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de la Tchétchénie (Jonson, 2004 : 86). Les développements politiques subséquents à l'intervention américaine en Afghanistan décevant Poutine dans ses attentes, il s'est empressé de rappeler aux Etats-Unis le caractère temporaire de leur présence en Asie centrale.

Face à la crainte du prolongement de la présence militaire américaine et à la détérioration de l'influence russe dans la région, Vladimir Poutine change quelque peu son discours sécuritaire envers les pays d'Asie centrale et met l'emphase sur l'importance du développement économique régional. Dès lors, il appelle les dirigeants des États en question à mettre en œuvre des projets communs dans les domaines de l'infrastructure, du transport, et de l'énergie et ce, afin d'intégrer leur économie au marché mondial, de créer de l'emploi, d'améliorer les conditions de vie de la population, et de combattre conséquemment la pauvreté, la corruption et la terreur (Jonson, 2004 : 101). Les spécialistes utilisent le terme d'économisation pour identifier l'approche alors privilégiée par Poutine.

Toutefois, comme Anna Zelkina⁷² l'explique, cette nouvelle approche n'est pas sans lien avec les problèmes de sécurité de la région. En effet, les rapports sur les groupes terroristes démontrant que leurs membres sont en grande partie des jeunes hommes sans emploi, l'assainissement économique de l'ensemble de l'Asie centrale

⁷² Anna Zelkina est chercheure au Département de Science politique à l'Université de Londres. Elle est l'auteure de nombreux livres et articles sur le Caucase du Nord et l'Asie centrale.

diminuerait sans aucun doute la force d'attraction exercée par les différents mouvements islamistes radicaux. Zelkina renforce son argument en disant que, dans l'atmosphère d'une économie complètement détruite, l'accès aux armes, à l'entraînement militaire et à un salaire mensuel (300 dollars américains en plus d'un bonus allant de 500 à 1000 dollars américains lors du repêchage de nouveaux membres), constituent des attraits suffisants pour rejoindre des formations terroristes (Zelkina, 2004 : 166). C'est en partie pour renverser cette tendance et améliorer la vie économique régionale que Moscou a signé plusieurs traités et accords bilatéraux avec les pays d'Asie centrale et avec l'Afghanistan.

Avec la Kirghizie par exemple, Moscou concluait dernièrement une entente sur la dette kirghize contractée à l'époque soviétique et ouvrait, en octobre 2003, une base militaire dans la ville de Kant (Jonson, 2002 : 104). Au Turkménistan, Gazprom a réussi à obtenir le droit d'acheter 80% du gaz turkmène et s'est engagé à en acheter 85% à partir de 2008 (Jonson, 2004 : 106). Avec le Tadjikistan, une coopération étroite continue dans le cadre de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC⁷³), de la Communauté économique eurasienne (CEEAE⁷⁴) et de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), et quelques percées économiques se font dans le domaine hydroélectrique. Les relations avec l'Ouzbékistan, quant à elles, se développent surtout sur le plan énergétique, car le territoire ouzbek détient d'énormes réserves d'hydrocarbures. Comme le prouvent son adhésion à la CEEAE en 2005 et le rétablissement de sa participation à l'OTSC en 2006, une coopération croissante entre les deux pays se fait sentir au plan politique et militaire (Vanhoucke, 2007). Le Kazakhstan est pour sa part le partenaire stratégique idéal aux yeux de Moscou

⁷³ L'Organisation du Traité de sécurité collective est le complément politico-militaire de la CEEAE qui regroupe l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, la Kirghizie, l'Ouzbékistan, la Russie et le Tadjikistan.

⁷⁴ La Communauté économique eurasienne est une organisation internationale de coopération économique fondée en 2001 par la Biélorussie, le Kazakhstan, la Kirghizie, la Russie et le Tadjikistan, à laquelle l'Ouzbékistan s'est joint en 2005. La Moldavie, l'Arménie et l'Ukraine en sont des membres observateurs.

compte tenu de sa position géographique centrale sur le continent eurasiatique, de la présence d'une minorité russe de plus de 6 millions d'âmes sur son territoire et de ses importants gisements d'hydrocarbures (Lévesque *et al.*, 2003 : 223).. À ce propos, le Président kazakh, Noursoultan Nazarbaïev, s'engage à les exporter en grande partie via le territoire russe (François, 2007 : 1). Il a de plus convenu avec les Présidents russe et turkmène, à créer un consortium chargé de mettre en branle la construction d'un gazoduc caspien. Selon Renaud François⁷⁵, un tel accord est une victoire pour les Russes sur le monde occidental dans le dossier de la Mer Caspienne⁷⁶, car il rend peu probable la réalisation du gazoduc transcaspéen soutenu par les États-Unis et l'Union européenne (François, 2007).

Finalement, avec l'Afghanistan, François soutient que les relations sont en voie de normalisation (François, 2007). En effet, la réouverture de l'ambassade russe en février 2006 et l'annulation de 90% de la dette afghane en août 2007 vont dans ce sens. Par ce geste, la Russie ouvre la voie à ses entreprises pour qu'elles puissent participer au marché de la reconstruction de l'Afghanistan dans le domaine civil et militaire (François, 2007).

En somme, le facteur islamique - surtout la menace du fondamentalisme islamique - a permis à la Russie de rester en Asie centrale et d'y soutenir une politique économique dynamique. Qu'en est-il maintenant de son rôle dans les relations entre la Russie, l'Azerbaïdjan, la Turquie et l'Iran?

⁷⁵ Renaud François est journaliste à la *Revue Regard sur l'Est*. Ses articles traitent de la situation politique au Caucase, en Asie centrale et en Russie.

⁷⁶ L'effondrement de l'Union soviétique a mis en avant scène la question de l'exploitation des ressources énergétiques de la Mer Caspienne. Les trois nouveaux États riverains (Azerbaïdjan, Kazakhstan et Turkménistan), la Russie et l'Iran ne s'entendant pas sur le statut juridique de cette zone. Alors que la Russie, l'Iran et le Turkménistan s'entendent sur une exploitation commune, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan défendent fermement leur souveraineté et souhaitent exploiter à leur seul profit leur section respective. La question de l'exportation de ces ressources implique les États de la périphérie proche comme l'Arménie, la Géorgie et la Turquie.

3.1.2. L'AZERBAÏDJAN, LA TURQUIE ET L'IRAN.

Les problèmes de sécurité dans le Caucase du Nord amènent Moscou à porter une attention toute particulière à la Transcaucasie, une région aussi appelée Caucase du Sud et regroupant l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan. L'Arménie et la Géorgie n'étant pas des pays musulmans, nous traiterons seulement de l'Azerbaïdjan et de ses deux importants voisins, la Turquie et l'Iran.

Après la chute de l'URSS, les relations entre l'Azerbaïdjan et la Russie sont tendues en raison des aspirations sécessionnistes des Arméniens du Haut-Karabakh⁷⁷ et supportées par Moscou, et aussi en raison de la politique pro-occidentale adoptée par Bakou (Lévesque *et al.*, 2003 : 199). Leurs relations se sont empirées avec la floraison en sol azéri de mouvements extrémistes musulmans (Hunter, 2004 : 344). Lors du déclenchement de la première guerre de Tchétchénie, Moscou a d'ailleurs accusé l'Azerbaïdjan d'abriter des rebelles tchéchènes et de leur offrir une aide militaire et financière. En 1997, la visite du Président tchéchène en Azerbaïdjan pour remercier le Président azéri, Heïdar Aliev, du support octroyé, prouve que les accusations de Moscou ne sont pas sans fondement (Hunter, 2004 : 349). Toutefois, selon Hunter, ce n'est pas le facteur islamique qui encourageait cette aide, mais bien le désir d'affaiblir la Russie dans le dossier des voies d'exportation des ressources de la Mer Caspienne et ce, en rendant le port russe de Novorossisk moins sécuritaire (Hunter, 2004 : 348). Malgré la pertinence de cette remarque, le lien entre les mouvements extrémistes musulmans situés en sol azéri et les combattants tchéchènes donne une dimension islamique considérable aux relations entre l'Azerbaïdjan et la Russie.

⁷⁷ Une région arménienne enclavée en Azerbaïdjan.

En octobre 1999, Aliev limoge son conseiller pro américain Vafa Goulizadé. Ce geste est suivi d'un rapprochement entre Bakou et Moscou qui se reflète dans l'attitude plus sévère de Bakou à l'égard des combattants tchéchènes trouvant refuge sur son territoire (Lévesque *et al.*, 2003 : 218). Ce rapprochement au niveau sécuritaire n'empêche cependant pas l'Azerbaïdjan de coopérer de façon ponctuelle avec l'OTAN et de se laisser charmer par les Etats-Unis et par leur allié au Moyen-Orient, la Turquie.

Membre de l'OTAN, la Turquie fait figure de compétiteur régional de taille pour la Russie, que ce soit dans le domaine économique, énergétique, politique, militaire ou idéologique. Elle a d'abord inquiété la Russie en raison de l'envoi de nombreuses délégations et l'implantation d'institutions islamiques dans les régions musulmanes russes et d'Asie centrale (Hunter, 2004 : 365). Certains intellectuels et politiciens russes ont même soupçonné la Turquie de chercher à entourer la Russie d'États turco-musulmans.

De plus, l'importante diaspora caucasienne en Turquie⁷⁸ reprenant contact avec les musulmans caucasiens de Russie, elle a encouragé Ankara à prendre une position pro-tchéchène. En 1996, il est d'ailleurs reporté que « Chechen flags and portraits of Dzhokhar Dudaev can be seen all over Turkey, and money is collected at every bus station. » (Hunter, 2004 : 363). Selon Robert Olson⁷⁹, plusieurs autres pistes ont amené Moscou à accuser la Turquie de supporter les Tchétchènes en leur fournissant une aide alimentaire, militaire, financière et humaine (Olson, 2001). Après la prise d'otage d'octobre 2002 et l'acharnement des accusations de Moscou, le gouvernement turc a toutefois fait des efforts pour couper les liens entre la diaspora caucasienne et les Tchétchènes russes. Néanmoins, en juin 2003, la Turquie est

⁷⁸ La diaspora du Caucase du Nord présente en Turquie compterait entre 1 à 6 millions de gens (Hunter, 2004 : 363).

⁷⁹ Robert Olson est professeur d'Histoire du Moyen-Orient et de l'islam à l'Université de Kentucky.

toujours perçue comme un pays gênant la politique tchéchène de Kremlin (Hunter, 2004 : 370).

Malgré ce dossier épineux, les deux pays poursuivent leur dialogue et leur partenariat en signant nombreux accords bilatéraux. Le projet *Blue Stream*, un pipeline de 2 100 kilomètres reliant les côtes russe et turque de la Mer Noire et inauguré en novembre 2005, est une preuve de ce désir de coopération. En janvier et février 2007, Istanbul a par ailleurs été l'hôte de la 3^e réunion du groupe de réflexion stratégique « Russie-Monde Musulman⁸⁰ ». De plus, le message de Vladimir Poutine envoyé à Abdullah Gül suite à son élection à la présidence turque en août 2007, exprime bien le sentiment de confiance que Moscou cherche à établir avec Ankara : « Je suis persuadé que la bonne coopération établie entre la Russie et la Turquie se développera à l'avenir également pour le bien de nos peuples, dans l'intérêt du renforcement de la stabilité et de la sécurité de la région. » (RIA Novosti, 2007 : Turquie, article 1). Les relations entre Moscou et Ankara semblent donc emprunter la voie de la coopération économique et celle du dialogue intercivilisationnel.

Outre l'Azerbaïdjan et la Turquie, la Russie entretient des relations étroites avec un autre important acteur musulman - l'Iran - dont le nom officiel est la République islamique d'Iran. Les deux pays coopèrent surtout dans le secteur nucléaire à travers la construction de la centrale Bushehr, et démontrent le désir de former un cartel du gaz.

Le dossier nucléaire s'avère très épineux pour la Russie qui soutient le développement nucléaire civil iranien, car elle doit composer avec les pressions exercées par les Américains pour que Téhéran se soumette aux exigences de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en matière de contrôle et cesse son

⁸⁰ Groupe lancé en mars 2006 par Moscou afin de consolider les réseaux de dialogue et de coordination entre la Russie et les pays musulmans.

programme d'enrichissement d'uranium. Pour ne pas se mettre la communauté internationale à dos, Moscou n'a pas d'autres choix que de jouer ses cartes avec une extrême prudence, une idée soutenue par Mehdi Sanaie⁸¹ : « the pragmatic Russian government has indicated that it can cooperate with Teheran only to a degree that does not impede the promotion of its other interests or international integration processes. » (Sanaie, 2007).

Selon Jacques Lévesque et Ekaterina Piskunova⁸², le soutien des Russes envers Téhéran a montré des signes d'affaiblissement au mois de juillet 2006 lorsque Moscou a accepté d'endosser une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU incluant une menace de sanctions (non militaire). En 2007, Igor Ivanov, l'ancien chef de la diplomatie russe et secrétaire du Conseil de sécurité de la Russie, a davantage refroidi les relations russo-iraniennes en affirmant qu'un État iranien nucléarisé représenterait une menace directe ou indirecte pour la Russie (Lévesque et Piskunova, 2007 : 81). Ce nouveau discours s'explique, selon Lévesque et Piskunova, par le fait que Moscou craint qu'une attaque américaine en sol iranien pousse Téhéran à répliquer et déstabilise ainsi l'ensemble du monde musulman, du Moyen-Orient à l'Asie centrale. Une telle situation ne serait pas sans conséquence pour une Russie à forte population musulmane et en relation avec plusieurs États islamiques. Les deux spécialistes ajoutent une autre raison à l'éventuel désintéressement de Moscou envers le dossier nucléaire iranien : ce dernier comporte moins d'intérêts économiques et politiques que le projet du cartel du gaz, impliquant 16 États producteurs de gaz dont l'Iran (Lévesque et Piskunova, 2007 : 89).

Ainsi, même si ses relations avec l'Iran lui apportent son lot de complications, Moscou continue à percevoir Téhéran comme un partenaire économique intéressant. L'entêtement de la Russie et de l'Iran à la coopération malgré les pressions

⁸¹ Mehdi Sanaie est professeur à l'Université de Téhéran.

⁸² Ekaterina Piskunova est candidate au doctorat en Science politique à l'Université de Montréal.

internationales peut s'expliquer, entre autres, par leur volonté commune d'établir un monde multipolaire (Sanaie, 2007). La création d'un cartel de pays producteurs et exportateurs de gaz naturel s'inscrit d'ailleurs dans cette dynamique de quête de puissance et de lutte contre l'unilatéralisme américain (Lévesque et Piskunova, 2007 : 82-84).

En plus des dossiers énergétiques, la formulation des politiques étrangères russes et iraniennes est influencée par le facteur islamique. À ce propos, Thomas Ambrosio⁸³ rappelle qu'en raison des soubresauts politiques des années 1990 au Tadjikistan, l'Iran a donné son appui à la Russie en s'engageant à lutter contre la propagation de l'extrémisme islamique en territoire russe. Mais le plus important est qu'en 1996, la République islamique a défini la question tchétchène comme une affaire interne à la Fédération de Russie (Ambrosio, 2005 : 91)⁸⁴. L'appui iranien pro-russe dans le dossier tchétchène, mais surtout celui de l'Arabie saoudite, a permis à la Russie de devenir membre observateur de l'OCI (Avioutskii, 2005 : 87).

En somme, les relations de la Russie avec l'Azerbaïdjan, la Turquie et l'Iran sont complexes, instables et parfois contradictoires. Toutefois, elles se poursuivent dans les domaines géostratégiques, sécuritaires et économiques. L'islam joue un rôle non négligeable dans leurs relations en raison des liens historiques, ethniques, linguistiques et religieux que ces nations ont en commun avec celles d'Asie centrale et de Russie, mais aussi en raison du conflit tchétchène. Nous verrons qu'il en est le cas pour plusieurs autres pays du monde musulman.

⁸³ Thomas Ambrosio est professeur associé en Science politique à l'Université d'État du Dakota du Nord. Il enseigne les Relations internationales, le Droit international et les Conflits ethniques.

⁸⁴ Malgré les gestes et les déclarations allant contre le terrorisme et l'extrémisme islamique, Bizhan Torabi écrit que l'Iran s'est montré actif en Afghanistan, où il a contribué à la création d'une armée de 10 000 hommes composée de chiites hazara, et est devenu, en 2001, un refuge pour les islamistes radicaux fuyant l'offensive américaine (Torabi, 2003 : 218-220). À la lecture de l'article de Torabi, il semble donc que l'Iran appuie la politique russe contre les combattants tchétchènes d'un côté, tout en soutenant des groupes terroristes de l'autre (Torabi, 2003 : 219).

3.1.3. L'ARABIE SAOUDITE, LA JORDANIE, LA SYRIE, LA LIBYE, L'ÉGYPTE, LES ÉMIRATS ARABES UNIS ET LA MALAISIE.

À l'époque pré-soviétique, les relations de la Russie avec le monde arabo-musulman du Moyen-Orient se résument à la Turquie et à l'Iran, et ont pour enjeu principal l'accès aux eaux tempérées. Ce n'est qu'à l'époque soviétique que les Russes développent des rapports avec différents pays comme l'Irak, la Syrie, la Libye et l'Égypte sous Nasser (Hunter, 2004 : 382). Après la chute de l'Union soviétique, la diplomatie russe reste présente dans le monde arabe, mais est réduite à la passivité politique. Aujourd'hui, avec Vladimir Poutine en tête d'une Russie renforcée, les relations développées avec le monde arabo-musulman se veulent pragmatiques : la nouvelle Russie veille avant tout à la protection et à l'expansion de ses intérêts nationaux dans le plus d'États possibles (Kreutz, 2007 : 3).

Cette politique « tous azimuts » prônée par Primakov dans les années 90, est surtout mise en pratique à partir du déclenchement de la deuxième guerre de Tchétchénie et les attentats du 11 septembre 2001. En effet, l'alliance des Russes avec les Américains dans la guerre contre le terrorisme international basé sur l'extrémisme islamique a forcé la Russie à devenir pro-active dans le monde arabo-islamique afin de prévenir les conséquences négatives pouvant s'ensuivre au sein de sa propre population musulmane (Kreutz, 2007 : 4). À cette préoccupation sécuritaire s'ajoutent une économie qui a triplé grâce au prix élevé des hydrocarbures et un budget fédéral qui accumule les surplus. Selon Andrej Kreutz⁸⁵, la Russie possède tous les atouts nécessaires lui permettant de réaffirmer sa présence dans le Moyen-Orient (Kreutz, 2007 : 5).

⁸⁵ Andrej Kreutz est professeur de Science politique et de Relations internationales à l'Université de Calgary au Canada.

C'est dans ce but qu'en avril 2005, le Président Poutine s'est rendu en Égypte, en Israël et qu'il a visité les autorités palestiniennes, et qu'en février 2007, il est allé en Arabie saoudite, au Qatar et en Jordanie (RIA Novosti, 2007 : Jordanie, article 2). Ces visites avaient pour dessein l'intensification des relations économiques, l'élaboration d'une vision commune des crises régionales – conflit israélo-palestinien, situation en Irak, en Afghanistan, au Liban, le dossier iranien et tchéchène –, l'harmonisation des intérêts respectifs dans le Caucase et en Asie centrale, et la réaffirmation du soutien mutuel contre l'islamophobie et le terrorisme.

En ce qui concerne le dossier de la guerre en Tchétchénie, c'est l'Arabie saoudite qui s'est avérée la plus farouche à l'égard de l'intervention russe. Selon Hunter, le régime saoudien a donné une assistance militaire, financière, humaine et morale aux rebelles tchéchènes (Hunter, 2004 : 384). Avioutskii confirme ce point en disant que...

...les relations avec l'Arabie saoudite ont longtemps été extrêmement tendues. À plusieurs reprises, Vladimir Poutine a accusé Riyad de permettre à un grand nombre de ses sujets de financer la guérilla en Tchétchénie par le biais de toute une série de fonds caritatifs. Il est vrai que, dès les premiers signes de faiblesse de l'Empire soviétique, les Saoudiens avaient établi des liens étroits avec les Tchétchènes et les Daghestanais. Une délégation de la Ligue islamique mondiale (*Rabita al-Alam Al-Islami*) – organisation basée à La Mecque – s'est rendue à Grozny en 1990 (Avioutskii, 2005 : 88).

Le vent a cependant tourné suite à l'offensive des Américains en Irak et des pressions de plus en plus fortes de ces derniers sur le régime autoritaire du roi saoudien Abdullah. Anxieux de la politique agressive des Etats-Unis dans la région, le roi a cherché réconfort auprès de la Russie. Pour permettre un tel rapprochement, il s'est résolu à supporter l'admission des Russes à l'OCI et à déclarer que le problème tchéchène « should be settled peacefully by means of constitutional procedures within the Russian Federation' framework, based on our conviction that the Chechen

question is Russia's internal affair. » (Kreutz, 2007 : 133). Cette déclaration était fort importante pour Moscou, d'autant plus qu'elle a été suivie par la reconnaissance officielle de la présidence tchétchène pro-russe de Kadyrov (père), et de l'adoption d'un accord sur la participation des États islamiques dans la restauration de l'économie tchétchène sur la base de la solidarité religieuse (Kreutz, 2007 : 133). Ce revirement dans la vision saoudienne du conflit tchétchène a permis aux deux pays de se rapprocher; un rapprochement jugé primordial pour les deux plus grands producteurs de pétrole qui ont récemment trouvé un terrain d'entente pour coordonner leur volume de production (Avioutskii, 2005 : 89).

Au contraire de l'Arabie saoudite, la Jordanie a rapidement défini le conflit tchétchène comme une affaire intérieure russe. Par ailleurs, le roi Abdallah II a reconnu la présente présidence de Kadyrov (fils) et a déclaré, lors d'une visite officielle de ce dernier en août 2007, que son pays accorderait une assistance à la Tchétchénie dans le domaine académique, culturel et dans celui de la santé publique. Il s'est engagé à convaincre d'autres dirigeants de pays islamiques d'en faire tout autant (RIA Novosti, 2007 : Jordanie, article 1). En retour, la Jordanie a réaffirmé son espoir de recevoir plus d'investissements russes dans tous les domaines de son économie. Poutine a réagi positivement à cette requête lors de sa visite en février 2007 (RIA Novosti, 2007 : Jordanie article 2). Les échanges commerciaux, équivalant à un montant de 50 millions de dollars en 2004, risquent donc d'augmenter fortement dans les années à venir (Kreutz, 2007 : 44).

Tout comme la Jordanie, la Syrie considère le conflit tchétchène comme une affaire domestique à la Russie et condamne le terrorisme quelle que soit sa forme. Grâce à leur vision commune sur cet enjeu de sécurité, la Russie et la Syrie ont signé nombreux accords bilatéraux dans le secteur énergétique et dans celui du transport (Kreutz, 2007 : 29). La Libye est, quant à elle, un partenaire intéressant dans le domaine du nucléaire civil et de l'armement. Un contrat de 2,2 milliards de dollars

sera prochainement signé entre Tripoli et Moscou sur l'achat de missiles, de chasseurs et de sous-marins russes (RIA Novosti, 2007 : Lybie, article 1).

La Russie voit en l'Égypte un autre partenaire fiable. Ce pays d'Afrique du Nord a d'ailleurs toujours retenu l'attention de Moscou en raison de sa position géostratégique entre les continents eurasiatique et africain, et en raison aussi de son économie relativement moderne et bien développée (Kreutz, 2007 : 121). Avec sa politique pragmatique « tous azimuts », le Président russe semble donc vouloir profiter des différents atouts égyptiens. La dernière entente signée entre le Président égyptien et lui portant sur la construction d'une zone industrielle russe à l'ouest d'Alexandrie est un projet parmi d'autres qui prouvent le dynamisme de leurs relations (RIA Novosti, 2007 : Égypte, article 1). En ce qui a trait à l'islam, Moscou n'a jamais craint que Le Caire appuie les séparatistes tchétchènes ou d'autres mouvements islamistes, parce que le régime séculier égyptien lutte lui aussi contre le fondamentalisme islamique. Par ailleurs, le peu d'enthousiasme que l'Égypte a démontré envers la renaissance islamique en Russie a toujours réconforté Moscou. Le fait aussi que le facteur islamique n'est pas une donnée importante de la politique étrangère égyptienne facilite leurs rapports diplomatiques (Kreutz, 2007 : 121).

Dans son désir d'établir de bonnes relations avec le plus d'États musulmans possibles, Vladimir Poutine a fait sa première visite officielle aux Émirats arabes unis en septembre 2007. Au cours de son séjour, le Président russe a inauguré un forum d'affaires russo-arabes et a signé plusieurs accords et protocoles bilatéraux, dont un sur le règlement de la dette de l'ex-URSS. À la veille de son arrivée, une cérémonie de pose de la première pierre de la première église orthodoxe a eu lieu dans l'émirat de Charjah. Selon de nombreux experts, cet événement s'inscrit dans la promotion du statut de médiateur entre les mondes islamique et chrétien prôné par la Russie; un statut que nous approfondirons ultérieurement (RIA Novosti, 2007 : Émirats arabes unis, article 1).

En dehors du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord, la Russie intensifie aussi ses relations avec la Malaisie, un pays musulman de l’Asie du Sud-Est et ce, tant au niveau de sa politique extérieure qu’au niveau économique. En août 2003, la société *Rosoboroneksport* a signé avec l’État malaisien un accord commercial de 900 millions de dollars portant sur la fourniture d’armement russe. Le volume des échanges, de 420 millions de dollars en 2001, était de 740 millions en 2003. Lors de sa tournée officielle en Malaisie en juin 2007, Vladimir Poutine a affirmé vouloir augmenter le chiffre d’affaires au-dessus de 2 milliards de dollars (RIA Novosti, 2007 : Malaisie, article 2). Le Président russe et le Premier ministre malaisien, Abdullah Ahmad Badawi, ont aussi convenu renforcer leur coopération en matière de politique étrangère afin de travailler à la préservation d’un monde multiculturel et multiconfessionnel, de promouvoir le partenariat entre les différentes civilisations et religions, et d’établir un monde démocratique et juste fondé sur le droit international (RIA Novosti, 2007 : Malaisie, article 1). Les relations entre la Russie et la Malaisie reflètent en fait à elles seules les intérêts de la Russie dans son rapprochement avec le monde musulman : le développement d’une coopération économique renforçant sa position dans l’économie mondiale, et le développement de relations diplomatiques renforçant sa position sur la scène internationale.

À la lumière de cette section, nous pouvons affirmer que la présence d’une minorité musulmane en Russie et de nombreux intérêts nationaux ont un impact non négligeable dans le processus de construction de la politique étrangère russe, en la poussant à traiter ses relations avec le monde islamique avec une extrême délicatesse et en lui donnant les raisons politiques, économiques et culturelles pour développer de telles relations.

Nous approfondirons maintenant le double statut international de la Fédération de Russie à l’égard de l’islam – l’un islamophobe, c’est-à-dire celui d’État civilisé, expérimenté et incontournable dans la lutte contre le terrorisme international basé sur

l'extrémisme islamique; l'autre, islamophile, celui d'État multinational et multiconfessionnel, médiateur des mondes chrétien et musulman. Nous analyserons aussi les intérêts nationaux nourrissant ou découlant de ce double jeu.

3.2. LE DOUBLE STATUT INTERNATIONAL DE LA RUSSIE ET L'ISLAM.

3.2.1. UN ÉTAT INCONTOURNABLE DANS LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME INTERNATIONAL.

Depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001, la Russie est reconnue mondialement comme un État expérimenté et indispensable dans la lutte contre le terrorisme international basé sur l'extrémisme islamique (wahhabisme). Les autorités russes justifient leur statut en rappelant que « leur pays est confronté à ce phénomène depuis longtemps, qu'il a vécu le traumatisme qui en résulte et qu'il a commencé cette lutte en solitaire. » (Lévesque et Minatchev, 2004 : 66). Dans le contexte russe, le terrorisme international et l'extrémisme islamique sont étroitement liés au séparatisme armé tchétchène. La preuve est qu'il est quasiment impossible, dans les discours officiels des dirigeants russes, de distinguer clairement les combattants tchétchènes, des wahhabistes et des terroristes. Cet amalgame a d'ailleurs été formulé par l'administration Poutine bien avant les attentats du 11 septembre 2001 et a constitué un des arguments clefs dans le processus de légitimation de la deuxième intervention armée en Tchétchénie. Selon Robert Bruce Ware⁸⁶, c'est pourquoi la deuxième guerre de Tchétchénie n'a pas été décrite par les autorités russes comme une campagne anti-séparatiste, mais comme une lutte contre le terrorisme et l'islamisme internationaux (Sakwa, 2005 : 96). Face à un tel constat, une question se

⁸⁶ Robert Bruce Ware est professeur associé à la Southern Illinois University Edwardsville.

pose : la crainte, les mesures de sécurité et le statut revendiqué par la Russie étaient-ils et sont-ils toujours justifiés?

Comme nous l'avons déjà mentionné, de nombreuses études démontrent que le wahhabisme dans le Caucase est le résultat de la première guerre tchétchène de 1994-1996, en raison de l'utilisation de l'islam pour mobiliser et inspirer les combattants alors aidés financièrement par des groupes comme Al Qaeda (Hugues, 2007 : 98). Selon Tishkov, c'est particulièrement sous l'influence de l'ancien chef militaire des forces tchétchènes, Shamil Bassayev, que les guerriers se sont munis de bandeaux verts, ont justifié le sang et les sacrifices par la guerre sainte au nom d'Allah, ont précédé leurs combats par des prières et ont nommé leurs troupes « Les guerriers de l'islam » (Tishkov, 2004 : 172). Comme Ivan Soukhov l'écrit :

Depuis le début de la deuxième guerre en Tchétchénie, la résistance y est devenue de moins en moins séparatiste et de plus en plus religieuse, les terroristes se sont mis à proclamer que leurs attentats faisaient partie du djihad mondial, tandis que derrière leur dos planait vaguement l'ombre des communautés musulmanes du Moyen-Orient qui leur accordaient un soutien financier et militaire, sinon moral. (RIA Novosti, 2007 : article d'Ivan Soukhov).

De nombreux signes prouvant le lien entre les séparatistes tchétchènes et les groupes terroristes internationaux étaient donc présents pour que le Président Poutine décrive la Tchétchénie comme un État terroriste et une base illégale du terrorisme international. Conséquemment, il a pu justifier son intervention armée avec la loi intitulée « Lutte contre le terrorisme » de 1998 permettant l'utilisation de l'armée dans des opérations antiterroristes (Hugues, 2007 : 111-112). Cette intervention a-t-elle toutefois apporté quelques améliorations? A-t-elle freiné la propagation de l'extrémisme islamique?

Gordon Hahn répond négativement aux questions précédentes et soutient que la Russie constitue toujours un bassin de recrutement important pour le *djihad* islamiste international. Selon lui, le réseau islamiste s'est même élargi et déplacé plus profondément dans les terres musulmanes de la Russie. Il poursuit en disant que cette situation comporte de nombreux risques pour la sécurité régionale et globale. En effet, selon son analyse, l'émergence d'un réseau terroriste étendu en Russie relié à des groupes terroristes internationaux peut déstabiliser l'ensemble du pays en engendrant une guerre civile dans plusieurs régions musulmanes de la Fédération. La sécession d'une ou de plusieurs républiques musulmanes permettrait alors l'établissement d'un califat islamiste en Russie devenant la base territoriale du mouvement djihadiste global. Hahn poursuit en disant que la désintégration ou du moins l'affaiblissement de l'État russe rendrait possible l'acquisition d'armes de destruction massive par les groupes terroristes. Une telle situation constituerait une menace pour la Russie, les États-Unis et l'ensemble du monde occidental (Hahn, 2007 : 221-230).

L'analyse de Hahn est une des plus alarmistes au sujet de l'islam radical en Russie et n'est donc pas partagée par tous les spécialistes⁸⁷. En effet, certaines analyses se font moins inquiétantes, comme celle de la journaliste Eva Kochkan qui précise, dans un de ses articles, que les islamistes radicaux ne sont que des groupuscules situés sur une zone très réduite, et que pour cette raison, « il ne faut pas exagérer l'ampleur de la « menace islamiste » (Kochkan, 2001). Toutefois, la grande majorité des experts soutient que le borbier tchéchène et la menace du terrorisme islamique créent une instabilité domestique en Russie donnant à Poutine le prétexte nécessaire pour continuer sa politique de recentralisation et de coercition, car comme Lévesque et Minatchev l'expliquent, les Russes voient dans la faiblesse des structures étatiques la force du terrorisme (Lévesque et Minatchev, 2004 : 62). Ivan Soukhov

⁸⁷ Nous tenons à spécifier que nous prenons nos distances par rapport aux propos alarmistes de Gordon Hahn.

complète cette idée en affirmant que dans le cas des républiques du Caucase du Nord, l'insuffisance et l'inefficacité du système gouvernemental est intensifiée par l'incompétence, la corruption et les intérêts claniques des autorités régionales. En conséquence, « Russia is compelled to defend its interests in the Caucasus, while resorting to unacceptable methods and instruments. » (Soukhov, 2005). Cette instabilité généralisée et les méthodes coercitives utilisées pour y remédier stimulent, selon lui, la création de structures politiques et sociales parallèles appelées « *djamaats* islamiques »⁸⁸. Les *djamaats* ne sont pas tous des groupes terroristes, mais ils créent un sentiment d'appartenance parmi leurs membres qui affaiblit celui pouvant être ressenti envers la Russie, parce qu'ils forment un lieu où les normes sociales officielles n'ont pas de pouvoir (Soukhov, 2005). Face à ce phénomène, qui dissipe la souveraineté russe, Hahn soutient que le pouvoir central tend vers des solutions drastiques et autoritaires qui aiguillonnent la déloyauté des jeunes musulmans russes et la propagation de l'idéologie de l'islam radical (Hahn, 2007 : 58). Ce dernier propos est modéré par John O'Loughlin, professeur de géographie à l'Université du Colorado qui, grâce à une étude portant sur les incidents violents survenus dans les républiques du Caucase du Nord et dans les régions de Stavropol et de Krasnodar entre août 1999 et août 2007, a remarqué un déclin des incidents violents après 2001 suivi d'une nouvelle montée en mars 2007. O'Loughlin explique cette augmentation par les mesures de coercition et les nombreuses arrestations entreprises par les autorités (particulièrement les autorités ingouches), mais n'indique en aucun temps que ces violences sont en lien avec l'islamisme radical (O'Loughlin, 2008).

Malgré les analyses plus modérées, la grande majorité des spécialistes s'entend pour dire que les enjeux du terrorisme et de l'islamisme radical ont servi

⁸⁸ Le terme arabe *djamaat* désigne à l'origine une association de gens qui n'est pas nécessairement impliquée dans des activités politiques et militaires. Mais aujourd'hui, le terme comporte une connotation militaro-religieuse et fait référence aux groupes de djihadistes. La méthode organisationnelle des *djamaats* de combat est celle présentement utilisée par le réseau islamiste de Russie. Ce sont de petits groupes pouvant agir de façon autonome et soutenus par des non-combattants qui leur offrent logis et support logistique (Hahn, 2007 : 65-66).

plusieurs objectifs de politique étrangère de l'administration de Vladimir Poutine (Lo, 2003 : 129). En effet, à son arrivée au pouvoir, Vladimir Poutine se fixe plusieurs défis de politique domestique et étrangère dont celui de sortir la Russie du chaos politique et économique dans lequel la période eltsinienne l'a plongée. Afin d'atteindre ce but, le nouveau Président cherche à intégrer son pays à l'Europe tout comme à l'Asie, à se rapprocher des Etats-Unis, à réaffirmer l'influence russe dans la CEI, et à faire de Moscou un important acteur dans la résolution internationale des conflits. La stratégie alors adoptée est un amalgame de pragmatisme et de multivectorialité⁸⁹. L'adoption de cette stratégie a facilité le rapprochement russo-américain aux lendemains des attentats de 2001, et a permis à la Russie de devenir un partenaire indispensable de la communauté internationale dans la lutte contre les nouveaux défis de sécurité et dans le développement d'un nouveau régime de sécurité globale (Lo, 2003 : 125). La participation de la Russie aux pourparlers internationaux sur les conflits nord-coréen et israélo-palestinien, l'officialisation de son adhésion au G8 en 2002, et le déroulement du Sommet du G8 à Saint-Pétersbourg en juillet 2006, sont des preuves de ce nouveau rôle attribué à la Russie.

En plus de renforcer sa position sur l'échiquier mondial, la lutte contre le terrorisme renforce aussi la position de la Russie au niveau régional grâce, entre autres, à l'établissement d'organisations de coopération économique, politique, sécuritaire et culturelle comme l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). Cette organisation, d'abord connue sous le nom de Shanghai Five⁹⁰, est née en juin 2001 et a pour membres officiels la Russie, la Chine, le Kazakhstan, la Kirghizie, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. La Mongolie (2004), l'Inde, l'Iran et le Pakistan (2005) en sont devenus des membres observateurs, un privilège qui a toutefois été

⁸⁹ Le concept de multivectorialité, dès lors privilégié dans les discours officiels, a pour but de sortir la politique étrangère russe de la logique négative dans laquelle le concept de multipolarité - qui a pour motivation principale de saper l'influence des Etats-Unis - la contraignait.

⁹⁰ Le Shanghai Five a été créé en 1996 et avait pour membres la Russie, la Chine, le Kazakhstan, la Kirghizie et le Tadjikistan.

refusé aux Etats-Unis. L'OCS a vu le jour en raison du désir de certains États de trouver des approches et des solutions communes aux problèmes régionaux et internationaux comme l'extrémisme islamique, le séparatisme armé et le terrorisme.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont renforcé leur volonté de coordonner leur politique étrangère à des fins sécuritaires. Les États membres de l'OCS aiment toutefois répéter que leur approche à l'égard des menaces n'est pas la même que celle de la coalition antiterroriste dirigée par les Etats-Unis (Lukin, 2007). En effet, alors que Washington met l'emphase sur des attaques militaires contre les centres de terrorisme international et contre les pays les supportant, l'OCS cherche à développer des solutions qui préservent l'intégrité territoriale et la souveraineté étatique de chacun de ses membres (Lukin, 2007). C'est ainsi que, lors du Sommet de l'OCS en août 2007 se déroulant à Bichkek en Kirghizie, les représentants des pays membres ont envisagé « d'accélérer la mise au point d'un mécanisme qui leur permettrait de réagir en commun aux situations mettant en danger la paix, la stabilité et la sécurité dans la région », et ont accordé une attention particulière au financement du terrorisme, à l'immigration illégale et à la situation en Afghanistan (RIA Novosti, 2007 : OCS, article 1).

Selon plusieurs spécialistes, l'importance accordée par les membres de l'OCS sur la lutte conjointe, la protection de l'intégrité territoriale et le respect de la souveraineté étatique, s'inscrit dans leur volonté d'établir un ordre international juste et démocratique faisant compétition à l'ordre unipolaire mis de l'avant par les Américains (Hunter, 2004 : 337). Ainsi, même si l'organisation se dit l'ennemi de personne, elle est perçue par maints analystes comme un bloc anti-occidental visant à faire contrepoids à l'OTAN. Selon Lukin, cette perception sera renforcée si l'Iran y adhère officiellement (Lukin, 2007).

En somme, que ce soit en collaborant avec l'Occident ou l'Orient, la Russie de Poutine occupe une position pivot dans la lutte contre le terrorisme international basé sur l'extrémisme islamique, ce qui lui accorde certains privilèges tant sur la scène domestique que mondiale. Toutefois, ce statut d'État expérimenté et incontournable peut devenir le talon d'Achille de la Russie. En effet, il fait craindre aux autorités russes un envenimement dans leurs relations avec leurs propres populations musulmanes et avec l'ensemble du monde islamique. Cette crainte s'est confirmée à plusieurs reprises : en 2006, le monument donné par Moscou à New York en mémoire des victimes du 11 septembre 2001 a créé de l'irritation dans le Moyen-Orient et en Iran (Malashenko, 2007). Afin de diminuer les irritants dans les relations russo-musulmanes, Poutine a donc mis de l'avant une politique de charme à l'égard des pays islamiques en présentant la Russie comme un État multinational et multiconfessionnel, médiateur des mondes chrétien et musulman.

3.2.2. ÉTAT MULTINATIONAL ET MULTICONFESSIONNEL, MÉDIATEUR DES MONDES CHRÉTIEN ET MUSULMAN.

Dans la *Revue officielle de Politique étrangère de la Fédération de Russie*⁹¹, les dirigeants russes exposent leur inquiétude à l'égard du développement d'une fracture civilisationnelle du monde provoquée par les terroristes, et décrivent le maintien de l'accord entre les civilisations comme l'un des défis majeurs de l'époque contemporaine. Devant ce nouvel enjeu, d'abord discuté dans un article de Barry Buzan en 1991 et ensuite mis sous les projecteurs par l'essai sensationnaliste de Samuel Huntington, la Russie se donne pour mission de réunir les partis antagonistes, c'est-à-dire les mondes chrétien et islamique, occidental et musulman. C'est dans ce dessein qu'elle est maintenant membre de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), organise des conférences mondiales sur la tolérance et envoie à travers le

⁹¹ Disponible en ligne www.mid.ru.

monde des représentants politiques et religieux prêchant la bonne entente intercivilisationnelle. Comme nous le verrons, la Russie semble déterminée à tirer profit de sa réalité multiethnique et multiconfessionnelle afin de se doter d'une place privilégiée dans le monde islamique tout comme dans le monde occidental.

En 2003, la Russie est le premier pays non majoritairement musulman à être invité au Sommet des chefs d'États de l'OCI. En 2005, elle en devient un membre observateur. Cette organisation a pour fonction de renforcer la solidarité islamique, la coopération dans les domaines politiques, économiques, sociaux, culturels et scientifiques, de protéger les lieux saints de l'islam et des intérêts des populations musulmanes du monde entier, et de promouvoir le dialogue intercivilisationnel. Elle a été établie à Rabat (au Maroc), en 1969, suite à un acte criminel dirigé contre la Mosquée *Al-Aqsa* de Jérusalem. Elle regroupe aujourd'hui 57 États dont trois membres observateurs, l'Inde, la Russie et la Chine (Suny, 2000: 2). La Russie a conquis ce statut en affirmant qu'au moins 20 millions de sa population est musulmane, en engageant des citoyens musulmans russes pour mener à bien ce dossier et en invitant des chefs islamiques dans les lieux russes de l'islam; une stratégie qui ne va pas sans rappeler celle utilisée par les autorités soviétiques (Hunter, 2004 : 391).

Selon Malashenko, la Russie a cherché à joindre l'OCI pour plusieurs raisons. Premièrement, cette adhésion lui donne le support des pays musulmans envers son intervention en Tchétchénie et empêche l'internationalisation du conflit même si plusieurs centaines de moudjahiddins étrangers se trouvent parmi les troupes rebelles. Deuxièmement, elle lui permet de travailler à atténuer l'irritation que son partenariat dans la coalition antiterroriste provoque chez plusieurs dirigeants musulmans, en faisant de ces menaces à la sécurité des enjeux communs entre elle et le monde arabo-islamique. Troisièmement, elle lui donne la possibilité de compenser ses relations parfois tendues avec l'Ouest en développant une politique plus active dans d'autres

régions et en trouvant de nouveaux partenaires économiques (Malashenko, 2007). Aslanbek Aslakhonov, conseiller de Poutine pour le Caucase du Nord et ancien député de la Tchétchénie à la Douma, résume bien cette idée lors d'un entretien accordé à RIA Novosti :

L'obtention par la Russie du statut d'observateur auprès de l'Organisation de la Conférence islamique (...) constitue une percée diplomatique. En dehors des objectifs politiques, le statut d'observateur permet de développer des relations économiques plus étroites avec beaucoup de pays musulmans... (RIA Novosti, 2006 : médiateur, article 2).

Malgré toutes les opportunités que le statut de membre observateur offre à la Russie, Malashenko soutient que le rapport Russie-OCI est purement symbolique et ne réussit pas à mettre en pratique l'idée d'entente intercivilisationnelle (Malashenko, 2007). Le Président de l'Institut des Études israéliennes et du Moyen-Orient, Yevgeny Satanovsky, se montre tout aussi critique et explique son point de vue par le fait que ce rapprochement russo-islamique est perçu par les groupes extrémistes comme une preuve de l'illégitimité de l'OCI et de la faiblesse de la Russie. En conséquence, le nombre de leurs activités terroristes augmente au lieu de diminuer. Ainsi, alors que les diplomates russes soutiennent que la présence de la Russie au sein de l'OCI est bénéfique pour tous les partis concernés, Satanovsky soutient qu'au contraire, elle les disqualifie (Satanovsky, 2007).

Pourtant, la Russie cherche par tous les moyens à montrer qu'elle prend son statut de membre observateur et de médiateur au sérieux. C'est ainsi qu'elle a organisé le premier Sommet mondial des chefs religieux en juillet 2006, se déroulant à quelques jours du Sommet du G8 à Saint-Pétersbourg. Cette rencontre réunissait une centaine de responsables des Églises chrétiennes, islamiques, juives et bouddhistes, et avait pour objectif de donner l'opportunité aux dirigeants religieux d'examiner leur position sur des problèmes comme le terrorisme, l'extrémisme, et la

xénophobie (RIA Novosti, 2006 : médiateur, article 1). Selon Vladimir Poutine, de telles rencontres trouvent leur importance dans les événements violents se perpétuant en Irak et au Moyen-Orient, car ces derniers augmentent les tensions entre les mondes musulman et chrétien. Son homologue Aslakhanov soutient cette vision en précisant que la crise permanente en Irak et le conflit israélo-palestinien sont en lien étroit avec la montée du radicalisme islamique à travers toute la ceinture musulmane, de l'Afrique à l'Asie du Sud-Est, en passant par des régions proches de la Russie, comme le Caucase et l'Asie centrale (RIA Novosti, 2006 : médiateur, article 2).

En plus de ce Sommet, la Russie a créé en 2006 le Groupe d'analyse stratégique « Russie – Monde islamique » qui a pour mandat de développer et d'adopter des projets encourageant la tolérance interconfessionnelle. Malgré sa récente formation, le Groupe – composé d'académiciens, de chefs spirituels, de politiciens et de diplomates – a déjà organisé trois réunions. La première et la seconde rencontres ont eu lieu à Moscou (mars 2006) et à Kazan (août 2006), tandis que la dernière s'est déroulée à Istanbul (février 2007). À l'issue de cette dernière rencontre, trois projets ont été adoptés : l'édition d'un livre sur la tolérance et la coopération des civilisations, la création de la revue internet *Russie-Monde islamique : Le partenariat des civilisations*, et la mise en place d'une commission chargée d'attribuer un prix annuel à l'œuvre travaillant le plus à l'amélioration du dialogue islamo-chrétien. De plus, les participants à la rencontre ont suggéré au Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, « d'instituer sous son égide un Conseil des civilisations chargé d'élaborer les principes de rapports intercivilisationnels, égalitaires et constructifs » (RIA Novosti, 2007 : médiateur, article 3). Ce geste démontre bien la volonté de Moscou de faire rayonner ses initiatives intercivilisationnelles à l'échelle internationale.

À des fins promotionnelles, le Kremlin met aussi en avant scène les allées et venues du Patriarche de l'Église orthodoxe, Alexis II, fin promoteur d'un « monde multiple » dans lequel la Russie, grâce à son parcours particulier de civilisation unie

sur la base de la diversité culturelle et religieuse, est appelée à jouer un rôle primordial (RIA Novosti, 2006 : médiateur, article 4). Dans son discours fait au siège des Nations Unies à New York dans le cadre d'une exposition photo sur le thème « Église orthodoxe russe et dialogue interreligieux : renaissance spirituelle de la Russie », Alexis II a rappelé qu'aucune guerre de religion n'a jamais eu lieu en Russie, parce que les traditions de chacune y sont respectées. L'ambassadeur russe à l'ONU, Vitali Tchourkine, a quant à lui décrit l'exposition comme une « démonstration concrète de la façon dont les questions de compréhension mutuelle trouvent une réponse dans une Russie multiethnique et multiconfessionnelle. » (RIA Novosti, 2007 : médiateur, article 5). Cette exposition a coïncidé avec la première session du « Dialogue de haut niveau sur la compréhension entre les religions et les cultures et la Coopération pour la paix » se déroulant les 5 et 6 octobre 2007 à New York. Tout comme le Sommet des leaders religieux organisé à quelques jours du Sommet du G8, l'organisation de cette exposition est perçue par les experts comme un geste hautement politique de la part de l'administration Poutine qui cherche, par de tels moyens, à améliorer l'image de la Russie et à faire reconnaître son statut d'État médiateur.

Tout comme Alexis II, les dirigeants des institutions spirituelles officielles de l'islam en Russie prêchent eux aussi l'apport exceptionnel et nécessaire de leur pays dans le rapprochement des mondes musulman et chrétien en rappelant dès que possible la formation de la Russie par l'union des Russes et des Tatars, des chrétiens et des musulmans. Épousant la ligne indiquée par le Kremlin, ils cherchent à se doter de documents officiels et de moyens effectifs pour combattre les extrémistes islamiques qui dépeignent la Russie en ennemie de l'islam pour la transformer en zone tampon (RIA Novosti, 2006 : médiateur, article 6). Le Président de la Tchétchénie, Ramzan Kadyrov, fait pour sa part une campagne de charme auprès des leaders de la *oumma* mondiale afin de présenter à l'opinion internationale musulmane une nouvelle Tchétchénie pacifique, reconstruite et respectueuse de la foi islamique.

En portant comme discours à travers le monde islamique que les musulmans tchéchènes ne sont plus victimes d'injustice et qu'ils ont devant eux un avenir florissant, Kadyrov tente de dissuader les pays susceptibles de financer les activités des groupes terroristes internationaux. Parallèlement, le chef tchéchène demande aux médias russes de cesser d'identifier son peuple aux terroristes pour le bien-être politique du pays. Selon lui, trop de films et de livres présentent les Tchétchènes comme des bandits, des informateurs et des traîtres, alors qu'au contraire, de nombreux Tchétchènes « ont protégé les intérêts de l'État en mourant pour l'intégrité de la Russie » (RIA Novosti, 2007 : médiateur, article 7). En 2006, Alexei Malashenko situait le problème de la représentation des Tchétchènes dans un contexte plus global en écrivant que ce qui est le plus inquiétant « is that there are virtually no shows on Russia television that provide an honest and truthful account of Islam outside of politics, the « conflit of civilizations », and so forth. » (Malashenko, 2006). Dans son article, Malashenko laisse entendre que l'islamophobie est certes une cause de plusieurs événements réels, comme les conflits dans le Caucase du Nord, l'éveil d'un nationalisme russe, l'immigration massive et le terrorisme, mais qu'elle est aussi une conséquence du maintien de la menace islamique dans les médias (Malashenko, 2006).

Ainsi, l'image d'une Russie où respire une traditionnelle entente intercivilisationnelle ne semble pas si solide et inébranlable lorsque nous portons une attention particulière à la société russe. Si des mesures concrètes ne sont pas prises pour améliorer cette situation, le statut d'État médiateur entre les mondes islamique et chrétien risque de se ternir dans les années à venir.

CONCLUSION DU CHAPITRE III

Malgré les critiques et les mises en garde pouvant être faites par rapport au statut d'État médiateur de la Russie, les chefs politiques et spirituels russes

s'entendent pour s'unir dans la promotion internationale d'un pays multiethnique, multiconfessionnel, médiateur des mondes musulman et chrétien, respectueux de la religion et des traditions de tous et chacun, car les avantages politiques et économiques d'un tel statut sont nombreux. En effet, il permet à la Russie d'avoir un rôle important dans le règlement des conflits sévissant au Moyen-Orient, au Caucase et en Asie centrale. Il lui permet aussi de développer des relations politiques, économiques, culturelles et scientifiques avec de multiples pays, dont ceux qui étaient jusqu'alors ancrés dans la zone d'influence ou qui étaient sur la liste noire de l'Occident. Il lui permet donc de diversifier sa politique étrangère, et de contrebalancer, dans la mesure du possible, l'influence des États-Unis. Aussi, en se montrant ouverte et tolérante, la Russie s'assure que les facteurs religieux et ethniques ne soient utilisés contre elle.

L'importance qu'accorde Vladimir Poutine au développement et au renforcement de ses relations avec le monde islamique découle en partie de la crainte de voir un envenimement de ses rapports avec le monde arabo-musulman causé par la participation russe à la coalition antiterroriste dirigée par les États-Unis. En effet, se présentant comme un État indispensable au bon fonctionnement de la lutte contre le terrorisme international basé sur l'extrémisme islamique et reliant ce phénomène à la guerre en Tchétchénie, Vladimir Poutine se trouve à présenter, aux yeux de certains, la Russie comme un État intolérant et répressif à l'égard de l'islam. L'internationale terroriste étant une menace depuis longtemps cernée par les élites politiques et intellectuelles russes, le chef du Kremlin a facilement justifié la participation de son pays à la coalition antiterroriste. Il y voyait aussi la possibilité pour la Russie de « devenir un partenaire ou même un allié de première importance pour les États-Unis » (Lévesque, 2006 : 63). Enfin, il croyait en l'arrivée d'une nouvelle ère dans les relations russo-américaines. Cet espoir s'est avéré vain.

Après avoir approfondi les relations entre la Russie et certains pays de l'Asie centrale, de la Transcaucasie, du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud-Est, et après avoir étudié le statut international de la Russie, nous pouvons affirmer que la dualité identitaire de l'État russe à l'égard de l'islam influence la constitution de sa politique internationale. Ainsi, la Russie trouve intérêt à jouer, d'un côté, la carte d'un État menacé par un islam hostile, et de l'autre, à jouer la carte d'un État multiethnique et multiconfessionnel, intégrationniste et allié de l'islam. Cette double diplomatie semble permettre à Poutine de se rapprocher de son ultime objectif : redonner à la Russie son statut de grande puissance.

CONCLUSION

Depuis la chute de l'URSS, l'islam connaît en Russie une expansion quantitative et qualitative : en effet, les musulmans russes d'aujourd'hui jouissent d'une plus grande liberté religieuse que jamais. Le renouveau islamique post-soviétique ne peut être que difficilement renversé. Malgré tout, l'islam n'est pas encore accepté totalement comme élément inhérent à l'histoire et à la culture russes. Les musulmans sont parmi les segments de la population les plus désavantagés socialement et économiquement, et leur nombre ne cesse d'augmenter. Parallèlement, leur influence politique et culturelle est encore minime. Cette situation est en partie le résultat de l'insuffisance organisationnelle des communautés musulmanes, mais aussi l'aboutissement de plusieurs siècles de politiques socio-économiques et culturelles discriminatoires. La tendance actuelle de l'administration Poutine à la centralisation politique, à l'homogénéisation culturelle et à la mise en valeur de l'Église orthodoxe, risque de garder l'islam à la marge de la vie sociopolitique russe et d'exacerber les tensions déjà existantes. La pauvreté et l'exclusion sociopolitique rendent d'ailleurs l'idéologie extrémiste et les *djamaats* de plus en plus attrayants. En ajoutant à ce contexte l'image négative de l'islam entretenue par l'ensemble des médias russes, nous comprenons que les termes multiconfessionnel, multiethnique et multipartiste ne sont que des concepts abstraits insérés dans les discours des politiciens et non le reflet de la société.

En plus de tous ces éléments donnant une vision plutôt négative de l'avenir des musulmans en Russie, il faut tenir compte des tensions au Caucase, de la proximité et les relations de la Russie avec nombreux pays musulmans, ainsi que de la situation internationale générale, pour comprendre l'importance de l'étude du facteur islamique dans la formulation des politiques domestiques et internationales de la Fédération de Russie.

Ayant pour problématique le *rapport entre les deux identités nationales russes envers l'islam dans leur liaison avec les intérêts nationaux de la Fédération de Russie et dans leur influence sur la formulation de la politique internationale de l'administration Poutine*, nous avons énoncé les trois questionnements globaux suivants: *comment, par qui et pourquoi* la double identité nationale russe à l'égard de l'islam est-elle construite et réitérée?

Pour répondre à ces questions, le premier chapitre a jeté les bases théoriques du mémoire en définissant le concept clef de notre analyse qui est celui de l'identité nationale selon le mouvement critique de la théorie constructiviste des Relations internationales. Nous avons ensuite approfondi les concepts reliés à celui de l'identité nationale, soit les concepts d'altérité, d'intérêt national et d'imaginaire sécuritaire. Tout au long de notre analyse, afin de répondre adéquatement au *par qui*, nous avons accordé une grande importance au rôle de l'agent dans la construction identitaire. Subséquemment à cette section théorique, nous avons expliqué la crise identitaire de la Russie des années 1990 et le rôle du facteur islamique dans la reconstitution de cette identité. Cette étape nous a permis de comprendre comment le bouleversement de certains piliers identitaires de l'époque tsariste et soviétique – l'idée du Grand Frère, de l'*Homo Sovieticus*, de grande puissance et d'athéisme – ont influencé le rapport entre la Russie et l'islam. Ensuite, à travers certains faits et événements historiques comme la légende du prince Vladimir de Kiev, le joug mongol, les tensions entre les Russes et les musulmans du Caucase du Nord, le terrorisme et le pan-islamisme, nous avons constaté le rapport d'altérité existant entre la Russie et l'islam, un rapport dans lequel l'islam joue souvent le rôle de l'Autre hostile contre lequel la Russie doit se protéger, soit par répression ou coopération. Nous avons vu que cette double attitude est apparue dès les premières années de coexistence entre les Russes et les musulmans, et qu'elle s'est transmise d'années en années.

Dans le deuxième chapitre, nous avons étudié les différents courants nationalistes et les différentes doctrines de politique étrangère à travers leurs principaux porte-parole. Grâce à l'approfondissement des programmes officiels et des discours de leurs agents, nous avons remarqué que l'attitude envers l'islam des principales élites politiques et intellectuelles de la Russie d'aujourd'hui oscille, tout comme leurs prédécesseurs, entre rejet/répression et reconnaissance/intégration. En effet, alors que certains courants et doctrines ignorent l'islam, prêchent son assimilation et sa subordination, ou encore, en font un ennemi à combattre, d'autres le présentent comme un allié stratégique dans la lutte contre les puissances occidentales ou tout simplement comme un élément ne représentant aucun danger pour les intérêts nationaux russes. Dans le troisième chapitre, nous avons examiné les relations de la Russie avec les pays d'Asie centrale, l'Afghanistan, l'Azerbaïdjan, l'Iran, la Turquie et d'autres pays du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud-Est, afin de voir le rôle du facteur islamique dans l'élaboration de leur politique étrangère commune et de voir les intérêts nationaux qui s'y rattachent. Nous avons terminé ce dernier chapitre avec l'étude du double statut international de la Russie, l'un islamophobe et l'autre, islamophile, c'est-à-dire celui d'État expérimenté, civilisé et indispensable dans la lutte contre le terrorisme international basé sur l'extrémisme islamique et celui d'État médiateur entre les mondes islamique et chrétien. Nous avons étudié non seulement les intérêts défendus par la promotion de ce double statut sur la scène internationale, mais aussi leurs faiblesses, du moins, leurs risques.

Grâce à l'ensemble de notre parcours, nous pouvons confirmer les deux hypothèses initialement posées. Premièrement, *la double identité nationale de la Russie à l'égard de l'islam se trouve en amont et en aval de certains intérêts nationaux russes comme la préservation de l'intégrité du territoire, le renforcement de la sécurité, l'intégration dans l'économie mondiale, l'accroissement de l'engagement russe dans les différents dossiers internationaux, la définition de son statut international et le respect de celui-ci.* Deuxièmement, *cette dualité identitaire*

influence l'élaboration de la politique internationale de la Fédération de Russie. Toutefois, certaines nuances doivent être formulées. La première porte sur les limites de notre approche théorique. En effet, nous pouvons dire que les comportements pro et anti-musulmans de la Russie contemporaine s'expliquent non pas par la double identité russe envers l'islam, mais bien par le grand pragmatisme de Poutine. Par conséquent, la politique internationale russe change selon les intérêts et les circonstances. Suivant la logique de cette idée, l'identité ne joue pas un rôle indépendant et ne peut expliquer par exemple, la guerre en Tchétchénie et les relations amicales avec le régime islamique d'Iran. À un tel argument, nous répondons ceci : nous n'avons en aucun cas affirmé que l'identité nationale détermine de façon indépendante la pratique internationale d'un État et c'est pourquoi, dans la première section du mémoire, nous avons clairement établi les rapports étroits qui existent entre l'identité, les intérêts nationaux et la sécurité. De plus, selon notre argumentaire, nous ne prétendons pas que la double identité de la Russie à l'égard de l'islam *explique* en sa totalité la politique internationale de Poutine, mais bien qu'elle *légitimise* les différentes politiques adoptées en faisant écho à la culture, aux normes, à l'histoire et aux intérêts de l'État russe. Son influence se trouve alors principalement dans l'interprétation et la légitimation de la situation. En d'autres mots, la double identité est utilisée pour justifier la nature des relations de la Russie avec les pays du monde musulman et pour justifier la poursuite des intérêts nationaux russes. Le survol historique qui a été fait dans le premier chapitre de ce mémoire démontre d'ailleurs que l'imaginaire sécuritaire de la Russie comporte cette double identité nationale envers l'islam qui permet, par le fait même, de légitimer les politiques mises de l'avant, qu'elles soient islamophiles ou islamophobes.

La deuxième nuance s'articule autour de l'ambivalence suivante : d'un côté, « l'identité nationale d'un État définit la nature de ses relations avec ses paires » (p.9); de l'autre côté, l'identité « peut changer en raison d'un changement dans les intérêts nationaux de l'État en question. » (p.10). Face à ce constat, nous pouvons

poser la question suivante : l'identité étant à ce point changeante, est-il possible d'y attribuer un rôle majeur dans l'articulation de la politique internationale de la Russie à l'égard de l'islam? À ceci nous répondons que l'identité d'un État au sein du système international ne peut changer selon les humeurs des élites, car une identité doit toujours être acceptée par les audiences visées, c'est-à-dire les populations et les autres États. De plus, une nouvelle identité peut prendre des années avant d'être reconnue comme telle. Ainsi, même si les constructivistes critiques définissent l'identité comme étant le produit d'un processus de reconstruction continue, il ne faut pas croire qu'une identité peut changer de façon totalement libre, sans aucune difficulté et sans créer de tensions.

Devant ce constat, plusieurs questions se posent : la Russie pourra-t-elle toujours jouer son double jeu à l'égard de l'islam sans créer de frictions majeures? Pourra-t-elle toujours adopter à la fois une attitude pro et anti-islamique sans perdre sa crédibilité? La stratégie d'augmenter la sécurité en luttant contre le terrorisme international basé sur l'extrémisme islamique tout en se présentant comme un État médiateur et conciliateur, ne risque-t-elle pas d'exacerber les islamistes radicaux? Ne risque-t-elle pas de leur donner une bonne raison de s'insurger contre la Russie? Toutes ces questions prouvent la nécessité d'observer l'évolution du rapport entre les intérêts nationaux russes et l'islam, entre la Russie et les pays musulmans, et de porter une attention particulière aux choix politiques faits par les dirigeants russes pour contrer des enjeux de sécurité comme le terrorisme international et l'émergence de réseaux islamistes militants.

Certes, le facteur islamique n'est pas le seul à devoir être étudié pour comprendre la Russie d'aujourd'hui, mais son apport est loin d'être négligeable, surtout parce qu'il met au défi non seulement l'évolution de la Russie elle-même, mais aussi l'évolution de ses relations avec l'Ouest et le reste du monde.

BIBLIOGRAPHIE

CHAPITRE I : Le concept d'identité nationale, l'identité nationale russe et les origines des relations russo-islamiques.

1. ANDERSON, John. 1994. *Religion, state and politics in the Soviet Union and successor states*. Cambridge : University Press, 236 p.
2. BAZAROV, Mustafa. 1998. « Soviet Religious Policies in Central Asia, 1918-30 ». In *Conflicting Loyalties and the State in Post-Soviet Russia and Eurasia*, sous la dir. de Michael Waller, Bruno Coppieters et Alexei Malashenko, p.203-224. London : Frank Cass.
3. BENNIGSEN, Alexandre & Chantal Lermercier-Quellejey. 1967. *Islam in the Soviet Union*. New York : Frederick A. Praeger, 272 p.
4. BENNIGSEN BROXUP, Marie (éd.) 1992. *The North Caucasus Barrier, The Russian Advance towards the Muslim World*. London : Hurst & Company, 252 p.
5. CARRÈRE D'ENCAUSSE, Hélène. 1992. « Les mythes fondateurs : du Brigand au Frère aîné ». Chap. in *Victorieuse Russie*, p.55-84. Paris : Fayard.
6. CONNOLLY, William E. 1983. *The Terms of Political Discours*. Princeton : Princeton University Press, 257 p.
7. COPPIETERS, Bruno. 1998. « Form and Content in Soviet and Post-Soviet Nationality and Regional Policies, ». In *Conflicting Loyalties and the State in Post-Soviet Russia and Eurasia*, sous la dir. de Michael Waller, Bruno Coppieters et Alexei Malashenko, p.13-31. London : Frank Cass.
8. CREWS, Robert D. 2006. *For Prophet and Tsar : Islam and Empire in Russia and Central Asia*. Cambridge : Harvard University Press, 463 p.
9. GOLAN, Galia. 1990. *Soviet policies in the Middle East from World War Two to Gorbachev*. Cambridge : Cambridge University Press, 319 p.
10. HAHN, Gordon M. 2007. *Russia's Islamic Threat*. New Haven : Yale University Press, 349 p.
11. HARLE, Vilho. 2000. *The Enemy with a Thousand Faces : The Tradition of the Other in Western Political Thought and History*. Westport, Conn. : Praeger, 218 p.

12. HUGUES, James. 2007. *From Nationalism to Jihad*. Philadelphia : University of Pennsylvania Press, 275 p.
13. HUNTER, Shireen. 2004. « Islam in Russia, the Historical Background ». Chap. in *Islam in Russia, The Politics of Identity and Security*, p.3-41. London : M.E. Sharpe.
14. HUNTER, Shireen. 2004. « Islam in Post-Soviet Russia, A demographic, geographic, institutional, socioeconomic, ideological and political profile ». Chap. in *Islam in Russia, The Politics of Identity and Security*, p.42-123. London : M.E. Sharpe.
15. HUNTER, Shireen. 2004. « The Role of Islam in Shaping Russia's Post-Soviet External Relations ». Chap. in *Islam in Russia The Politics of Identity and Security*, p.313-326. London : M.E. Sharpe.
16. HUNTINGTON, Samuel P. 1997. *The Clash of civilizations and the remaking of world order*. New York : Touchstone, 357 p.
17. JOBERT, Véronique. 1993. *La fin de l'URSS et la crise d'identité russe*. Paris : Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 242 p.
18. JOHNSON, Juliet, Marietta Stepaniants et Benjamin Forest. 2005. *Religion and Identity in Modern Russia, The Revival of Orthodoxy and Islam*, Burlington : Ashgate Publishing Company, 149 p.
19. KENNEDY-PIPE, Caroline. 1998. *Russia and the world, 1917-1991*. New York : Arnold, 229 p.
20. KHAKIMOV, Raphael S. 1996. « Prospects of Federalism in Russia : A view from Tatarstan », *Security Dialogue*, vol. 27, no 1, p.69-80.
21. KHODARKOVSKY, Michael. 2001. « The Conversion of Non-Christians in Early Modern Russia ». In *Of Religion and Empire*, sous la dir. de Robert P. Geraci, p.115-143.
22. KELLER, Shoshana. 2001. « Conversion to the New Faith : Marxism-Leninism and Muslims in the Soviet Empire ». In *Of Religion and Empire*, sous la dir. de Robert P. Geraci, p.311-334. London : Cornell University Press.
23. KIPP, Jacob W.. 2004. « Putin and Russia's Wars in Chechnya ». In *Putin's Russia : Past Imperfect, Future Uncertain*, sous la dir. de Dale R. Herspring, p.205-223. New York : Rowman & Littlefield Publishers, Inc.
24. LARUELLE, Marlène et Sébastien Peyrouse. 2005. *Islam et politique en ex-URSS (Russie d'Europe et Asie centrale)*. Paris : L'Harmattan, 338 p.

25. MACLEOD, Alex et Catherine Voyer-Léger. 2004. « La France : d'une puissance moyenne à l'autre », *Études internationales*, vol 35, no 1, p.73-96.
26. MACLEOD, Alex, Isabelle Masson et David Morin. 2004. « Identité nationale, sécurité et la théorie des relations internationales », *Études internationales*, vol 35, no 1, p.5-24.
27. MACLEOD, Alex. 2004. « Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique ». *Cultures et Conflits*, no 54, p.13-51.
28. MACLEOD, Alex. 2002. « L'approche constructiviste de la politique étrangère ». In *Politique étrangère : nouveaux regards*, sous la dir. de Frédéric Charillon, p.65-89. Paris : Presses Sciences Po.
29. MALFLIET, Katlijn. 2003. « Introduction : Some Ideas on the Russia Idea ». In *The Concept of Russia, Patterns for Political Development in the Russian Federation*, sous la dir. de Katlijn Malfliet et Francisca Scharpé, p.11-20. Leuven : Leuven University Press.
30. MARCUSSEN Martin, Thomas Risse, Daniela Engelmann, Hans Joachim Knopf et Klaus Roscher. 1999. « Constructing Europe? The Evolution of French, British and German State Identities », In *The Social Construction of Europe*, sous la dir. de Thomas Christensen, Knud-Erik Jorgensen et Antje Wiener. London : Sage Publications, 242 p.
31. MCDANIEL, Tim. 1996. « The Russian Idea ». Chap. in *The Agony of the Russian Idea*, p.22-55, Princetown : Princetown University Press.
32. MCSWEENEY, Bill. 1999. *Security, Identity and Interest : A Sociology of International Relations*. Cambridge : Cambridge University Press, 239 p.
33. MIKHAILOV, Valentin. 2005. « Chechnya and Tatarstan : Differences in Search of an Explanation », In *Chechnya : From Past to Future*, sous la dir. de Richard Sakwa, p.43- 66. London : Anthem Press.
34. MOSTASHARI, Firouzeh. 2001. « Colonial Dilemmas : Russian Policies in the Muslim Caucasus ». In *Of Religion and Empire*, sous la dir. de Robert P. Geraci, p.229-249. London : Cornell University Press.
35. RINGMAR, Erik. 1996. *Identity, Interests, and Action : A Cultural Explanation of Sweden's Intervention in the Thirty Years War*. Cambridge : Cambridge University Press, 236 p.
36. RO'I, Yaacov, (éd.). 1984. *The USSR and the Muslim World, Issues in Domestic and Foreign Policy*. London : George Allen & Unwin, 298 p.

37. ROUDAUT, Christian, Françoise Daucé, Alexis Delahousse et Emmanuel Saint-Martin. 2006. *Ces croyants qui nous gouvernent*, Paris : Éditions Payot & Rivages, 298 p.
38. SAKWA, Richard. 2002. « National identity and state-building ». Chap. in *Russian Politics and Society*, p.254-275, London : Routledge.
39. STOLIAROV, Mikhail. 2003. *Federalism and the dictatorship of power in Russia*. London : Routledge, 288 p.
40. TAHERI, Amir. 1989. *Islam/URSS*. Paris : Tsuru Éditions, 333 p.
41. TOLZ, Vera. 2004. « The search for national identity in the Russia of Yeltsin and Putin ». In *Restructuring Post-communist Russia*, p.160-180. Cambridge : Cambridge University Press.
42. YEMELIANOVA, Galina M. 2002. *Russia and Islam, A Historical Survey*. Hampshire : Palgrave, 243p.
43. WELDES, Jutta. 1999. *Constructing National Interests, The United States and the Cuban Missile Crisis*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 316 p.
44. WENDT, Alexander. 1992. « Anarchy is what states make of it : the social construction of power politics ». *International Organization*, vol 46, no 2 (printemps), p.391- 425.
45. ZVEREV, Alexei. 1998. « Qualified Sovereignty : The Tatarstan Model for Resolving Conflicting Loyalties ». In *Conflicting Loyalties and the State in Post-Soviet Russia and Eurasia*, sous la dir. de Michael Waller, Bruno Coppieters et Alexei Malashenko, p.118-144. London : Frank Cass.

CHAPITRE II : Les élites intellectuelles et politiques russes à l'égard de l'islam.

1. ALLENSWORTH, Wayne. 1998. *The Russian Question : Nationalism, Modernization, and Post-Communist Russia*. Lanham, MD : Rowman and Littlefield, 350 p.
2. AMBROSIO, Thomas. 2005. *Challenging America's Global Preeminence, Russia's Quest for Multipolarity*. Burlington : Ashgate, 196 p.
3. AVIOUTSKII, Viatcheslav. 2005. « La Russie et l'Islam ». *Politique Internationale*, no 107, p.73-93.

4. BILLINGTON, James H. 2004. « A New Nation in Search of Identity ». Chap. in *Russia in Search of Itself*, p.47-66. Washington : Woodrow Wilson Center Press.
5. BILLINGTON, James H. 2004. « The Authoritarian Alternative : Eurasianism ». Chap. in *Russia in Search of Itself*, p.67-94. Washington : Woodrow Wilson Center Press.
6. BUCKLEY, Mary. 2003. « Russian Foreign Policy and Its Critics ». In *Realignments in Russian Foreign Policy*, sous la dir. de Rick Fawn, p.29-46. London : Frank Cass Publishers.
7. DEVLIN, Judith. 1999. *Slavophiles and Commissars, Enemies of Democracy in Modern Russia*. New York : St. Martin's Press, 318 p.
8. DUBIEN, Arnaud. 2001. « Russie-CEI : une hégémonie contestée ». *La Revue internationale et stratégique*, vol 75, p.159-168.
9. DUHAMEL, Luc. 1995. « L'Islam comme facteur de stabilisation dans l'ex-URSS ». Chap. in *Islam et Occident, une cohabitation obligée?*, p.71-83. Québec : Institut Québécois des Hautes Études Internationales.
10. DUNLOP, John. 1983. *The Faces of Contemporary Russian Nationalism*. Princeton, NJ : Princeton University Press, 363 p.
11. GOBLE, Paul. 1994. « Russia as a Eurasian Power : Moscow and the Post-Soviet Successor States ». In *Rethinking Russia's National Interests*, sous la dir. de Stephen Sestanovich, p.42-51. New York : Center for Strategic and International Studies.
12. GOMART, Thomas. 2003. « Vladimir Poutine ou les avatars de la politique étrangère russe ». *Politique Étrangère*, no 3-4, p.789-802.
13. HAHN, Gordon M. 2007. *Russia's islamic threat*. New Haven : Yale University Press, 349 p.
14. HUNTER, Shireen. 2004. « The Evolution of Russia's Post-Soviet National Identity, The Impact of the Islamic Factor ». Chap. in *Islam in Russia, The Politics of Identity and Security*, p.127-204. London : M.E. Sharpe.
15. HUNTER, Shireen. 2004. « Democratization and Multiparty Politics in Post-Soviet Russia : Impact on Muslim Political Mobilization and Participation ». Chap. in *Islam in Russia, The Politics of Identity and Security*, p.245-275. London : M.E. Sharpe.
16. HUNTER, Shireen. 2004. « The Evolution of Russia's Foreign Policy Perspectives in the Post-Soviet Era ». Chap. in *Islam in Russia, The Politics of Identity and Security*, p.281-312. London : M.E. Sharpe.

17. KOZYREV, Andrei. 2005. « Strategy for Partnership ». In *Russian Foreign Policy in Transition*, sous la dir. d'Andrei Melville et Tatiana Shakleina, p.199-205. New York : Central European University Press.
18. JOHNSON, Juliet, Marietta Stepaniants et Benjamin Forest, (ed.). 2005. *Religion and Identity in Modern Russia, The Revival of Orthodoxy and Islam*, Burlington : Ashgate, 149 p.
19. LAMBETH, Benjamin S. 1996. *The Warrior Who Would Rule Russia*. Santa Monica, CA : RAND, 125 p.
20. LAQUEUR, Walter. 1993. *Black Hundred*. New York : Harper Collins, 317 p.
21. LARUELLE, Marlène et Sébastien Peyrouse (éd.). 2005. *Islam et politique en ex-URSS (Russie d'Europe et Asie centrale)*. Paris : L'Harmattan, 338 p.
22. LEGAULT, Albert. 2004. « Une Russie farouche et défensive mais pragmatique ». Chap. in *Le Triangle Russie/Etats-Unis/Chine, un seul lit pour trois?*, p.9-67. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval.
23. LÉVESQUE, Jacques. 2002. « La Russie et les Etats-Unis après le 11 septembre 2001 : l'« énigme » Poutine ». In *Entre Kant et Kosovo*, p.177-194. Paris : Presses de Science Po.
24. MALASHENKO, Alexei. 1998. « Russian Nationalism and Islam ». In *Conflicting Loyalties and the State in Post-Soviet Russia and Eurasia*, sous la dir. de Michael Waller, Bruno Coppieters et Alexei Malashenko, p.185-202. London : Frank Cass Publishers.
25. MENON, Rajan. 2004. « Leaders, structural conditions, and Russia's foreign policy ». Chap. in *Restructuring Post-communist Russia*, p.250-270. Cambridge : Cambridge University Press.
26. MONIAK-AZZOPARDI, Agnieszka. 2005. « Pouvoir religieux et Pouvoir politique ». *Pouvoirs*, no 112, p.93-109.
27. PARLAND, Thomas. 2005. *The Extreme Nationalist Threat in Russia, The growing influence of Western Rightist ideas*. London : Routledge Curzon, 240 p.
28. PRIMAKOV, Evgénii M. 2004. *A World Challenged: fighting terrorism in the twenty-first century*. Washington : The Nixon Center and Brookings Institution Press, 150 p.
29. PRIMAKOV, Evgénii M. 2005. « International Relations on the Eve of the 21st Century : Problems and Prospects ». In *Russian Foreign Policy in Transition*, sous la

- dir. d'Andrei Melville et Tatiana Shakleina, p.206-219. New York : Central European University Press.
30. PRIZEL, Ilya. 1998. «Russia's foreign policy reconsidered». Chap. in *National Identity and Foreign Policy, Nationalism and leadership in Poland, Russia and Ukraine*, p.239-300. Cambridge : Cambridge University Press.
 31. SELEZNEVA, Ludmilla. 2003. « Post-Soviet Russian Foreign Policy : Between Doctrine and Pragmatism ». In *Realignments in Russian Foreign Policy*, sous la dir. de Rick Fawn, p.10- 27. London : Frank Cass Publishers.
 32. SHENFIELD, Stephen D. 2001. *Russian Fascism, Traditions, Tendencies, Movements*. London : M.E. Sharpe, 336 p.
 33. SOLZHENITSYN, Aleksandr. 1991. *Rebuilding Russia*. New York : Farrar, Straus et Giroux, 119 p.
 34. SOLOVYOV, Vladimir et Elena Klepikova. 1995. *Zhirinovsky : Russian Facism and the making of a dictator*. Addison-Wesley : Reading Mass, 256 p.
 35. TINGUY, Anne de. 2001. « Vladimir Poutine et l'Occident : l'heure du pragmatisme ». *Politique Étrangère*, no 3, p.515-533.
 36. TOLZ, Vera. 2004. « The search for national identity in the Russia of Yeltsin and Putin ». Chap. in *Restructuring Post-communist Russia*, p.160-180. Cambridge : Cambridge University Press.

CHAPITRE III : L'impact de la double identité russe à l'égard de l'islam dans la constitution de la politique et du statut internationaux de la Fédération de Russie.

1. AMBROSIO, Thomas. 2005. *Challenging America's Global Preeminence, Russia's Quest for Multipolarity*. Burlington : Ashgate, 196 p.
2. BLACK, J. L. 2004. *Vladimir Putin and the New World Order*. Toronto : Rowman & Littlefield Publishers, 367 p. (peut l'enlever, pas nécessaire, mais peut garder aussi.)
3. GOMART, Thomas. 2003. « Vladimir Poutine ou les avatars de la politique étrangère russe ». *Politique Étrangère*, no. 3-4, p.789-802.
4. HANSEN, Flemming S. 2004. « Islam in Russian Security Concerns ». In *The Caspian Region, Volume I, A Re-emerging Region*, sous la dir. de Moshe Gammer, p.55-72. London : Routledge.

5. HUNTER, Shireen. 2004. « The Evolution of Russian Federalism : The Islamic Factor ». Chap. in *Islam in Russia, The Politics of Identity and Security*, p.205-244. London : M.E. Sharpe.
6. HUNTER, Shireen. 2004. « Russian Policy toward Central Asia and the Transcaucasus ». Chap. in *Islam in Russia The Politics of Identity and Security*, p.327-355. London : M.E. Sharpe.
7. HUNTER, Shireen. 2004. « Russia's Relations with the Northern Tier Countries ». Chap. in *Islam in Russia The Politics of Identity and Security*, p.356-380. London : M.E. Sharpe.
8. HUNTER, Shireen. 2004. « Russia's Relations with the Arab World and the Balkans ». Chap. in *Islam in Russia The Politics of Identity and Security*, p.381-399. London : M.E. Sharpe.
9. HUNTER, Shireen. 2004. « Russian-Western Relations ». Chap. in *Islam in Russia The Politics of Identity and Security*, p.400-413. London : M.E. Sharpe.
10. IVANOV, Sergei. 2005. « On the New Version of the National Security Conception of the Russian Federation ». In *Russian Foreign Policy in Transition*, sous la dir. d'Andrei Melville et Tatiana Shakleina, p.269-278. New York : Central European University Press.
11. JONSON, Lena. 2004. *Vladimir Putin and Central Asia, The Shaping of Russian Foreign Policy*. New York : I.B. Tauris, 256 p.
12. KREUTZ, Andrej. 2007. *Russia in the Middle East*. London : Praeger Security International, 222 p.
13. LÉVESQUE, Jacques, Yann Breault et Pierre Jolicoeur. 2003. *La Russie et son empire : reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique*. Paris : Presses de Sciences Po, 347 p.
14. LÉVESQUE, Jacques et Andreï Minatchev. 2004. « L'identité et la sécurité de la Russie : Les crises internationales comme miroir de la guerre de Tchétchénie ». *Études internationales*, vol XXXV, no 1, p.49-72.
15. LÉVESQUE, Jacques et Ekaterina Piskunova. 2007. « Les griefs et défis d'une Russie qui jauge ses forces ». In *Les conflits dans le monde 2007*, sous la dir. de Gérard Hervouet, Michel Fortmann et Albert Legault, p.65-101. Québec : Presses de l'Université Laval.
16. LÉVESQUE, Jacques. 2006. « La résurgence de la Russie : où, comment et jusqu'où? ». In *Les conflits dans le monde 2006*, sous la dir. de Gérard Hervouet, Michel Fortmann et Albert Legault, p.57-94. Québec : Presses de l'Université Laval.

17. LIGHT, Margot. 2005. « Foreign Policy ». In *Developments in Russian Politics 6*, sous la dir. de Stephen White, Zvi Gitelman et Richard Sarkwa, p.221-240. Durham : Duke University Press.
18. LO, Bobo. 2003. *Vladimir Putin and The Evolution of Russian Foreign Policy*. London : Blackwell, 163 p.
19. MALASHENKO, Alexei. 2005. « Islam, Politics, and the Security of Central Asia ». *Russian Social Science Review*, vol. 46, no 1 (janvier-février), p.4-18.
20. MELVILLE, Andrei et Tatiana Shakleina (éd.). 2005. *Russian Foreign Policy in Transition, Concepts and Realities*. Budapest : Central European University Press, 496 p.
21. OLSON, Robert. 2001. « Turkey's and Russia's Foreign Policies, 1991-2000 : The Kurdish and Chechnya Questions ». Chap. in *Turkey's Relations with Iran, Syria, Israel and Russia, 1991-2000, The Kurdish and Islamist Questions*, p.166-200. Californie : Mazda Publishers, Inc.
22. PRIZEL, Ilya. 1998. « National identity and foreign policy : a dialectical relationship ». Chap. in *National Identity and Foreign Policy, Nationalism and leadership in Poland, Russia and Ukraine*, p.12-38. Cambridge : Cambridge University Press.
23. PURSIAINEN, Christer. 2000. *Russian Foreign Policy and International Relations Theory*. Burlington : Ashgate Publishing Company, 239 p.
24. PUTIN, Vladimir. 2005. « Russia at the Turn of the Millennium ». In *Russian Foreign Policy in Transition*, sous la dir. d'Andrei Melville et Tatiana Shakleina, p.221-234. New York : Central European University Press.
25. RICHTER, James. 1996. « Russian Foreign Policy and the Politics of National Identity ». In *The Sources of Russian Foreign Policy After The Cold War*, p.69-92. Oxford : Havard University Russian Research Center.
26. RUSSEL, John. 2003. « Exploitation of the « Islamic Factor » in the Russo-Chechen Conflict Before and After 11 September 2001 ». In *Realignments in Russian Foreign Policy*, sous la dir. de Rick Fawn, p.96-109. London : Frank Cass Publishers.
27. SAKWA, Richard, (éd.). 2005. *Chechnya : From Past to Future*. London : Anthem Press, 300 p.
28. SEMENOFF-TIAN-CHANSKY, Irène. 1998. « L'islam en Russie, un danger pour le Kremlin? ». *Politique étrangère*, no 1, p.109-123.

29. STOLIAROV, Mikhail. 2003. *Federalism and the dictatorship of power in Russia*. London : Routledge, 288 p.
30. TISHKOV, Valery. 2004. *Chechnya : Life in a war-torn society*. Bekerley : University of California Press, 284 p.
31. TORABI, Bizhan. 2003. « Téhéran : le commencement de la fin ». *Politique internationale*, no.101, p.217-227.
32. TSIGANKOV, Pavel. 1995. « Les particularités de la politique étrangère de la Russie contemporaine et le facteur islamique ». Chap. in *Islam et Occident, une cohabitation obligée?*, p.85-95. Québec : Institut Québécois des Hautes Études Internationales.
33. TUMINEZ, Astrid S. 1996. « Russian Nationalism and the National Interest in Russian Foreign Policy ». In *The Sources of Russian Foreign Policy After the Cold War*, sous la dir. de Celeste Wallander, p.41-69. Oxford : Havard University Russian Research Center.
34. VILEN, Ivanov. 2005. « Federalism and the Security of the State », *Social Sciences*, vol 36, no 1, p.4-17.
35. VINATIER, Laurent. 2002. *L'islamisme en Asie centrale*. Paris : Armand Colin, 255 p.
36. WALLANDER, Celeste A. (éd.). 1996. « Ideas, Interests, and Institutions in Russian Foreign Policy ». Chap. in *The Sources of Russian Foreign Policy After The Cold War*, p.207-219. Oxford : Havard University Russian Research Center.
37. WEGREN, Stephen K. (éd.). 2003. *Russia's policy challenges, Security, Stability and Development*. London : M.E. Sharpe, 288 p.
38. YEMELIANOVA, Galina M. 2002. « Chechnya and Political Islam », Chap. in *Russia and Islam, A Historical Survey*, p.166-193. Hampshire : Palgrave.
39. ZELKINA, Anna. 2004. « The « Wahhabist » of the Northern Caucasus vis-à-vis State and Society : The Case of Daghestan ». In *The Caspian Region, Volume II, The Caucasus*, sous la dir. de Moshe Gammer, p.146-178. London : Routledge.

Articles dans *Regard sur l'Est*, en ligne :

1. FRANÇOIS, Renaud. 2007. « Le Grand Jeu à la recherche d'un nouveau terrain de manœuvres ». In *Revue Regard sur l'Est*. En ligne. http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=760. Consulté en septembre 2007.

2. VANHOUCKE, Raphaël. 2007. « La fabrique de la vérité nationale en Ouzbékistan ». In *Revue Regard sur l'Est*. En ligne. http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=759. Consulté en septembre 2007.
3. KOCHKAN, Eva. 2001. « La « menace islamiste » en Russie et en Asie centrale ». In *Revue Regard sur l'Est*. En ligne. http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=181. Consulté en mars 2008.

Articles dans *Russia in Global Affairs*, en ligne :

1. MALASHENKO, Alexei. 2007. « The Islam Factor in Russia's Foreign Policy ». In *Russia in Global Affairs*. En ligne. <http://www.engaffairs.ru/numbers/20/1136.html>. Consulté en septembre 2007.
2. MALASHENKO, Alexei. 2006. « Islam, the Way We See It ». In *Russia in Global Affairs*. En ligne. <http://eng.globalaffairs.ru/numbers/17/1063.html>. Consulté en septembre 2007.
3. LUKIN, Alexander. 2007. « The Shanghai Cooperation Organization : What Next? ». In *Russia in Global Affairs*. En ligne. <http://eng.globalaffairs.ru/numbers/20/1135.html>. Consulté en septembre 2007.
4. SANAIE, Mehdi. 2007. « Problems and Prospects of Iranian-Russian Relations ». In *Russia in Global Affairs*. En ligne. <http://eng.affairs.ru/numbers/20/1137.html>. Consulté en septembre 2007.
5. SOUKHOV, Ivan. 2007. « Russian Federalism and Evolution of Self-Determination ». In *Russia in Global Affairs*. En ligne. <http://eng.affairs.ru/numbers/20/1127.html>. Consulté en septembre 2007.

Articles dans *The Moscow Times*, en ligne.

BOUSTANY, Nora. 2008. « Chechen Warns of Islamic Extremism ». En ligne. <http://www.themoscowtimes.com/stories/2008/02/07/013.html>. Consulté en mars 2008.

Article sur l'annulation de la dette afghane :

« Moscow Writes Off \$10B in Afghan Debt ». En ligne. <http://www.themoscowtimes.com/stories/2007/08/07/051.html>. Consulté en août 2007.

Article sur le racisme :

« 3 Given Prison Terms for Racially Motivated Assault ». En ligne. <http://www.themoscowtimes.com/stories/2006/11/21/013.html>. Consulté en novembre 2006.

Articles dans *RIA Novosti*, en ligne.

Article sur l'Égypte :

1. « Moscou et Le Caire veulent intensifier la création d'une zone industrielle russe en Égypte ». En ligne. <http://fr.rian.ru/business/20070906/77075040.html>. Consulté en septembre 2007.

Articles sur les Émirats arabes unis :

- 1- « Vladimir Poutine entame sa première visite officielle aux Émirats arabes unis ». En ligne. <http://fr.rian.ru/russia/20070910/77638713.html>. Consulté en septembre 2007.
- 2- « Poutine aux Émirats arabes unis : de nombreux accords prévus ». En ligne. <http://fr.rian.ru/world/20070910/77648450.html>. Consulté en septembre 2007.

Articles sur la Jordanie :

1. « Le président tchétchène invite le roi de Jordanie à se rendre en Tchétchénie ». En ligne. <http://fr.rian.ru/world/20070827/75175609.html>. Consulté en août 2007.
2. « Vladimir Poutine est arrivé en Jordanie ». En ligne. <http://fr.rian.ru/world/20070213/60619196.html>. Consulté en février 2007.
3. « La Jordanie a besoin d'investissements russes ». En ligne. <http://fr.rian.ru/world/20070820/72640552.html>. Consulté en août 2007.

Article sur la Libye :

1. « La Libye achètera pour plus de 2,2 milliards de dollars d'armes russes ». En ligne. <http://fr.rian.ru/russia/20070504/64889426>. Consulté en mai 2007.

Article sur la Malaisie :

1. « La Russie et la Malaisie sont prêtes à coordonner leur politique extérieure ». En ligne. <http://fr.rian.ru/world/20070619/67484329.html>. Consulté en juin 2007.
2. « Échanges commerciaux Russie-Malaisie : Poutine vise les 2 milliards de dollars ». En ligne. <http://fr.rian.ru/business/20070619/67468746.html>. Consulté en juin 2007.

Article sur l'Organisation de Coopération de Shanghai :

1. « L'OCS accélère la création d'un mécanisme de réponse aux situations menaçant la sécurité (communiqué) ». En ligne. <http://fr.rian.ru/world/20070816/71937507.html>. Consulté en août 2007.

Article « médiateur » :

1. « Le premier Sommet mondial des leaders religieux s'est ouvert à Moscou ». En ligne. <http://fr.rian.ru/society/20060703/50841497.html>. Consulté en juillet 2006.
2. « La Russie, nouvel acteur incontournable du monde musulman ». En ligne. <http://fr.rian.ru/analyses/20060704/50859954.html>. Consulté en juillet 2006.
3. « Le Groupe de vision stratégique Russie-monde islamique se réunit à Istanbul ». En ligne. <http://fr.rian.ru/world/20070201/60019602.html>. Consulté en février 2007.
4. « Alexis II défend l'idée d'un « monde multiple ». En ligne. <http://fr.rian.ru/society/20060404/45173557.html>. Consulté en avril 2006.

5. « L'Église orthodoxe russe s'expose au siège de l'ONU ». En ligne. <http://fri.rian.ru/world/20071005/82579725.html>. Consulté en octobre 2007.
6. « Le Conseil des muftis de Russie veut se donner les moyens de lutter contre l'extrémisme ». En ligne. <http://fr.rian.ru/russia/20060207/43399243.html>. Consulté en février 2006.
7. « Tchétchénie : Ramzan Kadyrov appelle les médias à cesser d'identifier le peuple aux terroristes ». En ligne. <http://fr.rian.ru/russia/20070319/62257296.html>. Consulté en mars 2007.

Article d'Ivan Soukhov :

1. « L'islam de Ramzan Kadyrov ». En ligne. <http://fr.rian.ru/world/20070831/75990957.html>. Consulté en septembre 2007.

Article sur la Turquie :

1. « La coopération entre Moscou et Ankara se développera avec l'élection du nouveau président russe ». En ligne. <http://fr.rian.ru/world/20070828/75444471.html>. Consulté en septembre 2007.

Articles dans *Nouvelles d'Arménie*, en ligne :

Article sur le racisme :

1. « Les agressions contre des étrangers en Russie ont triplé en 2006 ». En ligne. http://www.armenews.com/article.php3?id_article=26542. Consulté en novembre 2006.
2. « Les nationalistes russes manifestent pour être « débarrassés » des immigrés ». En ligne. <http://www.armenews.com>, Consulté en novembre 2006.

Articles dans *Moscow Defense Brief*, en ligne :

ENGELHARDT, Georgi. 2007. « Militant Islam in Russia – Potential for Conflict ». En ligne. http://mdb.cast.ru/mdb/1-2005/wap/militant_islam. Consulté en mars 2008.

Articles dans *Woodrow Wilson International Center for Scholars*, en ligne :

O'LOUGHLIN, John. 2008. « The Geography of North Caucasian Conflicts (1999-2007) : Analysis of 14, 000 Violent Incidents ». En ligne. http://www.wilsoncenter.org/index.cfm?topic_id=1424&fuseaction=topics.event_summary&event_id=393557. Consulté en avril 2008.

Autres sites consultés :

Site du Ministère des Affaires étrangères de Russie : <http://www.mid.ru>

Site du Journal *Коммерсант* (Kommersant) : <http://kommersant.ru>

Site du Journal *Российская газета* (Rossiskaya Gazeta): <http://www.rg.ru>

Site du Journal *Правда* (Pravda): <http://www.pravda.ru>

Documents officiels :

1. *The Law on Freedom of Conscience and Religious Association* (1997)
2. *Foreign Policy Conception of the Russian Federation* (2000)
3. *Military Doctrine of the Russian Federation* (2000)
4. *National Security Conception of the Russian Federation* (2000)
5. *Declaration on the Creation of the Shanghai Cooperation Organization* (2001)
6. *The Fundamental Principles of the Social Program of Russia's Muslims* (2001)